Karl MARX et Friedrich ENGELS (1875)

CRITIQUE
des programmes
de Gotha et d'Erfurt

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel : jean-marie_tremblay@uqac.ca
Site web pédagogique : http ://www.uqac.ca/jmt-sociologue/

Dans le cadre de : "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web : http ://classiques.uqac.ca/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web : http ://bibliotheque.uqac.ca/

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle :

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

KARL MARX ET FRIEDRICH ENGELS (1875),

CRITIQUE DES PROGRAMMES DE GOTHA ET D'ERFURT.

Paris : Éditions sociales, 1972, 158 pages. Collection "Classiques du marxisme". Traduction d'Émile BOTTIGELLI.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte : Times New Roman, 14 points.
Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

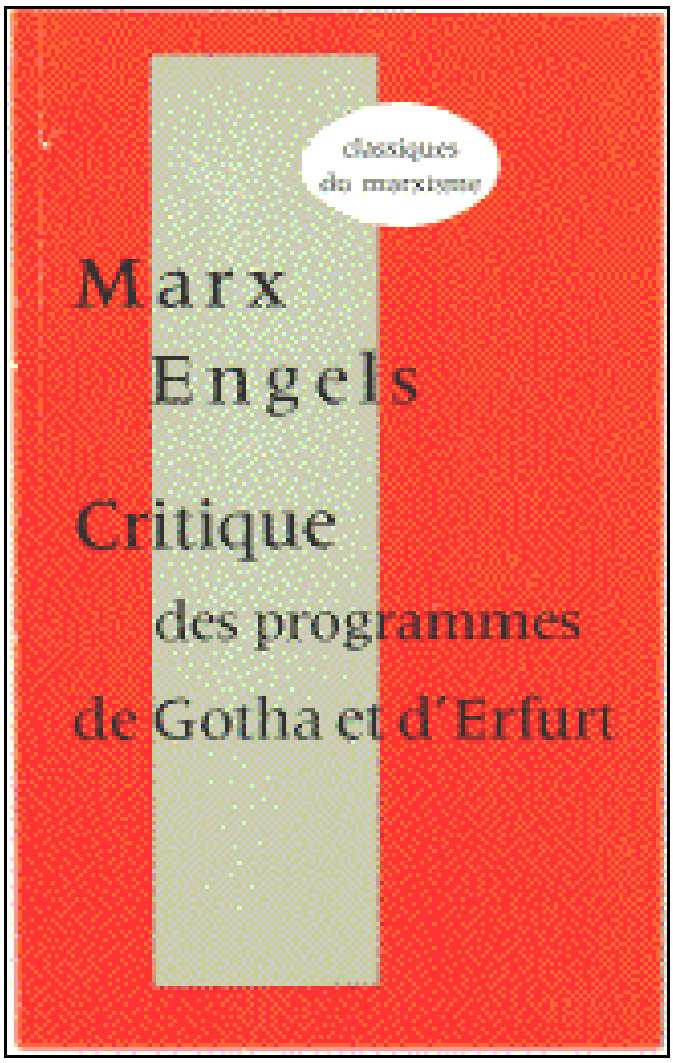
Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique révisée le 8 mai 2014 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

KARL MARX ET FRIEDRICH ENGELS (1875),

CRITIQUE DES PROGRAMMES DE GOTHA ET D'ERFURT.



Paris : Éditions sociales, 1972, 158 pages. Collection "Classiques du marxisme". Traduction d'Émile BOTTIGELLI

Table des matières

. ←

Avertissement

I Karl MARX : Critique *du programme de Gotha*

Avant-propos de Friedrich Engels
Lettre d'envoi de Karl Marx à W. Bracke (5 mai 1875)
Karl MARX : Gloses marginales au programme du Parti ouvrier allemand

I
1. Le travail est la source de toute richesse et de toute culture
2. Dans la société actuelle, les moyens de travail sont le monopole de la classe capitaliste
3. L'affranchissement du travail exige que les instruments de travail soient élevés à l'état de patrimoine
4. L'affranchissement du travail doit être l'œuvre de la classe ouvrière, en face de laquelle toutes les autres classes NE forment QU'UNE MASSE RÉACTIONNAIRE.
5. La classe ouvrière travaille à son affranchissement tout d'abord DANS LE CADRE DE L'ÉTAT NATIONAL ACTUEL, sachant bien que le résultat nécessaire de son effort, qui est commun aux ouvriers de tous les pays civilisés, sera la fraternité internationale des peuples

II Partant de ces principes, le Parti ouvrier allemand s'efforce, par tous les moyens légaux, de fonder L'ÉTAT LIBRE - et - la société socialiste,- d'abolir le système salarié avec la LOI D'AIRAIN des salaires... ainsi que... l'exploitation sous toutes ses formes ; d'éliminer toute inégalité sociale et politique.

III Le Parti ouvrier allemand réclame, pour PRÉPARER LES VOIES À LA SOLUTION DE LA QUESTION SOCIALE, l'établissement de sociétés de production avec L'AIDE DE L'ÉTAT, SOUS LE

CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE DU PEUPLE DES TRAVAILLEURS.

IV

A. « Libre fondement de l'État ».
B. Le Parti ouvrier allemand réclame comme base intellectuelle et morale de l'État

1. ÉDUCATION GÉNÉRALE, LA MÊME POUR TOUS, DU PEUPLE par l'État. Obligation scolaire pour tous, instruction gratuite.
2. Journée normale de travail.
3. Limitation du travail des femmes et interdiction du travail des enfants.
4. Surveillance par l'État du travail dans les fabriques, les ateliers et à domicile.
5. Réglementation du travail dans les prisons.
6. Une loi efficace sur la responsabilité

II Friedrich ENGELS : Sur *le programme de Gotha*

I Lettre à August Bebel (l8-28 mars 1875)
II Lettre à W. Bracke (11 octobre 1875)
III Lettre à Bebel (l2 octobre 1875)
IV Lettres à Kautsky (7 et 15 janvier, 5 et 11 février 1891)
V Extrait d'une lettre à Friedrich Albert Sorge (11 février 1891)
VI Lettre à Kautsky (23 février 1891)
VII Extrait d'une lettre à F.-A. Sorge (4 mars 1891)
VIII Extrait d'une lettre à Bebel (1er mai 1891)

III Friedrich ENGELS : Critique *du programme d'Erfurt*

Lettre à Kautsky (29 juin 1891)
Critique du projet de programme social-démocrate de 1891

I. Exposé des motifs en dix paragraphes
II. Revendications politiques
III. Revendications économiques

IV Karl MARX et Friedrich ENGELS : *La lutte pour le parti du prolétariat*. (Extraits de la correspondance) :

I Extrait d'une lettre de Marx à Ludwig Kugelmann (23 février 1865)
II Extrait d'une lettre de Marx à Bolte (29 nov. 1871).
III Extrait d'une lettre d'Engels à Friedrich Cuno (24 janvier 1872)
IV Extrait d'une lettre d'Engels à F.-A. Sorge (12 sept. 1874)
V Extrait d'une lettre de Marx à F.-A. Sorge (19 oct. 1877)

V LÉNINE : Sur *la Critique du programme de Gotha*. Extrait du cahier *« Le Marxisme au sujet de l'État »* (janvier-février 1917)

LETTRE D'ENGELS À BEBEL
MARX. CRITIQUE DU PROGRAMME DE GOTHA

ANNEXES

I Préambule et statuts de la 1re Internationale

Préambule
Statuts

II Les programmes successifs de la social-démocratie allemande

1. Programme des lassalliens (Leipzig, mai 1863).
2. Programme des marxistes (Eisenach, août 1869)
3. Programme de Gotha (mai 1875)
4. Programme d'Erfurt (1891)

Sauf indication contraire, les notes en bas de page sont de la rédaction. (Les Éditions sociales)

. ←

AVERTISSEMENT

. ←

La Critique du programme de Gotha est, avec le Manifeste du Parti communiste, une des plus importantes contributions immédiates de Marx à l'édification du programme du Parti ouvrier.

Écrite en 1875, elle portait le titre modeste de Gloses marginales au programme du Parti ouvrier allemand. Ce programme était celui que, d'un commun accord, les deux organisations de la classe ouvrière allemande, voulaient soumettre au congrès d'unification qui se tint à Gotha du 22 au 27 mai 1875.

Deux partis se faisaient, en effet, les champions de la cause du prolétariat. L'Association générale des travailleurs allemands avait été fondée en 1863 par Lassalle. Rassemblée autour de son « Programme des travailleurs », elle reposait sur des bases théoriques faibles qui n'étaient qu'un grossier travestissement des principes du Manifeste. Déjà, s'illusionnant peut-être en tout cas sur les résultats de cette politique et poussé par son ambition personnelle, Lassalle avait tenté de jeter la classe ouvrière allemande dans les bras de Bismarck. Ses successeurs, notamment Schweitzer, avaient donné au mouvement une allure dictatoriale qui mécontenta les adhérents. Vers 1875, l'Association générale des travailleurs allemands, dirigés par Hasenclever, Hasselmann et Tölcke était en pleine crise et voyait la classe ouvrière, écœurée par l'opportunisme et le chauvinisme des lassalliens, se détacher d'elle de plus en plus.

D'autre part, au mois d'août 1869, s'était tenu à Eisenach le congrès de fondation du Parti ouvrier social-démocrate d'Allemagne que dirigeaient des hommes comme Bebel et W. Liebknecht, acquis toits deux au marxisme. Les statuts adoptés au congrès s'inspiraient de ceux de l’Association internationale

des travailleurs, fondée en 1864 par Marx et Engels. Leur organe, le Volksstaat, menait campagne contre les lassalliens avec une fermeté qui pouvait faire illusion sur la solidité théorique de ses rédacteurs. En tout cas, la classe ouvrière, se sentant mieux défendue, se rassemblait toujours plus autour de ceux « d'Eisenach ».

Cependant, la politique réactionnaire de Bismarck, la répression des grèves de 1871-72, favorisaient l'éclosion d'un mouvement d'unité au sein du prolétariat. Les lassalliens en profitèrent Pour faire des ouvertures à Liebknecht et tenter de sauver ainsi leur association de la déconfiture. Le 11 octobre 1874, Liebknecht écrivait à Bebel, alors détenu à la prison de Zwickau :

Tölcke était ici hier ; il veut l'union avec nous. Fritsche m'a écrit hier dans le même sens. D'après Fritsche, Reimer et Hasselmann veulent, eux aussi, au moins une liaison constante : la fusion n'est pas possible pour le moment. Je t'en dirai davantage oralement ; j'irai te voir huit jours avant l'ouverture du Reichstag. Une chose est certaine : L'Association générale allemande est en déroute [1].

La fusion allait tout de même se réaliser et, après d'assez longs pourparlers, une commission fut formée qui siégea à Gotha les 14 et 15 février 1875 et élabora un projet de programme d'unification. Il semble que W. Liebknecht ait agi dans cette commission sans tenir ses amis particulièrement au courant. En tout cas, dès qu'il eut transmis le projet à Bebel, celui-ci protesta et rédigea un vaste contre-projet. Bracke s'en émut tout autant et expédia en fin de compte le texte à Marx. Telle fut l'origine de ces Gloses marginales.

Elles furent transmises à Bracke, un des chefs du groupe d'Eîsenach, le 6 mai 1875. De son côté, Engels avait écrit plus d'un mois auparavant, une longue lettre à Bebel dans laquelle il se livrait à une critique acerbe du mélange de lassallisme et d'idéologie petite-bourgeoise qui constituait le fond du projet de programme commun. Les dirigeants allemands étaient, par conséquent, parfaitement au courant des réserves capitales que Marx et Engels faisaient sur le texte qu'ils avaient mis au point avec les chefs du Parti lassallien. Les deux fondateurs de l'Internationale n'avaient pas caché leur intention de se désolidariser par une déclaration publique du programme du Pari ! ouvrier

1 August BEBEL. *Aus meinen Leben*, tome II, p. 258. Berlin, 1946.

social-démocrate allemand au cas où celui-ci serait adopté mu profonde modification.

Quoi qu'il en soit, il ne fut tenu aucun compte des Gloses marginales de Marx. Soit par souci de voir aboutir à tout prix une unité, souhaitable certes, mais dont les lassalliens ne pouvaient plus se passer, soit pour des raisons moins avouables, les critiques de Marx et d'Engels furent tenues secrètes, même par ceux qui n'étaient pas d'accord avec le projet de la commission et le programme dit de Gotha fut adopté sans modifications essentielles. Marx et Engels ne cachèrent pas leur déception devant ce recul idéologique. Mais l'attitude de la presse bourgeoise, qui vit dans ce programme ce qui n'y était pas et le qualifia de communiste, les dispensa de rompre ouvertement avec le Parti social-démocrate allemand.

*
* *

Trois ans après le congrès, en 1878, fut promulguée la loi contre les socialistes qui resta en vigueur jusqu'en 18.90. Dès lors, il ne pouvait plus être question de révision du programme. Mais l'influence grandissante du Parti ouvrier démontra à la bourgeoisie elle-même l'inefficacité de pareilles mesures. Elle devait conduire à leur abrogation. Dès que la liberté leur fut rendue, la nécessité d'édifier un nouveau programme apparut si nettement aux socialistes que la question fut mise à l'ordre du jour dès le mois d'octobre 1890, à la conférence de Halle.

Engels saisit l'occasion pour publier sous le titre Critique du programme de Gotha les fameuses Gloses marginales que Marx avait réussi à récupérer à grand'peine. La chose n'alla pas d'ailleurs sans difficulté. A la vue des résistances qu'Engels eut à vaincre et des concessions qu'il lui fallut faire, on pourrait presque parler d'un véritable blocus des dirigeants du Parti social-démocrate allemand contre un texte qui mettait à nu leurs responsabilités dans les erreurs passées et critiquait de façon acerbe leur opportunisme. Pour vaincre cette résistance, Engels dut non seulement affaiblir le texte de Marx [2], mais menacer de le publier dans l'Arbeiter Zeitung de Vienne.

---

2 Nous donnons ce texte dans sa version originelle et intégrale.

La Critique parut, en fin de compte, dans la Neue Zeit, no 18 du 31 janvier 1891 et fut imprimée dans le Vorwaerts, organe central du Parti, du let au 3 février. Cette publication souleva de nombreuses réactions. Le groupe parlementaire alla même jusqu'à voter une motion se désolidarisant de la direction du Parti et désapprouvant l'impression de ce texte. Mais le résultat était tout de même acquis. L'opportunisme des dirigeants sociaux-démocrates ne pouvait plus se déployer impunément et le nouveau programme, adopté au congrès d'Erfurt (14-20 octobre 1891) marquait la rupture avec la démagogie lassallienne et un raffermissement des bases théoriques du Parti. Toutefois, cela n'empêcha ni l'opportunisme à la Bernstein, ni la trahison de l'internationalisme en 1914, ni, enfin, sous la direction de Kautsky et de ses successeurs, l'opposition à la dictature du prolétariat et le rejet de la Révolution soviétique qui devaient mener la social-démocratie allemande à l'abdication devant Hitler en 1933. C'est qu'en effet, seul le Parti bolchévik, le Parti de Lénine, sut mener une lutte conséquente, durant cette période, non seulement contre le révisionnisme, mais aussi contre le centrisme, aussi bien dans le mouvement ouvrier russe qu'à l'échelle de la Ile Internationale..

*
* *

L'ampleur des polémiques qui ont accompagné la publication de la Critique du programme de Gotha, serait, à elle seule, bien suffisante pour marquer l'importance de cette oeuvre de Marx. En effet celle-ci insiste particulièrement sur le point qui a toujours été l'objet du litige entre les interprètes fidèles de l'esprit scientifique du marxisme et les réformistes et opportunistes : la dictature du prolétariat.

Et, pourtant, dès 1852, dans une lettre à Weydemeyer, Marx avait déjà insisté sur ce complément indispensable à l'agitation révolutionnaire, sur cette forme indispensable de la lutte de classes :

En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ai l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Longtemps avant moi, des historiens bourgeois avaient décrit le développement historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient exprimé l'anatomie économique. Ce que je fis de nouveau,

ce fut : 1. de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases de développement historique déterminé de la production ; 2. que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat ; que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes [3].

> L'expérience de la Commune était venu apporter une confirmation dans les faits de l'exactitude des vues de Marx. Aussi Lénine pouvait-il dire, en parlant du passage de la Critique où Marx situe la dictature du prolétariat comme la période de transition politique entre la société capitaliste et la société communiste :

ce développement célèbre de Marx qui résume toute sa doctrine révolutionnaire.

> Est-ce à dire que la question de la dictature du prolétariat soit moins d'actualité à l'heure où les régimes de démocratie populaire semblent indiquer que d'autres voies conduisent au socialisme ? Absolument pas. Certes, comme l'a dit Maurice Thorez :

On peut envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes.

> Mais la recherche « des voies spécifiques qui rendent moins pénible la marche au socialisme » (Dimitrov) ne signifie en aucun cas qu'il sera possible de passer au socialisme sans la suppression des antagonismes de classes. Et celle-ci est impossible sans la dictature du prolétariat. Dans son analyse magistrale des fonctions de la démocratie populaire, Dimitrov dit :

L'État démocratique populaire apparaît comme un État de la période transitoire, appelé à assurer le développement du pays dans la voie du socialisme.

> Qu'est-ce que cela signifie, sinon que la démocratie populaire exerce les fonctions de la dictature du prolétariat ? La révolution soviétique nous a donné la forme soviétique de la dictature du prolétariat. Les démocraties populaires nous en donnent une autre forme. Mais la nature de l'État, dans cette période de transition, reste bien conforme aux définitions de la Critique du programme de Gotha, définitions élargies par Lénine en une doctrine de l'État socialiste dans L'État et la révolution qui reste le meilleur commentaire du texte de Marx.

---

3 Karl MARX et Friedrich ENGELS : Études philosophiques, Édit. soc., 1961, p. 151.

Ce n'est pas là d'ailleurs le seul titre de ce texte à l'actualité. Outre la démonstration qu'il donne de la rigueur de la pensée marxiste, qui admet des unions dans l'action, mais ne transige pas sur les principes, ce texte apporte des clartés sur les rapports de Marx et de Lassalle et notamment il insiste sur l'invention lassallienne de la « loi d'airain des salaires », faussement attribuée à Marx. On sait assez les conséquences qu'en a tiré la social-démocratie française avec son prétendu « cycle Infernal » pour qu'il ne soit pas nécessaire d'insister sur l'opportunité de la Critique. C'est une œuvre qu'il est bon de méditer et qui prend dignement sa place dans la série des « classiques du marxisme ».

*
* *

L'édition que nous présentons de la Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt est essentiellement basée sur le texte publié en 1933 par le Bureau d'éditions. La traduction a toutefois fait l'objet d'une révision minutieuse et d'une confrontation avec les éditions publiées sous le contrôle de l'Institut du marxisme-léninisme de Moscou (Ring Verlag, Zürich 1934, et Neuer Weg, Berlin 1946). Un certain nombre de textes tirés de la correspondance y ont été ajoutés. Notre édition se présente en conséquence sous la forme suivante :

1. La Critique du programme de Gotha de Marx, précédée de la lettre d'envoi à Bracke.

2. Les lettres d'Engels relatives au programme de Gotha, notamment l'échange de correspondance qui a accompagné la publication du texte en 1891.

3. La Critique du programme d'Erfurt d'Engels qui complète la Critique du programme de Gotha et lui donne sa conclusion.

4. Une série d'extraits de la correspondance de Marx et d'Engels que nous avons réunis sous la rubrique : « La lutte pour le parti du prolétariat » et qui font notamment le point sur la question des rapports Marx-Lassalle et la vie et les luttes de la ire Internationale.

5. Un inédit de Lénine qui comprend ses notes sur divers textes publiés dam notre volume et fait partie des travaux préparatoires à son ouvrage : L'État et la révolution.

Enfin, nous avons donné en annexe les programmes successifs de la social-démocratie allemande ainsi que les statuts de l'Association Internationale des Travailleurs.

Juin 1949.

Émile BOTTIGELLI.

I

Karl MARX

CRITIQUE DU PROGRAMME DE GOTHA

AVANT-PROPOS DE FRIEDRICH ENGELS

. ←

Le manuscrit imprimé ici, - la lettre d'envoi à Bracke [4] aussi bien que la critique du projet de programme, - fut adressé à Bracke en 1875, peu de temps avant le congrès d'unité de Gotha, pour être communiqué à Geib [5], Auer [6], Bebel [7] et Liebknecht [8] et être retourné ensuite à Marx. Le congrès de Halle [9]

4 BRACKE, Wilhelm (1842-1880) : Après avoir été trésorier de l'organisation lassallienne, l'Association générale des ouvriers allemands, il fut, en 1869, un des fondateurs du Parti d'Eisenach. il fut condamné en 1871 à seize, puis à trois mois de prison pour avoir protesté contre la continuation de la guerre franco-allemande et l'annexion de l'AlsaceLorraine, et appelé les ouvriers à l'action. Député au Reichstag en 1877. Auteur d'une brochure de propagande bien connue : A *bas les socialistes !*

5 GEIB, August (1842-1879) : Libraire, trésorier du Parti lassallien. Condamné en 1871 à la prison pour avoir protesté contre la continuation de la guerre franco-allemande et l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Député au Reichstag de 1874 à 1877.

6 AUER, Ignace (1846-1907) : Secrétaire du Parti d'Eisenach. Fut député au Reichstag presque sans interruption, de 1877 à sa mort. Ouvrier sellier, il devint à la fin de sa vie, l'un des principaux fonctionnaires du Parti.

7 BEBEL, August (1840-1913) : Chef politique et tacticien de la socialdémocratie allemande et de la Ile Internationale. Ouvrier tourneur. Vers 1865, sous l'influence de W. Liebknecht, s'affilia à la Ire Internationale. En 1869, fonda avec lui à Eisenach le

ayant mis à l'ordre du jour du Parti la discussion du programme de Gotha, je croirais commettre un détournement si je dérobais plus longtemps à la publicité ce document considérable, le plus considérable peut-être de ceux qui concernent cette discussion [10].

Mais le manuscrit a encore une autre portée, et de beaucoup plus grande. Pour la première fois, on trouve ici, clairement et solidement établie, la position prise par Marx en face des tendances inaugurées par Lassalle [11] dès son entrée

---

Parti ouvrier socialdémocrate. Fut jusqu'à sa mort le chef incontesté du Parti. En 1908, Lénine fit de lui un vif éloge. Dans ses dernières années devint centriste, par suite de son désir de conserver au Parti son unité à tout prix. Principaux ouvrages : Christianisme et socialisme (1874), La Femme et le socialisme (1879), Charles Fourier, sa vie et sa théorie (1888), Ma vie (3 vol., 1910-1914).

8 LIEBKNECHT, Wilhelm (1826-1900) : Avec Bebel, le chef le plus important de la social-démocratie allemande. Prit part à la révolution allemande de 1848. Émigra ensuite en Suisse et à Londres, où il devint socialiste scientifique sous l'influence de Marx et d'Engels. En 1869, fonda avec Bebel, à Eisenach, le Parti ouvrier social-démocrate d'Allemagne. Combattit le réformisme, fut rédacteur du Vorwaerts, l'organe central du Parti. Lénine l'estimait comme un véritable tribun révolutionnaire. Liebknecht fut matérialiste et athée intransigeant. A écrit de nombreuses brochures. Père de Karl Liebknecht.

9 Le congrès social-démocrate de Halle (1890), le premier qui suivit l'abrogation de la « loi contre les socialistes », avait décidé, après un rapport de Wilhelm Liebknecht, d'élaborer un nouveau programme du Parti. Au congrès suivant (Erfurt, 1891), l'ancien programme (de Gotha) fut remplacé par celui d'Erfurt.

10 Le 17 janvier 1891, Engels écrit dans une lettre à Sorge * (New York) ; « Le no 17 de la *Nette Zeit* ** *va* lancer une bombe : la critique du programme de 1875, de Marx. Tu te réjouiras, mais chez certains en Allemagne cela provoquera l'indignation et la colère. » Le 11 février 1891, il lui écrit encore : « Tu as certainement lu l'article de Marx dans la *Neue Zeit. Il* a provoqué au début, chez les dirigeants socialistes en Allemagne, une colère qui tend à s'apaiser actuellement ; par contre au sein du Parti même, - exception faite de vieux lassalliens, - la joie est grande. » (Sorge-Briefwechsel, Stuttgart, 1906, pp. 352 et 355.)

* SORGE, Friedrich-Anton (1828-1906) : Communiste allemand, fut l'un des dirigeants des sections locales de la Ire Internationale aux États-Unis et, après le transfert du Comité général de l'Internationale à New York, le secrétaire général de l'Internationale. Il a entretenu avec Marx et Engels une correspondance suivie.

** Revue théorique de la social-démocratie allemande. Dirigée depuis 1883 et pendant de nombreuses années par Kautsky.

11 LASSALLE, Ferdinand (1825-1864) : Orateur brillant, agitateur passionné. Idéaliste, déformant et trahissant les principes du marxisme, il finit par échouer dans le socialisme national et le réformisme social. Lassalle fonda, le 20 mars 1867,

dans le mouvement, et cela en ce qui concerne à la fois les principes économiques et la tactique.

L'impitoyable sévérité avec laquelle le projet de programme est analysé, l'inflexibilité avec laquelle les résultats obtenus sont énoncés et les points faibles du projet mis à nu, tout cela ne peut plus blesser aujourd'hui, après plus de quinze ans. De lassalliens spécifiques, il n'en existe plus qu'à l'étranger, ruines solitaires, et à Halle le programme de Gotha a été abandonné même par ses auteurs, comme absolument insuffisant.

Malgré cela, j'ai retranché, là où la chose était indifférente, et remplacé par des points quelques expressions ou appréciations âprement personnelles [12]. Marx le ferait lui-même, s'il publiait aujourd'hui son manuscrit. La vivacité de langage qu'on y rencontre parfois s'expliquait par deux circonstances. D'abord nous étions, Marx et moi, mêlés au mouvement allemand plus intimement qu'à tout autre ; la régression manifeste dont témoignait le projet de programme devait nous émouvoir tout particulièrement. En second lieu, nous étions à ce moment, deux ans à peine après le congrès de La Haye de l'Internationale [13], en pleine bataille avec Bakounine [14] et ses anarchistes qui nous rendaient responsables de tout ce qui se passait en Allemagne dans le mouvement ouvrier ; nous devions donc nous attendre également à ce qu'on nous attribue la paternité inavouée du programme. Ces considérations sont aujourd'hui caduques, et, en même temps, la raison d'être des passages en question.

---

l'Association générale des ouvriers allemands. Comme l'a dit Marx (1868), le mérite de Lassalle sera d'avoir réveillé les ouvriers allemands de quinze ans de sommeil. Oeuvres principales : La *Philosophie d'Héraclite l'obscur, Capital et Travail.*

12 Comme nous l'avons indiqué dans l'avertissement, nous publions le texte complet de la lettre d'envoi et de la critique du programme.

13 Non pas « deux ans à *peine* après » le congrès de La Haye, qui est de septembre 1872, mais plus de deux ans et demi après. A ce congrès fut décidée l'exclusion de Bakounine de l'Association internationale des travailleurs.

14 BAKOUNINE, M. A. (1814-1876) : Anarchiste russe. Émigré en 1846, participa à la révolution allemande de 1848, fut un des dirigeants des insurrections de Dresde et de Prague. Livré par l'Autriche à la Russie, emprisonné à Saint-Pétersbourg, puis déporté en Sibérie, il s'en évada et reprit en Europe occidentale son activité.

Il y a, en outre, quelques phrases qui, pour des raisons légitimées par la loi sur la presse, sont remplacées par des points. Là où je devais choisir une expression atténuée, je l'ai mise entre crochets. A cela près, la reproduction est textuelle.

F. ENGELS.

Londres, 6 janvier *1891*.

LETTRE D'ENVOI DE KARL MARX À W. BRACKE

. ←

Londres, 5 mai 1875

MON CHER BRACKE,

Les gloses marginales qui suivent, critique du programme de coalition, ayez l'amabilité de les porter, après lecture, à la connaissance de Geib et d'Auer, de Bebel et de Liebknecht. Je suis surchargé de travail et fais déjà beaucoup plus que ce qui m'est prescrit par les médecins. Aussi n'est-ce nullement pour mon « plaisir » que j'ai griffonné ce long papier. Cela n'en était pas moins indispensable pour que, par la suite, les démarches que je pourrais être amené à faire ne pussent être mal interprétées par les amis du Parti auxquels cet destinée cette communication.

Après le congrès d'unité nous publierons, Engels et moi, une brève déclaration dans laquelle nous indiquerons que nous n'avons rien de commun avec le programme de principe en question.

Cela est indispensable puisqu'on répand à l'étranger l'opinion soigneusement entretenue par les ennemis du Parti, - opinion absolument erronée, - que nous dirigeons ici, en secret, le mouvement du Parti dit d'Eisenach. Dans un écrit russe tout récemment paru [15], Bakounine, par exemple, me rend responsable non seulement de tous les programmes, etc., de ce Parti, mais encore de tout ce qu'a fait Liebknecht dès le premier jour de sa collaboration avec le Parti populaire (Volkspartei).

15 Il s'agit du livre de Bakounine : S*taat und Anarchie* (État et Anarchie), Zürich, 1873.

Cela mis à part, c'est pour moi un devoir de ne pas reconnaître, fût-ce par un diplomatique silence, un programme qui, j'en suis convaincu, est absolument condamnable et qui démoralise le Parti.

Tout pas fait en avant, toute progression réelle importe plus qu'une douzaine de programmes. Si donc on se trouvait dans l'impossibilité de *dépasser* le programme d'Eisenach, - et les circonstances ne le permettaient pas, - on devait se borner à conclure un accord pour l'action contre l'ennemi commun. Si on fabrique, au contraire, des programmes de principes (au lieu d'ajourner cela à une époque où pareils Programmes eussent été préparés par une longue activité commune), on pose publiquement des jalons qui indiqueront au monde entier le niveau du mouvement du Parti. Les chefs des lassalliens venaient à nous, poussés par les circonstances. Si on leur avait déclaré dès l'abord qu'on ne s'engagerait dans aucun marchandage de principes, il leur eût bien fallu se contenter d'un programme d'action ou d'un plan d'organisation en vue de l'action commune. Au lieu de cela, on leur permet de se présenter munis de mandats qu'on reconnaît soi-même avoir force obligatoire, et ainsi on se rend à la discrétion de gens qui ont besoin de vous. Pour couronner le tout, ils tiennent un nouveau congrès avant le congrès d'unité, tandis que notre parti tient le sien post festum [16]. On voulait manifestement escamoter toute critique et bannir toute réflexion de notre propre Parti. On sait que le seul fait de l'union donne satisfaction aux ouvriers, mais on se trompe si l'on pense que ce résultat immédiat n'est pas trop chèrement payé.

Au surplus, le programme ne vaut rien, même si l'on fait abstraction de la canonisation des articles de foi lassalliens.

Je vous enverrai bientôt les derniers fascicules de l'édition française du Capital. L'édition en a été longtemps suspendue, par suite de l'interdiction du gouvernement français. Cette semaine-ci, ou au commencement de la semaine prochaine, l'édition sera terminée [17]. Avez-vous eu les six premiers fascicules ? Veuillez me procurer l'adresse de Becker [18] à qui je dois envoyer les derniers.

---

16 Après la fête. En effet, le congrès lassallien se tint avant celui de Gotha en mai ; et le congrès des eisenachiens à Hambourg le 8 juin.

17 La première traduction française du premier volume du *Capital* fut publiée, sous la surveillance de Marx lui-même, par fascicules à Paris entre 1872 et 1875.

18 BECKER, J. Ph. (1800-1886) : Militant de la Ire Internationale, ami de Marx, jardinier de profession. Révolutionnaire actif de l'Allemagne des années 1830 et 1840. A

La librairie du Volksstaat [19] a des manières à elle. C'est ainsi que par exemple, on ne m'a pas encore adressé un seul exemplaire imprimé du Procès des communistes de Cologne [20].

Meilleures salutations. Votre

Karl MARX.

l'époque de la révolution (1848-1849) participa activement à l'insurrection de Bade. Rédacteur de l'organe de la Ire Internationale *Der Vorbote* (le Précurseur).

19 Organe central des eisenachiens de 1870 à 1876. Il paraissait hebdomadairement à Leipzig. Wilhelm Liebknecht en était le rédacteur en chef.

20 Le petit volume de Marx sur le procès des communistes de Cologne (procès jugé en 1852) parut au commencement de 1875 : il a été traduit en français par Léon Rémy, ainsi que l'importante introduction historique dont l'a fait précéder Engels et qui contient, sur la célèbre Ligue des communistes, tout ce qu'il est essentiel d'en savoir. (K. *MARX : L'Allemagne en* 1848, pp. 255-400 ; Paris. 1901.) L'introduction d'Engels est reproduite dans l'édition de 1966 du *Manifeste du Parti communiste* par les Éditions sociales.

GLOSES MARGINALES AU PROGRAMME DU PARTI OUVRIER ALLEMAND

. ←

I

I. - Le travail est la source de toute richesse et de toute culture, et comme le travail productif n'est possible que dans la société et par la société, son produit appartient intégralement, par droit égal, à tous les membres de la société [21].

. ←

PREMIÈRE PARTIE DU PARAGRAPHE : « Le travail est la Source de toute richesse et de toute culture. »

Le travail n'est pas la source de toute richesse [22]. La nature est tout autant la source des valeurs d'usage (qui sont bien, tout de même, la richesse réelle !) que le travail, qui n'est lui-même que l'expression d'une force naturelle, la force de travail de l'homme. Cette phrase rebattue se trouve dans tous les abécédaires, et elle n'est vraie qu'à condition de sous-entendre que le travail est antérieur, avec tous les objets et procédés qui l'accompagnent. Mais un programme socialiste ne saurait permettre à cette phraséologie bourgeoise de passer sous silence les conditions qui, seules, peuvent lui donner un sens. Et ce n'est qu'autant que l'homme, dès l'abord, agit en propriétaire à l'égard de la nature, cette source première de tous les moyens et matériaux de travail, ce n'est que s'il la traite

---

21 On trouvera plus loin le texte complet du programme de Gotha.

22 MARX : *Le Capital*, tome 1er. E. S., 1962, p. 58 : « Le travail n'est donc pas l'unique source des valeurs d'usage qu'il produit, de la richesse matérielle. Il en est le père, et la terre, la mère, comme dit William Petty *. »

* PETTY, William (1623-1685) : Célèbre économiste et statisticien anglais.

comme un objet lui appartenant que son travail devient la source des valeurs d'usage, partant de la richesse. Les bourgeois ont d'excellentes raisons pour attribuer au travail cette surnaturelle puissance de création : car, du fait que le travail est dans la dépendance de la nature, il s'ensuit que l'homme qui ne possède rien d'autre que sa force de travail sera forcément, en tout état de société et de civilisation, l'esclave d'autres hommes qui se seront érigés en détenteurs des conditions objectives du travail. Il ne peut travailler, et vivre par conséquent, qu'avec la permission de ces derniers.

Mais laissons la proposition telle qu'elle est, ou plutôt telle qu'elle boite. Quelle conclusion en devrait-on attendre ? Évidemment celle-ci :

« Puisque le travail est la source de toute richesse, nul dans la société ne peut s'approprier des richesses qui ne soient un produit du travail. Si donc quelqu'un ne travaille pas lui-même, il vit du travail d'autrui et, même sa culture, il la tire du travail d'autrui. »

Au lieu de cela, à la première proposition, on en ajoute une seconde par le moyen du mot-cheville : « et comme » pour tirer de la seconde, et non de l'autre, la conséquence finale.

DEUXIÈME PARTIE DE LA PROPOSITION : « Le travail productif n'est possible que dans la société et par la société. »

D'après la première proposition, le travail était la source de toute richesse et de toute culture, donc pas de société possible sans travail. Et voilà que nous apprenons au contraire que le travail « productif » n'est pas possible sans société.

On aurait pu dire, tout aussi bien, que c'est seulement dans la société que le travail inutile, et même socialement nuisible, peut devenir une branche d'industrie, que c'est seulement dans la société qu'on peut vivre de l'oisiveté, etc., etc. - bref recopier tout Rousseau [23].

---

23 ROUSSEAU, J.-J. (1712-1778) : Philosophe français de l' « époque des lumières ». Représentant l'aile gauche de la bourgeoisie (le tiers état), de la démocratie bourgeoise ascendante, il fut l'éloquent avocat de la lutte contre l'exploitation féodale et l'absolutisme et défendit la théorie de la « souveraineté populaire » qui fut réalisée dans la lutte révolutionnaire plébéienne des Jacobins. Rousseau établit sa critique du système

Et qu'est-ce qu'un travail « productif » ? Ce ne peut être que le travail qui produit l'effet utile qu'on se propose. Un sauvage, - et l'homme est un sauvage après avoir cessé d'être un singe -, qui abat une bête d'un coup de pierre, qui récolte des fruits, etc., accomplit un travail « productif ».

TROISIÈMEMENT LA CONSÉQUENCE : *« Et comme le travail productif n'est possible que dans la société et par la société, son produit appartient intégralement, par droit égal, à tous les membres de la société. »*

Belle conclusion ! Si le travail productif n'est possible que dans la société et par la société, son produit appartient à la société, - et, au travailleur individuel, il ne revient rien de plus que ce qui n'est pas indispensable au maintien de la société, « condition » même du travail.

En fait, cette proposition a toujours été défendue par les champions *de l'ordre social existant, à chaque époque.* En premier viennent les prétentions du gouvernement, avec tout ce qui s'ensuit, car le gouvernement est l'organe de la société chargé du maintien de l'ordre social ; puis viennent les prétentions des diverses sortes de propriété privée qui, toutes, sont le fondement de la société, etc. On le voit, ces phrases creuses peuvent être tournées et retournées dans le sens qu'on veut.

Il n'y a de lien logique entre la première et la seconde partie du paragraphe que si l'on adopte la rédaction suivante :

« Le travail n'est la source de la richesse et de la culture que s'il est un travail social », ou, ce qui revient au même : « que s'il s'accomplit dans la société et par elle ».

---

féodal sur la conception abstraite et nullement historique de l'égalité naturelle, de la condition heureuse de l'homme dans le communisme primitif et de la supériorité de la nature et des relations naturelles sur celles de la société. Ses contemporains l'appelaient l' « apôtre de la nature ».

Marx a démontré que le programme de Gotha, au lieu d'une analyse de classe scientifique du système social et des lois de son développement, reproduit des doctrines abstraites se rapprochant de celles de Rousseau.

Cette proposition est incontestablement exacte, car le travail isolé (en supposant réalisées ses conditions matérielles), s'il peut créer des valeurs d'usage, ne peut créer ni richesse ni culture.

Non moins incontestable cette autre proposition :

« Dans la mesure où le travail évolue en travail social et devient ainsi source de richesse et de culture, se développent, chez le travailleur, la pauvreté et l'abandon, chez le non-travailleur, la richesse et la culture. »

Telle est la loi de toute l'histoire jusqu'à ce jour. Au lieu de faire des phrases générales sur le « travail » et la « société », il fallait donc indiquer ici avec précision comment, dans la société capitaliste actuelle, sont finalement créées les conditions matérielles et autres qui habilitent et obligent le travailleur à briser cette malédiction sociale.

Mais, en fait, tout ce paragraphe, aussi manqué au point de vue de la forme que du fond, n'est là que pour qu'on puisse inscrire sur le drapeau du Parti, tout en haut, comme mot d'ordre, la formule lassalienne du « produit intégral du travail ». Je reviendrai plus loin sur le « produit du travail », le « droit égal », etc., car la même chose reparaît sous une autre forme un peu différente.

2. - Dans la société actuelle, les moyens de travail sont le monopole de la classe capitaliste. L'état de dépendance qui en résulte pour la classe ouvrière est la cause de la misère et de la servitude sous toutes ses formes.

. ←

La proposition, empruntée aux statuts de l'Internationale, est fausse sous cette forme « améliorée ».

Dans la société actuelle, les moyens de travail sont le monopole des propriétaires fonciers (le monopole de la propriété foncière est même la base du monopole capitaliste) et des capitalistes. Les statuts de l'Internationale, dans le

passage en question [24], ne nomment ni l'une ni l'autre classe mopoleuse. Ils parlent du « monopole *des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de la vie* ». L'addition des mots : « sources *de la vie » montre* suffisamment que la terre est comprise parmi les moyens de travail.

On a introduit cette rectification parce que Lassalle, pour des raisons aujourd'hui connues, attaquait *seulement* la classe capitaliste et non les propriétaires fonciers [25]. En Angleterre, le plus souvent, le capitaliste n'est pas même le propriétaire du sol sur lequel est bâtie sa fabrique.

3. - L'affranchissement du travail exige que les instruments de travail soient élevés à l'état de patrimoine commun de la société et que le travail collectif soit réglementé par la communauté avec partage équitable du produit.

. ←

« Les instruments de travail élevés à l'état de patrimoine commun », cela doit signifier sans doute : « transformés en patrimoine commun ». Mais ceci seulement en passant.

Qu'est-ce que c'est que le « produit du travail » ? L'objet créé par le travail ou sa valeur ? Et, dans ce dernier cas, la valeur totale du produit ou seulement la fraction de valeur que le travail est venu ajouter à la valeur des moyens de production consommés ?

---

24 Le passage en question se trouve dans le célèbre préambule (rédigé par Marx en 1864) des statuts de la première Internationale : « [Considérant] que l'assujettissement économique des travailleurs aux détenteurs des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de la vie, est la cause première de la servitude dans toutes ses formes : misère sociale, avilissement intellectuel et dépendance politique... » (Kart MARX : Adresse *inaugurale de l'Association internationale des travailleurs*, précédée d'une lettre de Marx à Engels et suivie du préambule et des statuts de l'Association, p. 22, Bureau d'éditions, Paris, 1933.)

25 Voir p. 107 et suivantes la lettre de Marx à Kugelmann *.

* KUGELMANN, Louis (1830-1902) : Médecin hanovrien. Ami de Marx. Prit part au mouvement démocratique de 1848.

Le « produit du travail » est une notion vague qui tenait lieu, chez Lassalle, de conceptions économiques positives.

Qu'est-ce que le « partage équitable » [26] ?

Les bourgeois ne soutiennent-ils pas que le partage actuel est « équitable » ? Et, en fait, sur la base du mode actuel de production, n'est-ce pas le seul partage « équitable » ? Les rapports économiques sont-ils réglés par des idées juridiques ou n'est-ce pas, à l'inverse, les rapports juridiques qui naissent des rapports économiques ? Les socialistes des sectes [27] n'ont-ils pas, eux aussi, les conceptions les plus diverses de ce partage « équitable » ?

Pour savoir ce qu'il faut entendre en l'occurrence par cette expression creuse de « partage équitable », nous devons confronter le premier paragraphe avec celui-ci. Ce dernier suppose une société dans laquelle « les instruments de travail sont patrimoine commun et où le travail collectif est réglementé par la communauté », tandis que le premier paragraphe nous montre que « le produit appartient intégralement, par droit égal, à tous les membres de la société ».

« A tous les membres de la société » ? Même à ceux qui ne travaillent pas ? Que devient alors le « produit intégral du travail » ? - Aux seuls membres de la société qui travaillent ? Que devient alors le « droit égal » de tous les membres de la société ?

Mais « tous les membres de la société » et le « droit égal » ne sont manifestement que des façons de parler. Le fond consiste en ceci que, dans cette société communiste, chaque travailleur doit recevoir, à la mode lassallienne, un « produit intégral du travail ».

---

26 Voir J'article critique d'Engels « Un salaire équitable pour une journée de travail équitable », dans l'ouvrage de Marx :*Salaire, prix et profit, E. S.* 1966, pp. 77-80.

27 C'est-à-dire les saints-simoniens, fouriéristes, icariens, owenistes, etc. Dans la brochure, *les Prétendues scissions dans l'Internationale* (Londres, 1872), Marx a écrit : « La première phase de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie est marquée par le mouvement sectaire... Les sectes, leviers du mouvement à leur origine, lui font obstacle dès qu'il les dépasse... Enfin, c'est là l'enfance du mouvement prolétarien, comme l'astrologie et l'alchimie sont l'enfance de la science. »

Si nous prenons d'abord le mot « produit du travail » *(Arbeitsertrag)* dans le sens d'objet créé par le travail (Pro*dukt der Arbeit),* alors le. produit du travail de la communauté, c'est « la *totalité du produit social » (das gesellschaftliche Gesamtprodukt).*

Là-dessus, il faut défalquer :

Premièrement : un fonds destiné au remplacement des moyens de production usagés ;

Deuxièmement une fraction supplémentaire pour accroître la production ;

Troisièmement un fond de réserve ou d'assurance contre les accidents, les perturbations dues à des phénomènes naturels, etc.

Ces défalcations sur le « produit intégral du travail » sont une nécessité économique, dont l'importance sera déterminée en partie, compte tenu de l'état des moyens et des forces en jeu, à l'aide du calcul des probabilités ; en tout cas, elles ne peuvent être calculées en aucune manière sur la base de l'équité.

Reste l'autre partie du produit total, destinée à la consommation.

Mais avant de procéder à la répartition individuelle, il faut encore retrancher :

Premièrement : les frais généraux d'administration qui sont indépendants de la production.

Comparativement à ce qui se passe dans la société actuelle, cette fraction se trouve d'emblée réduite au maximum et elle décroît à mesure que se développe la société nouvelle.

Deuxièmement ce qui est destiné à satisfaire les besoins de la communauté écoles, installations sanitaires, etc.

Cette fraction gagne d'emblée en importance, comparativement à ce qui se passe dans la société actuelle, et cette importance s'accroît à mesure que se développe la société nouvelle.

Troisièmement : le fonds nécessaire à l'entretien de ceux qui sont incapables de travailler, etc., bref ce qui relève de ce qu'on nomme aujourd'hui l'assistance publique officielle.

C'est alors seulement que nous arrivons au seul « partage » que, sous l'influence de Lassalle et d'une façon bornée, le programme ait en vue, c'est-à-dire à cette fraction des objets de consommation qui est répartie individuellement entre les producteurs de la collectivité.

Le « produit intégral du travail » s'est déjà métamorphosé en sous-main en « produit partiel », bien que ce qui est enlevé au producteur, en tant qu'individu, il le retrouve directement ou indirectement, en tant que membre de la société.

De même que le terme de « produit intégral du travail » s'est évanoui, de même nous allons voir s'évanouir celui de « produit du travail » en général.

Au sein d'un ordre social communautaire, fondé sur la propriété commune des moyens de production, les producteurs n'échangent pas leurs produits ; de même, le travail incorporé dans des produits n'apparaît pas davantage ici *comme valeur* de ces produits, comme une qualité réelle possédée par eux, puisque désormais, au rebours de ce qui se passe dans la société capitaliste, ce n'est plus par la voie d'un détour, mais directement, que les travaux de l'individu deviennent partie intégrante du travail de la communauté. L'expression : « produit du travail », condamnable même aujourd'hui à cause de son ambiguïté, perd ainsi toute signification.

Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est à une société communiste non pas telle qu'elle s'est *développée* sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire, telle qu'elle vient de *sortir* de la société capitaliste ; une société par conséquent, qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue [28]. Le producteur reçoit donc individuellement - les défalcations une fois faites - l'équivalent exact de ce qu'il a donné à la société. Ce qu'il lui a donné, c'est son *quantum* individuel de travail. Par exemple, la journée sociale de travail représente la somme des heures de travail individuel ; le temps de travail

28 Voir les commentaires très importants sur les deux phases de la société capitaliste dans *L'État et la révolution*, de Lénine, Oeuvres complètes, tome 25, Éditions sociales. 1957, p. 45 et suiv.

individuel de chaque producteur est la portion qu'il a fournie de la journée sociale de travail, la part qu'il y a prise. Il reçoit de la société un bon constatant qu'il a fourni tant de travail (défalcation faite du travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire des stocks sociaux d'objets de consommation autant que coûte une quantité égale de son travail. Le même *quantum* de travail qu'il a fourni à la société sous une forme, il le reçoit d'elle, en retour, sous une autre forme [29].

C'est manifestement ici le même principe que celui qui règle l'échange des marchandises pour autant qu'il est échange de valeurs égales. Le fond et la forme diffèrent parce que, les conditions étant différentes, nul ne peut rien fournir d'autre que son travail et que, par ailleurs, rien ne peut entrer dans la propriété de l'individu que des objets de consommation individuelle. Mais pour ce qui est du partage de ces objets entre producteurs pris individuellement, le principe directeur est le même que pour l'échange de marchandises équivalentes : une même quantité de travail sous une forme s'échange contre une même quantité de travail sous une autre forme.

Le droit *égal* est donc toujours ici, dans son principe... le *droit bourgeois*, bien que principe et pratique ne s'y prennent plus aux cheveux, tandis qu'aujourd'hui l'échange d'équivalents n'existe pour les marchandises *qu'en moyenne* et non dans le cas individuel.

En dépit de ce progrès, le *droit égal* reste toujours grevé d'une limite bourgeoise. Le droit du producteur est *proportionnel* au travail qu'il a fourni ; l'égalité consiste ici dans J'emploi comme *unité de mesure commune*.

Mais un individu l'emporte physiquement ou moralement sur un autre, il fournit donc dans le même temps plus de travail ou peut travailler plus de temps ; et pour que le travail puisse servir de mesure, il faut déterminer sa durée ou son intensité, sinon il cesserait d'être unité. Ce droit *égal* est un droit inégal pour un travail inégal. Il ne reconnaît aucune distinction de classe, parce que

---

29 Marx nous a déjà donné une fois le tableau d'une société communiste dans laquelle « le temps de travail joue un double rôle » : « D'un côté, sa distribution dans la société règle le rapport exact des diverses fonctions aux divers besoins ; de l'autre, il mesure la part individuelle de chaque producteur dans le travail commun et en même temps la portion qui lui revient dans la partie du produit commun réservée à la consommation. » (Le *Capital*, tome I. p. 90).

tout homme n'est qu'un travailleur comme un autre ; mais il reconnaît tacitement l'inégalité des dons individuels et, par suite, de la capacité de rendement comme des privilèges naturels. *C'est donc, dans sa teneur, un droit fondé sur l'inégalité, comme tout droit.* Le droit par sa nature ne peut consister que dans l'emploi d'une même unité de mesure ; mais les individus inégaux (et ce ne seraient pas des individus distincts, s'ils n'étaient pas inégaux) ne sont mesurables d'après une unité commune qu'autant qu'on les considère d'un même point de vue, qu'on ne les saisit que sous un aspect *déterminé,* par exemple, dans le cas présent, qu'on ne les considère *que comme travailleurs* et rien de plus, et que l'on fait abstraction de tout le reste. D'autre part : un ouvrier est marié, l'autre non ; l'un a plus d'enfants que l'autre, etc., etc. A égalité de travail et par conséquent, à égalité de participation au fonds social de consommation, l'un reçoit donc effectivement plus que l'autre, l'un est plus riche que l'autre, etc. Pour éviter tous ces inconvénients, le droit devrait être non pas égal, mais inégal.

Mais ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond.

Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel ; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital ; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! »

Je me suis particulièrement étendu sur le « produit intégral du travail », ainsi que sur le « droit égal », le « partage équitable », afin de montrer combien criminelle est l'entreprise de ceux qui, d'une part, veulent imposer derechef à notre Parti, comme des dogmes, des conceptions qui ont signifié quelque chose à une certaine époque, mais ne sont plus aujourd'hui qu'une phraséologie désuète, et d'autre part, faussent la conception réaliste inculquée à grand'peine au Parti, mais aujourd'hui bien enracinée en lui, et cela à l'aide des fariboles

d'une idéologie juridique ou autre, si familières aux démocrates et aux socialistes français.

Abstraction faite de ce qui vient d'être dit, c'était de toute façon une erreur que de faire tant de cas de ce qu'on nomme le partage, et de mettre sur lui l'accent.

A toute époque, la répartition des objets de consommation n'est que la conséquence de la manière dont sont distribuées les conditions de la production elles-mêmes. Mais cette distribution est un caractère du mode de production lui-même. Le mode de production capitaliste, par exemple, consiste en ceci que les conditions matérielles de production [30] sont attribuées aux non-travailleurs sous forme de propriété capitaliste et de propriété foncière, tandis que la masse ne possède que les conditions personnelles de production : la force de travail. Si les éléments de la production sont distribués de la sorte, la répartition actuelle des objets de consommation s'ensuit d'elle-même. Que les conditions matérielles de la production soient la propriété collective des travailleurs eux-mêmes, une répartition des objets de consommation différente de celle d'aujourd'hui s'ensuivra pareillement. Le socialisme vulgaire (et par lui, à son tour, une fraction de la démocratie) a hérité des économistes bourgeois l'habitude de considérer et de traiter la répartition comme une chose indépendante du mode de production et de représenter pour cette raison le socialisme comme tournant essentiellement autour de la répartition. Les rapports réels ayant été depuis longtemps élucidés, à quoi bon revenir en arrière ?

30 C'est-à-dire les instruments de production (terre, bâtiments, outillage, etc).

4. - L'affranchissement du travail doit être l'œuvre de la classe ouvrière, en face de laquelle toutes les autres classes NE forment QU'UNE MASSE RÉACTIONNAIRE.

. ←

Le premier couplet provient du préambule des statuts de l'Internationale, mais sous une forme « améliorée » [31]. Le préambule dit : « L'affranchissement de la classe des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » ; tandis qu'ici c'est la « classe des travailleurs » qui doit affranchir -quoi ? le « travail ». Comprenne qui pourra.

En compensation l'antistrophe est, par contre, une citation lassallienne de la plus belle eau : « [la classe ouvrière] en face de laquelle toutes les autres classes *ne forment qu'une masse réactionnaire* ».

Dans le *Manifeste communiste,* il est dit : « De toutes les classes qui, à l'heure présente, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est *une classe vraiment révolutionnaire.* Les autres classes périclitent et périssent avec la grande industrie ; le prolétariat, au contraire, en est le produit le plus authentique [32]. »

La bourgeoisie est ici considérée comme une classe révolutionnaire, - en tant qu'elle est l'agent de la grande industrie, - vis-à-vis des féodaux et des classes moyennes résolus à maintenir toutes les positions sociales qui sont le produit de modes de production périmés. Féodaux et classes moyennes ne forment donc Pas *avec la bourgeoisie* une même masse réactionnaire.

D'autre part, le prolétariat est révolutionnaire vis-à-vis de la bourgeoisie parce que, issu lui-même de la grande industrie, il tend à dépouiller la production de son caractère capitaliste que la bourgeoisie cherche à perpétuer. Mais le *Manifeste* ajoute que « les classes moyennes... sont révolutionnaires... en considération de leur passage imminent au prolétariat [33] ».

---

31 Voir MARX : Adresse Inaugurale, p. 22.

32 Manifeste du Parti communiste, E. S. 1966, pp. 47-48.

33 Idem, p. 48.

De ce point de vue, c'est donc une absurdité de plus que de faire des classes moyennes, conjointement avec la bourgeoisie, et, par-dessus le marché, des féodaux « une même masse réactionnaire » en face de la classe ouvrière.

Lors des dernières élections, a-t-on crié aux artisans, aux petits industriels, etc., et aux paysans : « Vis-à-vis de nous, vous ne formez, avec les bourgeois et les féodaux, qu'une seule masse réactionnaire » ?

Lassalle savait par cœur le *Manifeste communiste*, de même que ses fidèles savent les saints écrits dont il est l'auteur. S'il le falsifiait aussi grossièrement, ce n'était que pour farder son alliance avec les adversaires absolutistes et féodaux contre la bourgeoisie.

Dans le paragraphe précité, sa maxime est d'ailleurs bien tirée par les cheveux, sans aucun rapport avec la citation défigurée des statuts de l'Internationale. Il s'agit donc ici simplement d'une impertinence et, à la vérité, une impertinence qui ne peut-être nullement déplaisante aux yeux de M. Bismarck [34] une de ces grossièretés à bon compte comme en confectionne le Marat berlinois [35].

---

34 BISMARCK, Otto (1815-1898) : Le « Chancelier de fer » de l'Empire allemand, qu'il contribua puissamment à édifier. Édicta, le 21 octobre 1879, contre les social-démocrates, les fameuses « lois d'exception » qui, contrairement à ses prévisions, eurent pour résultat de développer fortement le socialisme en Allemagne. Ces lois ne furent abolies qu'en *1890*, à la chute du pouvoir de Bismarck.

35 Marx désigne, sous cette appellation ironique, Hasselmann le rédacteur en chef du Neuer Sozial-Demokrat, organe central des lassalliens.

5. - La classe ouvrière travaille à son affranchissement tout d'abord DANS LE CADRE DE L'ÉTAT NATIONAL ACTUEL, sachant bien que le résultat nécessaire de son effort, qui est commun aux ouvriers de tous les pays civilisés, sera la fraternité internationale des peuples.

. ←

Contrairement au *Manifeste communiste* et à tout le socialisme antérieur, Lassalle avait conçu le mouvement ouvrier du point de vue le plus étroitement national. On le suit sur ce terrain et cela après l'action de l'Internationale !

Il va absolument de soi que, ne fût-ce que pour être en mesure de lutter, la classe ouvrière doit s'organiser chez elle *en tant que classe* et que les pays respectifs sont le théâtre immédiat de sa lutte. C'est en cela que sa lutte de classe est nationale, non pas quant à son contenu, mais, comme le dit le *Manifeste communiste*, « quant à sa forme ». Mais le « cadre de l'État national actuel », par exemple de l'Empire allemand, entre lui-même, à son tour, économiquement, « dans le cadre » du marché universel, et politiquement « dans le cadre » du système des États. Le premier marchand venu sait que le commerce allemand est aussi commerce extérieur et la grandeur de M. Bismarck réside précisément dans le caractère de sa politique *internationale*.

Et à quoi le Parti ouvrier allemand réduit-il son internationalisme ? À la conscience que le résultat de son effort « sera *la fraternité internationale des peuples* » - expression ronflante empruntée à la bourgeoise Ligue de la liberté et de la paix [36], que l'on voudrait faire passer comme un équivalent de la fraternité internationale des classes ouvrières dans leur lutte commune contre les classes dominantes et leurs gouvernements. Des *fonctions internationales* de la classe ouvrière allemande par conséquent, pas un mot ! Et c'est ainsi qu'elle doit faire paroli [37] face à sa propre bourgeoisie, fraternisant déjà contre elle avec les bourgeois de tous les autres pays, ainsi qu'à la politique de conspiration internationale de M. Bismarck !

---

36 La Ligue internationale pour la paix et la liberté, fondée à Genève en 1867, était une organisation internationale de démocrates bourgeois et de pacifistes partisans du libre-échange, contre laquelle Marx et la 1re Internationale menèrent une lutte résolue.

37 *Faire paroli :* doubler la mise, renchérir.

En fait, la profession d'internationalisme du programme est encore infiniment au-dessous de celle du parti libre-échangiste. Celui-ci prétend, lui aussi, que le résultat final de son action est la « fraternité internationale des peuples ». Mais encore *fait-il quelque* chose pour internationaliser l'échange et ne se contente-t-il pas du tout de savoir... que chaque peuple fait, chez lui, du commerce.

L'action internationale des classes ouvrières ne dépend en aucune façon de l'existence de *l'Association internationale des travailleurs* [38]. Celle-ci fut seulement la première tentative pour doter cette action d'un organe central ; tentative qui, par l'impulsion qu'elle a donnée, a eu des suites durables, mais qui, sous sa *première forme historique*, ne pouvait survivre longtemps à la chute de la Commune de Paris.

La *Norddeutsche* [39] de Bismarck était pleinement dans son droit quand elle annonçait, pour la satisfaction de son maître, que le Parti ouvrier allemand a, dans son nouveau programme, abjuré l'internationalisme.

38 L'Association internationale des travailleurs, fondée en 1864, fut formellement dissoute en 1876. Après la scission des bakouninistes, en 1872, New York fut choisi comme siège du Conseil général.

39 La Norddeutsche Allgemeine Zeitung, (Gazette générale de l'Allemagne du Nord), un des principaux organes de la politique bismarckienne, fondé en 1861.

II

Partant de ces principes, le Parti ouvrier allemand s'efforce, par tous les moyens légaux, de fonder L'ÉTAT LIBRE - et - la société socialiste,- d'abolir le système salarié avec la LOI D'AIRAIN des salaires... ainsi que... l'exploitation sous toutes ses formes ; d'éliminer toute inégalité sociale et politique.

. ←

Sur l'État « libre », je reviendrai plus loin.

Ainsi, à l'avenir, le Parti ouvrier allemand devra croire à la « loi d'airain » de Lassalle ! Pour que cette loi ne soit pas ruinée, on commet l'insanité de parler « d'abolir le système salarié » (il faudrait dire : système du salariat) « avec la loi d'airain des salaires ». Si j'abolis le salariat, j'abolis naturellement en même temps ses lois, qu'elles tiennent de l' « airain » ou de l'éponge. Mais la lutte de Lassalle contre le salariat gravite presque exclusivement autour de cette prétendue loi. Pour bien montrer, par conséquent, que la secte de Lassalle a vaincu, il faut que le « système salarié » soit aboli « avec la loi d'airain des salaires », et non pas sans elle.

De la loi « d'airain des salaires », rien, comme on sait, n'appartient à Lassalle, si ce n'est le mot « d'airain » emprunté aux « lois éternelles, aux grandes lois d'airain » de Goethe. Le mot d'airain est le signe auquel se reconnaissent les croyants orthodoxes. Mais si j'admets la loi avec l'estampille de Lassalle et, par conséquent, dans l'acception où il la prend, il faut également que j'en admette le fondement. Et quel fondement ! Comme Lange le montrait peu après la mort de Lassalle, c'est la théorie malthusienne de la population [40]

---

40 Dans ses notes sur le salaire ouvrier (1847), Marx développe une critique vigoureuse de la *théorie malthusienne* (voir. *Travail salarié et Capital, p.* 52 et suiv.). Dans *Le Capital. (*tome III, p. 58, E. S.) Marx écrit sur *l'Essay on the Principle of Population* de Malthus * (1798) :

« ... Ce livre de Malthus n'est qu'une déclaration d'écolier sur des textes empruntés à De Foë, Franklin, Wallace, sir James Steuart, Townsend, etc. Il n'y a ni une recherche ni une idée du cru de l'auteur. » Et à la page 80 : « Les variations du *taux général des salaires* ne répondent... pas à celles du chiffre absolu de la population ; la proportion différente

(prêchée par Lange [41] lui-même). Mais si cette théorie est exacte, je ne puis pas abolir la loi, dussé-je abolir cent fois la salariat, parce qu'alors la loi ne régit pas seulement le système du salariat, mais tout système social. C'est précisément en se basant là-dessus que les économistes ont démontré, depuis cinquante ans et plus, que le socialisme ne peut supprimer la misère qui est fondée dans la nature des choses, mais qu'il ne peut que la généraliser, la répandre (lu même coup sur toute la surface de la société !

Mais tout cela n'est pas le principal. Abstraction faite, absolument, de la fausse version que Lassalle donne de cette loi, le recul vraiment révoltant consiste en ceci :

Depuis la mort de Lassalle, notre Parti s'est ouvert à cette vue scientifique selon laquelle le salaire du travail n'est pas ce qu'il paraît être, à savoir la valeur (ou le prix) du travail, mais seulement une forme déguisée de la valeur (ou du prix) de la force de travail. Ainsi, une fois pour toutes, était mise au rebut, la vieille conception bourgeoise du salaire en même temps que toute la critique dirigée jusqu'ici contre elle, et il était clairement établi que l'ouvrier salarié n'est autorisé à travailler pour assurer sa propre existence, autrement dit à exister, qu'autant qu'il travaille gratuitement un certain temps pour les capitalistes (et par suite pour ceux qui, avec ces derniers, vivent de la plus-value) ; que tout le système de la production capitaliste vise à prolonger ce travail gratuit par l'extension de la journée de travail ou par le développement de la productivité, c'est-à-dire par une plus grande tension, de la force de travail, etc. ; que le système du travail salarié est, par conséquent, un système d'esclavage et, à vrai

---

suivant laquelle la classe ouvrière se décompose en armée active et en armée de réserve... voilà ce qui détermine exclusivement ces variations. »

* MALTHUS Thomas (1766-1834) : Économiste anglais, auteur du célèbre *Essai sur le principe de la population* dans lequel il déclare que la population s'accroît d'après une progression géométrique (1, 2, 4, 8, 16, 32), alors que les subsistances ne peuvent s'accroître que d'après une progression arithmétique (1, 2, 3, 4, 5). Il faut donc limiter la population. Malthus préconise à cet effet le *moral restraint*, c'est-à-dire l'abstention du mariage pour ceux qui ne pourraient procréer sainement et assurer à leurs enfants une aisance relative. Marx a montré la futilité de cette « loi » de Malthus, en démontrant que « en fait chaque mode de production historique a ses propres lois de population, valables historiquement dans ses propres limites ».

41 LANGE, F.-A. (1828-1875) : Savant allemand. Philosophe idéaliste. Auteur du livre réformiste, exprimant le point de vue de la démocratie radicale : La *Question ouvrière, sa signification pour le présent et l'avenir* (1865). Célèbre par son *Histoire du matérialisme et critique de son importance dans le temps présent (1*866).

dire, un esclavage d'autant plus dur que se développent les forces sociales productives du travail, quel que soit lé salaire, bon ou mauvais, que reçoit l'ouvrier. Et maintenant que cette vue pénètre de plus en plus notre Parti, on revient aux dogmes de Lassalle, alors qu'on devrait savoir que Lassalle *ignorait* ce qu'est le salaire et qu'il prenait, à la suite des économistes bourgeois, l'apparence pour la chose elle-même.

C'est comme si, dans une révolte d'esclaves qui auraient enfin pénétré le secret de l'esclavage, un esclave empêtré dans des conceptions surannées inscrivait au programme de la révolte : l'esclavage doit être aboli parce que, dans le système de l'esclavage, l'entretien des esclaves ne saurait dépasser un certain maximum peu élevé !

Le seul fait que les représentants de notre Parti aient pu commettre un aussi monstrueux attentat contre la conception répandue dans la masse du Parti montre avec quelle légèreté criminelle, avec quelle mauvaise foi ils ont travaillé à la rédaction du programme de compromis !

Au lieu de la vague formule redondante qui termine le paragraphe : « éliminer toute inégalité sociale et politique », il fallait dire : avec la suppression des différences de classes s'évanouit d'elle-même toute inégalité sociale et politique résultant de ces différences.

III

Le Parti ouvrier allemand réclame, pour PRÉPARER LES VOIES A LA SOLUTION DE LA QUESTION SOCIALE, l'établissement de sociétés de production avec L'AIDE DE L'ÉTAT, SOUS LE CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE DU PEUPLE DES TRAVAILLEURS. Les sociétés de production doivent être suscitées dans l'industrie et l'agriculture avec une telle ampleur QUE L'ORGANISATION SOCIALISTE DE L'ENSEMBLE DU TRAVAIL EN RÉSULTE.

. ←

Après la « loi d'airain du salaire » de Lassalle, la panacée du prophète. D'une manière digne on « prépare les voies ». On remplace la lutte des classes existante par une formule creuse de journaliste : la « question *sociale* », à la « solution » de laquelle on « prépare les voies ». Au lieu de découler du processus de transformation révolutionnaire de la société, « l'organisation socialiste de l'ensemble du travail résulte » de « l'aide de l'État », aide que l'État fournit aux coopératives de production que lui-même (et non le travailleur) a « suscitées ». Croire qu'on peut construire une société nouvelle au moyen de subventions de l'État aussi facilement qu'on construit un nouveau chemin de fer, voilà qui est bien digne de la présomption de Lassalle !

Par un reste de pudeur, on place « l'aide de l'État »... sous le contrôle démocratique du « peuple des travailleurs ».

Tout d'abord, le « peuple des travailleurs », en Allemagne, est composé en majorité de paysans et non de prolétaires.

Ensuite, *demokratisch* est mis pour l'allemand *volksherrschaftlich.* Mais alors que signifie le « contrôle populaire et souverain *(volksherrschaftliche Kontrolle)* du peuple des travailleurs » ? Et cela, plus précisément pour un peuple de travailleurs qui, en sollicitant l'État de la sorte, manifeste sa pleine conscience qu'il n'est ni au pouvoir, ni mûr pour le pouvoir !

Quant à faire la critique de la recette [42] que prescrivait Buchez [43] sous Louis-Philippe *par opposition* aux socialistes français et que reprirent les ouvriers réactionnaires de *l'Atelier* [44], il est superflu de s'y arrêter. Aussi bien, le pire scandale n'est-il pas que cette cure miraculeusement spécifique figure dans le programme, mais que, somme toute, on abandonne le point de vue de l'action de classe pour retourner à celui de l'action de secte.

Dire que les travailleurs veulent établir les conditions de la production collective à l'échelle de la société et, chez eux, pour commencer, à l'échelle nationale, cela signifie seulement qu'ils travaillent au renversement des conditions de production d'aujourd'hui ; et cela n'a rien à voir avec la création de sociétés coopératives subventionnées par l'État. Et pour ce qui est des sociétés coopératives [45] actuelles, elles n'ont de valeur *qu'autant* qu'elles sont des créations indépendantes aux mains des travailleurs et qu'elles ne sont protégées ai par les gouvernements, ni par les bourgeois.

---

42 Recette des sociétés coopératives de production avec l'aine de l'État.

43 BUCHEZ, (1796-1865) : Historien français et publiciste. Vers 1840-1850, il fut le chef du « socialisme » catholique français, opposant au mouvement ouvrier révolutionnaire, croissant à cette époque, le projet de création de coopératives de producteurs avec l'aide de l'État.

44 Premier journal ouvrier français. Réactionnaire. Parut de 1840 à 1848.

45 Voir à ce sujet *l'Adresse inaugurale de* l'A. I. T., p. 16, Bureau d'éditions, 1938.

IV

J'arrive maintenant à la partie démocratique.

A. - « Libre fondement de l'État ».

. ←

Tout d'abord, d'après ce qu'on a vu au chapitre 11, le Parti ouvrier allemand cherche à réaliser l' « État libre ».

L'État libre, qu'est-ce à dire ?

Faire l'État libre, ce n'est nullement le but des travailleurs qui se sont dégagés de la mentalité bornée de sujets soumis. Dans l'Empire allemand, l' « État » est presque aussi « libre » qu'en Russie. La liberté consiste à transformer l'État, organisme qui est mis au-dessus de la société, en un organisme entièrement subordonné à elle, et même de nos jours les formes de l'État sont plus ou moins libres ou non libres selon que la « liberté de l'État » s'y trouve plus ou moins limitée. Le Parti ouvrier allemand - du moins s'il fait sien ce programme montre que les idées socialistes ne sont pas même chez lui à fleur de peau ; au lieu de traiter la société présente (et cela vaut pour toute société future) comme le *fondement* de l'État présent (ou futur pour la société future), on traite au contraire l'État comme une réalité indépendante, possédant ses propres *fondements intellectuels, moraux et libres.*

Et maintenant, pour combler la mesure, quel horrible abus le programme ne fait-il pas des expressions « État *actuel », « société actuelle » et* quel malentendu, plus horrible encore, ne crée-t-il pas au sujet de l'État auquel s'adressent ses revendications !

La « société actuelle », c'est la société capitaliste qui existe dans tous les pays civilisés, plus ou moins expurgés d'éléments moyenâgeux, plus ou moins modifiée par l'évolution historique particulière à chaque pays, plus ou moins développée. L' « État actuel », au contraire, change avec la frontière. Il est dans

l'Empire prusso-allemand autre qu'en Suisse, en Angleterre autre qu'aux États-Unis. L' « État actuel » est donc une fiction.

Cependant, les divers États des divers pays civilisés, nonobstant la multiple diversité de leurs formes, ont tous ceci de commun qu'ils reposent sur le terrain de la société bourgeoise moderne, plus ou moins développée au point de vue capitaliste. C'est ce qui fait que certains caractères essentiels leur sont communs. En ce sens, on peut parler d' « État actuel » pris comme expression générique, par contraste avec l'avenir où la société bourgeoise, qui lui sert à présent de racine, aura cessé d'exister.

Dès lors, la question se pose : quelle transformation subira l'État dans une société communiste ? Autrement dit : quelles fonctions sociales s'y maintiendront analogues aux fonctions actuelles de l'État ? Seule la science peut répondre à cette question ; et ce n'est pas en accouplant de mille manières le mot Peuple avec le mot État qu'on fera avancer le problème d'un saut de puce.

Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'État ne saurait être autre chose que *la dictature révolutionnaire du prolétariat* [46].

Le programme n'a pas à s'occuper, pour l'instant, ni de cette dernière, ni de l'État futur dans la société communiste.

Ses revendications politiques ne contiennent rien de plus que la vieille litanie démocratique connue de tout le monde : suffrage universel, législation directe, droit du peuple, milice populaire, etc. Elles sont simplement l'écho du Parti

---

46 Déjà en 1852, Marx écrit, dans une lettre à Weydemeyer *, que « la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat ». Voir un important commentaire de cette lettre par Lénine dans « L'*État et la Révolution* », *Œuvres complètes*, tome 25, pp. 444 et suiv.

* WEYDEMEYER, J. (1818-1866). Révolutionnaire allemand, qui participa aux événements de 1848, fut lié avec Marx, appartint à la Ligue des communistes. Réfugié en 1851 aux États-Unis, participa au mouvement ouvrier américain et publia dans sa revue Revolution certains travaux de Marx, notamment Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte. Prit part à la guerre de Sécession.

populaire bourgeois [47], de la Ligue de la paix et de la liberté. Rien de plus que des revendications déjà *réalisées*, pour autant qu'elles ne sont pas des notions entachées d'exagération fantastique. Seulement, l'État qui les a réalisées, ce n'est nullement à l'intérieur des frontières de l'Empire allemand qu'il existe, mais en Suisse, aux États-Unis, etc. Cette espèce d' « État de l'avenir », c'est un État bien actuel, encore qu'il existe hors du « cadre » de l'Empire allemand.

Mais on a oublié une chose. Puisque le Parti ouvrier allemand déclare expressément se mouvoir au sein de l' « État national actuel », donc de *son propre État*, l'empire prusso-allemand, - sinon ses revendications seraient en majeure partie absurdes, car on ne réclame que ce qu'on n'a pas, - le Parti n'aurait pas dû oublier le point capital, à savoir : toutes ces belles petites choses impliquent la reconnaissance de ce qu'on appelle la souveraineté du peuple, et ne sont donc à leur place que dans une *république démocratique.*

Puisqu'on n'ose pas - et on fait bien de s'abstenir, car la situation commande la prudence, -réclamer la République démocratique, comme le faisaient, sous Louis-Philippe et Louis-Napoléon, les ouvriers français dans leurs programmes, il ne fallait pas non plus recourir à cette supercherie aussi peu « honnête » que respectable qui consiste à réclamer des choses qui n'ont de sens que dans une République démocratique, à un État qui n'est qu'un despotisme militaire, à armature bureaucratique et à blindage policier, avec un enjolivement de formes parlementaires, avec des mélanges d'éléments féodaux et d'influences bourgeoises et, par-dessus le marché, à assurer bien haut cet État, que l'on croit pouvoir lui imposer pareilles choses « par des moyens légaux ».

La démocratie vulgaire elle-même, qui, dans la République démocratique, voit l'avènement du millénaire et qui ne soupçonne nullement que c'est précisément sous cette dernière forme étatique de la société bourgeoise que se livrera la suprême bataille entre les classes, la démocratie elle-même est encore à cent coudées au-dessus d'un démocratisme de cette sorte, confiné dans les limites de ce qui est autorisé par la police et prohibé par la logique.

Que par « État » l'on entende, en fait, la machine gouvernementale, ou bien l'État en tant que constituant par suite de la division du travail un organisme

---

47 Le Parti populaire allemand ou Parti démocrate, fondé en 1865, groupait la petite bourgeoisie des petits et moyens États d'Allemagne. Elle s'opposait à la politique bismarckienne en revendiquant la création d'une République démocratique.

propre, séparé de la société, c'est déjà indiqué par ces mots : « Le Parti ouvrier allemand réclame comme *base économique de l'État* un impôt unique et progressif sur le revenu, etc. ». Les impôts sont la base économique de la machinerie gouvernementale, et de rien d'autre. Dans l'État de l'avenir, tel qu'il existe en Suisse, cette revendication est passablement satisfaite. L'impôt sur le revenu suppose des sources de revenu différentes de classes sociales différentes, donc la société capitaliste. Par conséquent, il n'y a rien de surprenant si les financial reformers de Liverpool, des bourgeois ayant à leur tête le frère de Gladstone [48], formulent la même revendication que le programme.

B. - Le Parti ouvrier allemand réclame comme base intellectuelle et morale de l'État :

1. ÉDUCATION GÉNÉRALE, LA MÊME POUR TOUS, DU PEUPLE par l'État. Obligation scolaire pour tous, instruction gratuite.

. ←

Éducation du peuple, la même pour tous ? Qu'est-ce qu'on entend par ces mots ? Croit-on que, dans la société actuelle (et l'on n'a à s'occuper que d'elle), l'éducation puisse être la même pour toutes les classes ? Ou bien veut-on réduire par la force les classes supérieures à ne recevoir que cet enseignement restreint de l'école primaire, seul compatible avec la situation économique non seulement des ouvriers salariés, mais encore des paysans ?

« Obligation scolaire pour tous. Instruction gratuite. » La première existe même en Allemagne, la seconde en Suisse et aux États-Unis pour les écoles primaires. Si, dans certains États de ce dernier pays, des établissements d'enseignement supérieur sont également « gratuits », cela signifie seulement qu'en fait ces États imputent sur les chapitres du budget général les dépenses scolaires des classes supérieures. Incidemment, il en va de même de cette « administration gratuite de la justice », réclamée à l'article 5. La justice criminelle est partout gratuite ; la justice civile roule presque uniquement sur

48 GLADSTONE (1809-1898) : Homme d'État anglais, chef de la bourgeoisie libérale.

des litiges de propriété et concerne donc, presque uniquement, les classes possédantes. Vont-elles soutenir leurs procès aux frais du trésor public ?

Le paragraphe relatif aux écoles aurait dû tout au moins exiger l'adjonction à l'école primaire d'écoles techniques (théoriques et pratiques).

Une « éducation du peuple par l'État » est chose absolument condamnable. Déterminer par une loi générale les ressources des écoles primaires, les aptitudes exigées du personnel enseignant, les disciplines enseignées, etc., et, comme cela se passe aux États-Unis, surveiller, à l'aide d'inspecteurs d'État, l'exécution de ces prescriptions légales, c'est absolument autre chose que de faire de l'État l'éducateur du peuple ! Bien plus, il faut proscrire de l'école au même titre toute influence du gouvernement et de l'Église. Bien mieux, dans l'Empire prusso-allemand (et qu'on ne recoure pas à cette échappatoire fallacieuse de parler d'un certain « État de l'avenir » : nous avons vu ce qu'il en est), c'est au contraire l'État qui a besoin d'être éduqué d'une rude manière par le peuple.

D'ailleurs, tout le programme, en dépit de tout son drelin-drelin démocratique, est d'un bout à l'autre infecté par la servile croyance de la secte lassallienne à l'État ou, ce qui ne vaut pas mieux, par la croyance au miracle démocratique ; ou plutôt c'est un compromis entre ces deux sortes de foi au miracle, également éloignées du socialisme.

« Liberté de la science », dit un paragraphe de la Constitution prussienne. Pourquoi alors ici ?

« Liberté de conscience ! » Si on voulait, par ces temps de Kulturkampf [49], rappeler au libéralisme ses vieux mots d'ordre, on ne pouvait le faire que sous

---

49 « (La fameuse « lutte pour la culture », le Kulturkampf, c'est-à-dire la lutte que Bismarck mena après 1870 contre le Parti catholique allemand, le Parti du « Centre », au moyen de persécutions policières dirigées contre le catholicisme.) Par cette lutte Bismarck n'a fait que raffermir le cléricalisme militant des catholiques ; il n'a fait que nuire à la cause de la véritable culture, en mettant au premier plan les divisions religieuses, au lieu des divisions politiques, il a fait dévier l'attention de certaines couches de la classe ouvrière et de la démocratie, des tâches essentielles que comporte la lutte de classe et révolutionnaire, vers J'anticléricalisme le plus superficiel et le plus bourgeoisement mensonger. » (LÉNINE : « De l'attitude du Parti ouvrier à l'égard de la

cette forme : « Chacun doit pouvoir satisfaire ses besoins religieux et corporels, sans que la police y fourre le nez ». Mais le Parti ouvrier avait là, l'occasion d'exprimer sa conviction que la bourgeoise « liberté de conscience » n'est rien de plus que la tolérance de toutes les sortes possibles de *liberté de conscience religieuse,* tandis que lui s'efforce de libérer les consciences de la fantasmagorie religieuse. Seulement on se complaît à ne pas dépasser le niveau « bourgeois ».

Me voici à la fin, car l'appendice qui accompagne le programme n'en constitue pas une partie caractéristique. Aussi serai-je ici très bref.

2. - Journée normale de travail.

. ←

En aucun autre pays, le parti ouvrier ne s'en est tenu à une revendication aussi imprécise, mais toujours il assigne à la journée de travail la durée qu'il considère comme normale, compte tenu des circonstances.

3. - Limitation du travail des femmes et interdiction du travail des enfants.

La réglementation de la journée de travail doit impliquer déjà la limitation du travail des femmes, pour autant qu'elle concerne la durée, les pauses, etc., de la journée de travail ; sinon, cela ne peut signifier que l'exclusion des femmes des branches d'industrie qui sont particulièrement préjudiciables à leur santé-physique ou contraires à la morale au point de vue du sexe. Si c'est ce qu'on avait en vue, il fallait le dire.

« Interdiction du travail des enfants ! » : il était absolument indispensable d'indiquer la limite d'âge.

Une *interdiction générale* du travail des enfants est incompatible avec l'existence même de la grande industrie ; elle n'est donc qu'un vœu naïf et saris portée. La réalisation - si elle était possible - serait réactionnaire, car une étroite

religion ». Article écrit en 1909. Voir : Lénine et la religion, Éditions sociales, 1949, p. 14.).

réglementation du temps de travail selon les âges étant assurée, ainsi que d'autres mesures de protection des enfants, le fait de combiner de bonne heure le travail productif avec l'instruction est un des plus puissants moyens de transformation de la société actuelle.

4. - Surveillance par l'État du travail dans les fabriques, les ateliers et à domicile.

Étant donné l'État prusso-allemand, il fallait incontestablement demander que les inspecteurs ne fussent révocables que par les tribunaux ; que tout ouvrier pût les déférer à la justice pour manquement à leurs devoirs ; qu'ils fussent pris dans le corps médical.

5. - Réglementation du travail dans les prisons.

Revendication mesquine dans un programme général ouvrier. Quoi qu'il en soit, il fallait dire clairement qu'on n'entend pas que les criminels de droit commun, par crainte de leur concurrence, soient traités comme du bétail et qu'on n'a pas l'intention de leur retirer ce qui est précisément leur unique moyen d'amendement, le travail productif. C'était bien le moins qu'on dût attendre de socialistes.

6. - Une loi efficace sur la responsabilité [50].

. ←

Il fallait dire ce qu'on entend par une loi « efficace » sur la responsabilité.

Remarquons en passant qu'à propos de la journée normale du travail, on a oublié la partie de la législation des fabriques qui concerne les règlements sur l'hygiène et les mesures à prendre contre les risques, etc. La loi sur la responsabilité entre en application dès que ces prescriptions sont violées.

Bref, cet appendice se distingue également par sa rédaction boiteuse.

Dixi et salvavi animam meam [51].

---

50 En matière d'accidents.

51 J'ai dit et j'ai sauvé mon âme.

II

Friedrich ENGELS

SUR LE PROGRAMME DE GOTHA

I. LETTRE À AUGUST BEBEL

. ←

Londres, 18-28 mars 1875.

Mon cher Bebel,

J'ai reçu votre lettre du 23 février, et je me réjouis de savoir que vous êtes en si bonne santé.

Vous me demandez ce que nous pensons de toute cette histoire de fusion. Malheureusement, il en est de nous absolument comme de vous. Ni Liebknecht, ni qui que ce soit ne nous a fait parvenir la moindre communication, et nous ne savons donc, nous aussi, que ce que nous apprennent les journaux. Or, ces journaux ne contenaient rien à ce sujet jusqu'à la semaine dernière, où ils publièrent le projet de programme. Vous pensez si ce projet nous a étonnés.

Notre parti avait si souvent tendu la main aux lassalliens pour faire la paix ou tout au moins pour former un cartel, il avait été repoussé si souvent et de

façon si cassante par les Hasenclever [52], les Hasselmann [53] et les Tölcke [54] que même un enfant aurait pu en conclure que si ces messieurs viennent aujourd'hui eux-mêmes nous offrir la réconciliation, c'est qu'ils sont dans une sacrée impasse. Étant donné le caractère bien connu de ces gens, c'est notre devoir de tirer profit de l'impasse où ils se trouvent, pour exiger toutes les garanties possibles, afin que ce ne soit pas aux dépens de notre Parti qu'ils raffermissent leur position ébranlée dans l'opinion des masses ouvrières. Il fallait les accueillir de la façon la plus froide, leur témoigner la plus grande méfiance, et faire dépendre la fusion des dispositions qu'ils montreront à abandonner leurs mots d'ordre sectaires ainsi que leur aide demandée à l'État et à accepter, dans ses points essentiels, le programme d'Eisenach de 1869 ou une nouvelle édition de celui-ci améliorée et conforme aux circonstances présentes. Du point de vue théorique, c'est-à-dire ce qu'il y a de décisif pour le programme, notre Parti n'a *absolument rien à apprendre* des lassalliens, alors que c'est l'inverse pour les lassalliens. La première condition de la fusion serait qu'ils cessassent d'être des sectaires, c'est-à-dire des lassalliens ; en d'autres termes, que leur panacée, à savoir l'aide de l'État, fût sinon abandonnée tout à fait par eux, du moins reconnue comme mesure transitoire et secondaire, comme une possibilité parmi beaucoup d'autres. Le projet de programme prouve que si nos gens sont théoriquement très supérieurs aux leaders lassalliens, ils leur sont bien

---

52 HASENCLEVER, W. : Un des chefs du parti lassallien. Après la fusion avec les eisenachiens, il remplit plusieurs emplois importants dans le Parti, mais ne joua plus longtemps un rôle important. Il mourut en 1889.

53 HASSELMANN, W. (né en 1844) : Social-démocrate allemand, adhéra au mouvement ouvrier sous l'influence de Lassalle. Avec Schweitzer rédigea le *Neuer Sozial-Demokrat.* En qualité de représentant de l'Association générale des ouvriers allemands, mena des pourparlers de fusion avec le Parti social-démocrate ouvrier ; plus tard repoussa la proposition de rédiger avec Liebknecht le *Vorwaerts* (En avant) et fonda son propre organe *Die Rote Fahne* (le Drapeau rouge) dans lequel il défendit des conceptions proches de l'anarcho-syndicalisme et combattit la politique du Parti. Au congrès de Bade en 1880, il fut exclu du Parti pour ses manœuvres de scission, après quoi émigra en Amérique.

54 TÖLCKE (1817-1883) : Un des chefs du Parti lassallien. Demeura toute sa vie dans les rangs du Parti social-démocrate allemand, mais ne joua aucun rôle important dans la direction du Parti unifié.

inférieurs en fait de roublardise politique. Les « honnêtes » (Ehrlichen) [55] ont de nouveau réussi à se faire cruellement rouler par les « malhonnêtes » [56].

On commence, dans ce programme, par accepter la phrase suivante de Lassalle qui, bien que ronflante, est historiquement fausse : « Vis-à-vis de la classe ouvrière, toutes les autres classes ne forment qu'une seule masse réactionnaire ». Cette phrase n'est vraie que dans quelques cas exceptionnels, par exemple dans une révolution du prolétariat comme la Commune, ou dans un pays où ce n'est pas la bourgeoisie seule qui a modelé l'État et la société à son image, mais où, après elle, la petite bourgeoisie démocratique a achevé cette transformation jusque dans ses dernières conséquences [57], Si en Allemagne, par exemple, la petite bourgeoisie démocratique appartenait à cette masse réactionnaire, comment le Parti ouvrier social-démocrate aurait-il pu pendant des années marcher la main dans la main avec elle, avec le Parti populaire *(Volkspartei) ?* Comment le *Volksstaat* aurait-il pu tirer toute la substance de son programme politique de l'organe de la petite bourgeoisie démocratique, la *Frankfurter Zei*tung [58] ? Et comment se fait-il qu'au moins sept des revendications de ce même programme se retrouvent absolument mot à mot

---

55 C'est le surnom que donnaient les lassalliens aux membres du Parti ouvrier social-démocrate à la suite d'un manifeste lancé par Liebknecht et Bebel (23 juin 1869) : « Nous verrons qui vaincra de la corruption ou de l'honnêteté. »

56 En avril 1875, Bracke écrit à Sorge sur la situation du Parti allemand : « Nous avons ici l'unité, mais au diable toute cette histoire ! Les lassalliens ont roulé les nôtres comme il faut, et il sera difficile de maintenir la position de l'Internationale. A Londres, on est [c'est-à-dire Marx et Engels] également mécontent que Liebknecht, Geib, Motteler, et autres aient donné leur agrément à un tel galimatias (Wischi-Waschi-Programm) ». (Extrait de Sorge-Briefwechsel, p. 143.)

57 On retrouve cette critique d'Engels dans une lettre du 28 octobre 1882 : « On rêve toujours que se réalisera la phrase sur la « masse réactionnaire unique » : tous les partis officiels se réunissent en un bloc ici, tandis que les socialistes forment leur colonne là. Une bataille décisive a lieu, et c'est la victoire sur toute la ligne d'un coup. En réalité, les choses ne se passent pas aussi simplement. En fait, tout au contraire, la révolution commence par ceci que la grande majorité de la nation et aussi des partis officiels s'unissent contre le gouvernement, qui reste ainsi isolé, et le renversent, et c'est seulement alors qu'il devient possible de raffermir notre pouvoir. Si nous voulions commencer la révolution par la fin, cela ne nous porterait pas bonheur. » (Lettres à Bebel, Liebknecht, Moscou, 1934, pp. 275-276.)

58 Vers 1875, journal d'opposition, organe des petits bourgeois démocrates de l'Allemagne du Sud, se plaçant à un point de vue réformiste dans les questions ouvrières. Organe du camp libéral de la grande bourgeoisie allemande.

dans les programmes du Parti populaire et de la démocratie petite-bourgeoise ? J'entends les sept revendications politiques numérotées de 1 à 5 et de 1 à 2, dont il n'est pas une qui ne soit *bourgeoise-démocrate.*

Deuxièmement, le principe de l'internationalisme du mouvement ouvrier est, dans la pratique, complètement abandonné pour le présent, et cela par de. gens qui, cinq ans durant et dans les circonstances les plus difficiles, ont défendu hautement ce principe de la façon la plus digne d'éloges. Le fait que les ouvriers allemands sont aujourd'hui à la tête du mouvement européen repose *avant tout* sur l'attitude vraiment internationale qu'ils ont eue pendant la guerre [59] ; il n'y a pas d'autre prolétariat qui se serait aussi bien conduit. Et c'est aujourd'hui, où partout à l'étranger les ouvriers affirment ce principe avec la même vigueur et où les gouvernements font tous leurs efforts pour l'empêcher de se manifester dans une organisation, qu'ils devraient l'abandonner ? Que reste-t-il dans tout cela de l'internationalisme du mouvement ouvrier ? La faible perspective non pas d'une coopération future des ouvriers d'Europe en vue de leur affranchissement, mais d'une future « fraternisation internationale des peuples », des « États-Unis d'Europe » des bourgeois de la Ligue pour la paix !

Il n'était évidemment pas nécessaire de parler de l'Internationale comme telle. Mais, au moins, ne fallait-il pas marquer un recul sur le programme de 1869, et on pouvait dire par exemple : *bien que* le Parti ouvrier allemand soit obligé d'agir *pour l'instant* dans les limites des frontières existantes de l'État (le Parti ouvrier allemand n'a pas le droit de parler au nom du prolétariat européen, et encore moins d'avancer des choses fausses), il reste conscient des liens de solidarité qui l'unissent aux ouvriers de tous les pays et sera toujours prêt à remplir, comme par le passé, les devoirs que lui trace cette solidarité. De pareils devoirs existent même si l'on ne se considère ni ne se proclame comme faisant partie de l'Internationale : ce sont, par exemple, les secours en cas de besoin, l'opposition à l'envoi de main-d'œuvre étrangère en cas de grèves, les mesures prises pour que les organes du Parti tiennent les ouvriers allemands au courant du mouvement à l'étranger, l'agitation contre les guerres ou menaces de guerre provoquées par les chancelleries, l'attitude à observer, pendant ces guerres, comme celle que les ouvriers allemands surent observer en 1870-71, de façon exemplaire etc.

---

59 La guerre franco-allemande de 1870-1871.

En troisième lieu, nos gens se sont laissé octroyer la « loi d'airain des salaires » de Lassalle, qui repose sur une conception tout à fait désuète d'économie politique, à savoir qu'en moyenne l'ouvrier ne reçoit qu'un *salaire minimum,* et cela parce que, d'après la théorie malthusienne de la population, il y a toujours trop d'ouvriers (c'était là l'argumentation fournie par Lassalle). Or, Marx a abondamment prouvé dans *Le Capital* que les lois qui régissent les salaires sont très compliquées et que, suivant les circonstances, c'est tantôt tel facteur tantôt tel autre qui domine ; qu'il n'y a donc pas lieu de parler d'une loi d'airain, mais, au contraire, d'une loi fort élastique, et qu'il est impossible, par conséquent, de régler l'affaire en quelques mots comme Lassale se l'imaginait. Le fondement malthusien de la loi que Lassalle a copiée dans Malthus et dans Ricardo [60] (en falsifiant ce dernier) tel qu'on le voit reproduit à la page 5 du *Manuel du travailleur,* autre brochure de Lassalle, a été abondamment réfuté par Marx dans son chapitre sur l' « accumulation du capital » [61]. En adoptant la « loi d'airain » de Lassalle, on fait donc siennes une proposition fausse et une démonstration fallacieuse.

En quatrième lieu, la *seule revendication sociale* que le programme fasse valoir est l'aide lassallienne de l'État, présentée sous la forme la moins voilée et telle que Lassalle l'a volée à Buchez. Et cela, après que Bracke ait prouvé tout le néant d'une pareille revendication [62] ; après que presque tous, sinon tous les orateurs de notre Parti aient été obligés, dans leur lutte contre les lassalliens, de la combattre ! Notre Parti ne pouvait pas tomber plus bas dans l'humiliation. L'internationalisme descendu au niveau d'Armand Goegg [63], le socialisme à

---

60 RICARDO, David (1772-1823) : Économiste anglais. Avec Adam Smith dont l'étude l'amena à l'économie politique, il fut le représentant le plus considérable de l'école bourgeoise classique. Ricardo a développé la théorie suivant laquelle le travail humain est la seule source de la valeur des marchandises déterminée par la quantité du temps de travail. Dans son ouvrage principal Principes de l'économie politique et de l'impôt (1817), il découvre l'antagonisme économique des classes et l'exprime clairement. L'ordre social fondé sur la propriété privée lui apparaît comme immuable. Ricardo, riche bourgeois londonien, fut le représentant conséquent des intérêts du capital bancaire et de la grande bourgeoisie industrielle.

61 Karl MARX : Le Capital, livre premier, tome III, p. 58 et suiv. E. S., 1962.

62 Dans une brochure : Les Propositions lassalliennes.

63 GOEGG, Armand (1820-1897) : Chef bourgeois démocrate de Bade qui prit une grande part à la révolution de 1848-49. Entre 1860-1870, il se consacra à la propagande pacifiste et fut un des chefs de la Ligue de la paix et de la liberté.

celui du républicain-bourgeois Buchez, qui opposait cette revendication *aux socialistes* pour les combattre !

Au mieux, l' « aide de l'État », dans le sens où Lassalle l'entend., ne devrait être qu'une mesure entre beaucoup d'autres, pour atteindre le but désigné ici par les paroles boiteuses que voici : « Préparer la voie à une solution de la question sociale ». Comme s'il y avait encore pour nous, sur le terrain théorique, une *question sociale* qui n'ait pas trouvé *sa* solution ! Par conséquent, lorsqu'on dit : le Parti ouvrier allemand tend à supprimer le travail salarié, et par là même les différences de classes, en organisant la production, dans l'industrie et dans l'agriculture sur une base coopérative et sur une échelle nationale ; il appuiera chaque mesure qui pourra contribuer à atteindre ce but ! - il n'y a pas un lassallien qui puisse avoir quelque chose à y redire.

En cinquième lieu, il n'est même pas question de l'organisation de la classe ouvrière, en tant que classe, par le moyen des syndicats. Et c'est là un point tout à fait essentiel, car il s'agit, à proprement parler, de l'organisation de classe du prolétariat, au sein de laquelle celui-ci mène ses luttes quotidiennes contre le capital, et se forme à la discipline, organisation qui aujourd'hui, même au milieu de la plus redoutable des réactions (comme c'est le cas en ce moment à Paris), ne peut absolument plus être détruite. Étant donné l'importance prise par cette organisation aussi en Allemagne, il serait, à notre avis, absolument nécessaire de la prendre en considération dans le programme et de lui donner si possible une place dans l'organisation du Parti [64].

Voilà le bilan de toutes les concessions que nos gens ont eu la complaisance de faire aux lassalliens. Et qu'est-ce qui leur a été concédé en échange ? Le droit de faire figurer au programme toute une série assez confuse de *revendications parement démocratiques* dont une partie est uniquement affaire de mode, telle que la « législation directe » qui existe en Suisse et y fait plus de mal que de bien, si tant est qu'elle y fasse quelque chose. Si encore il s'agissait d'administration par le peuple ! De même, il manque la première condition de toute liberté, à savoir que vis-à-vis de chaque citoyen, chaque fonctionnaire soit responsable de chacun des actes qu'il accomplit pendant l'exercice de ses fonctions, devant les tribunaux ordinaires et selon la loi commune. Je n'insisterai pas sur le fait que des revendications comme la liberté de la science

64 Voir à ce sujet les matériaux concernant la théorie syndicale de Marx et Engels : Salaire, *prix et profit* (Annexes).

et... la liberté de conscience figurent dans tout programme libéral de la bourgeoisie et ne sont guère à leur place ici.

L'État populaire libre est devenu un État libre. D'après le sens grammatical de ces termes, un État libre est un État qui est libre à l'égard de ses citoyens, c'est-à-dire un État à gouvernement despotique. Il conviendrait d'abandonner tout ce bavardage sur l'État, surtout après la Commune qui n'était plus un État, au sens propre. Les anarchistes nous ont assez jeté à la tête l'État populaire, bien que déjà le livre de Marx contre Proudhon [65], et puis le Manifeste communiste disent explicitement qu'avec l'instauration du régime social socialiste l'État se dissout de lui-même et disparaît [66]. L'État n'étant qu'une institution temporaire, dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer par la force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler d'un État populaire libre : tant que le prolétariat a encore besoin de l'État, ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parier de liberté, l'État cesse d'exister comme tel. Aussi, proposerions-nous de mettre partout à la place du mot État le mot Communauté (Gemeinwesen), excellent vieux mot allemand, répondant au mot français Commune.

L'expression « destruction de toute inégalité sociale et politique » au lieu de « abolition de toutes les différences de classes » est également très suspecte. D'un pays à l'autre, d'une province à l'autre, voire d'un endroit à l'autre, il y aura toujours une certaine inégalité dans les conditions d'existence, inégalité que l'on pourra bien réduire au minimum, mais non faire disparaître complètement. Les habitants des Alpes auront toujours d'autres conditions de vie que les habitants des plaines. Se représenter la société socialiste comme l'Empire de l'égalité est une conception française trop étroite et qui s'appuie sur la vieille devise Liberté, Égalité, Fraternité, conception qui, en ses temps et lieu, a eu sa raison d'être parce qu'elle répondait à une phase d'évolution, mais qui, comme toutes les

---

65 Karl MARX : Misère de la philosophie. Réponse à la « Philosophie de la misère » de M. Proudhon, Édit., soc., 1961.

PROUDHON, P.-J. (1809-1865) : Économiste français, théoricien de l'anarchie, idéologue de la petite bourgeoisie. Oeuvres principales : Philosophie de la misère (réfuté par Marx dans Misère de la philosophie), De la capacité politique des classes ouvrières, Système des contradictions économiques, Qu'est-ce que la propriété ?

66 Lénine donne, dans L'État et la révolution, éd. cit, p. 478, un commentaire extrêmement important de cette lettre d'Engels.

conceptions trop étroites des écoles socialistes qui nous ont précédés, devrait à présent être dépassée, puisqu'elle ne crée que de la confusion dans les esprits et qu'elle a été remplacée par des conceptions plus précises et répondant mieux aux réalités.

Je termine, bien que presque chaque mot, dans ce programme sans sève ni vigueur, soit à critiquer. Il est conçu de telle sorte qu'au cas où il serait accepté, ni Marx ni moi nous ne pourrions jamais adhérer au nouveau parti fondé sur une pareille base, et que nous serions obligés de réfléchir très sérieusement à l'attitude que nous prendrions - également devant l'opinion publique - vis-à-vis de lui. Songez qu'à l'étranger on nous rend responsables de chaque action, de chaque déclaration du Parti ouvrier social-démocrate allemand. C'est ce qu'a fait par exemple Bakounine dans son livre Politique et *anarchie, où* nous sommes rendus responsables de chaque parole inconsidérée que Liebknecht a pu prononcer ou écrire depuis la fondation du Demokratisches *Wochenblatt* [67]. Les gens s'imaginent que nous tirons d'ici les ficelles de toute cette histoire, alors que vous savez aussi bien que moi que nous ne nous sommes presque jamais mêlés des affaires intérieures du Parti et que, si par hasard nous l'avons fait, ce fut uniquement pour redresser dans la mesure du possible les bévues qui selon nous avaient été commises et à vrai dire *toujours dans l'ordre de la théorie.* Vous verrez vous-mêmes que ce programme marque un tournant qui pourrait fort bien nous forcer à récuser toute solidarité quelle qu'elle soit avec le Parti qui le reconnaît.

En général, il est vrai, le programme officiel d'un parti importe bien moins que ses actes. Mais un *nouveau* programme est comme un étendard qu'on vient d'arborer au regard de tous, et c'est d'après lui que l'on juge le Parti. Il ne devrait donc en aucun cas marquer un recul, comme c'est le cas, sur le programme d'Eisenach. Il faudrait également songer à ce que les ouvriers des autres pays vont dire de ce programme et à l'impression que l'on aura à l'étranger à voir ainsi tout le prolétariat social-démocrate à genoux devant les lassalliens.

De plus, je suis persuadé qu'une fusion sur une *pareille* base ne durera pas un an. Vous voyez d'ici les hommes les plus intelligents de notre Parti

---

67 1. Le Demokratisches Wochenblatt avait été fondé à Leipzig en 1867 par les eisenachiens antérieurement à leur séparation d'avec le Sächsische Volkspartei (Parti populaire saxon). Wilhelm Liebknecht en prit la direction le 1er janvier 1868. Ce journal fut remplacé par la suite par le Volkstaat.

s'appliquant à répéter par cœur les phrases de Lassalle sur la loi d'airain et l'aide de l'État ? Je voudrais vous y voir, vous par exemple ! Et s'ils le faisaient, leurs auditeurs les siffleraient. Or, je suis sûr que les lassalliens tiennent justement à *ces parties-là* du programme, comme le Juif Shylock tenait à sa livre de chair humaine. La scission viendra, mais nous aurons rendu « honnêtes » les Hasselmann, Hasenclever, Tölcke et consorts ; nous sortirons de la scission plus faibles et les lassalliens plus forts ; notre Parti aura perdu sa virginité politique et ne pourra plus jamais s'opposer franchement aux phrases creuses de Lassalle, puisqu'elles auront, pendant un temps, été inscrites sur son étendard ; et si les lassalliens prétendent alors de nouveau qu'ils sont le parti ouvrier le plus authentique et le seul, et que les nôtres sont des bourgeois, le programme sera là pour leur donner raison. Toutes les mesures socialistes de ce programme sont les *leurs ;* quant à *notre* Parti, il y a fait figurer uniquement les revendications de la démocratie petite bourgeoise, définie *par lui aussi,* dans le même programme, comme faisant partie de la « masse réactionnaire » !

J'ai tardé à vous faire parvenir cette lettre, car je savais que, le *1er* avril seulement, vous deviez être mis en liberté, en l'honneur de l'anniversaire de Bismarck, et je ne voulais pas l'exposer au risque de la voir saisie en route, au moment où je vous la transmettais en fraude. Mais voici justement qu'arrive une lettre de Bracke, qui, lui aussi, exprime les plus vives objections et veut savoir notre façon de penser. Pour hâter les choses, je vous envoie donc la lettre par son intermédiaire, afin qu'il la lise lui aussi, et que je ne sois pas obligé de répéter toute l'histoire. J'ajoute qu'à Ramm également j'ai dit ses vérités. A Liebknecht je n'ai écrit que très brièvement. Je ne lui pardonne pas de ne nous avoir pas écrit *un seul mot* de toute l'histoire avant qu'il ait été en quelque sorte trop tard (alors que Ramm et d'autres croyaient qu'il nous avait tenus tout à fait au courant). Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'il agit de la sorte, comme en témoigne la correspondance nombreuse et désagréable que Marx et moi nous avons échangée avec lui ; mais, cette fois, cela passe les bornes, et *nous ne pouvons décidément plus faire route ensemble.*

Tâchez de vous arranger de façon à venir ici cet été. Inutile de vous dire que vous descendrez chez moi, et, si le temps le permet, nous irons passer quelques jours au bord de la mer, ce qui vous sera bien nécessaire après avoir entendu toutes ces récriminations.

Bien amicalement vôtre, F. E.

Marx vient de déménager ; il habite maintenant 41, Maitland Park Crescent N. W. Londres.

II. LETTRE A W. BRACKE.

. ←

Londres, le 11 octobre 1875.

Mon cher Bracke,

J'ai remis jusqu'à ce jour le soin de répondre à vos dernières lettres, la dernière étant du 28 juin, d'abord parce que nous avons été, Marx et moi, séparés pendant six semaines, - lui était à Karlsbad et moi à la mer, où je n'ai pas reçu le Volks*staat*, - et ensuite parce que je voulais attendre un peu afin de voir à l'œuvre le Comité directeur général et le résultat de l'unité récente [68].

Nous sommes absolument de votre avis quand vous estimez que Liebknecht a tout gâté dans son ardeur à voir aboutir l'unité, d'y arriver à *tout prix*. Si cette unité était nécessaire, il ne fallait néanmoins pas le dire ni le montrer aux autres contractants. Ensuite, - une erreur servant toujours à en justifier une autre, - le congrès d'unité une fois mis à l'œuvre, sur des bases pourries et à son de trompe, ne devait à aucun prix échouer, et on a été ainsi amené à composer sur des points fondamentaux. Vous avez raison : cette unité porte en elle le germe de la scission, et je m'estimerai heureux si cette scission éloigne un jour de nous seulement les fanatiques incorrigibles, mais non toute une masse par ailleurs capable et, à l'aide d'une bonne formation, possible à redresser. Tout cela dépendra du moment et des conditions dans lesquels l'inévitable se produira.

Le programme se divise dans sa rédaction définitive en trois parties :

1. Des phrases et des mots d'ordre de Lassalle qu'il ne fallait accepter sous aucune condition. Lorsque deux fractions fusionnent, on inscrit dans le

68 Conformément aux nouveaux statuts, trois organismes directeurs furent élus au congrès de Gotha : le Bureau administratif, la Commission de contrôle et le Comité. La fonction du Comité était d'intervenir en cas de désaccord entre le Bureau administratif et la Commission de contrôle.

programme les points sur lesquels on est d'accord, et non pas les points litigieux. Cependant, lorsque nos hommes ont accepté cela, ils sont passés volontairement sous les fourches caudines.

2. Une série de revendications platement démocratiques, rédigées dans l'esprit et le style du Parti populaire.

3. Une quantité de propositions prétendues communistes, empruntées en majorité au *Manifeste communiste*, mais remaniées de telle façon que, examinées de près, on s'aperçoit qu'elles contiennent toutes sans exception des imbécillités horripilantes. Quand on ne comprend pas ces choses-là, il ne faut pas y toucher, ou bien il faut les recopier textuellement d'après ceux qui s'y connaissent mieux.

Heureusement, le programme a été apprécié plus favorablement qu'il le méritait. Ouvriers, bourgeois et petits bourgeois y lisent ce qui devait vraiment s'y trouver, et non ce qui s'y trouve effectivement ; et il n'est même venu à l'esprit de personne d'examiner publiquement le contenu réel d'une de ces merveilleuses phrases. Cela nous a permis de nous taire. En outre, on ne peut traduire ces phrases dans une autre langue sans *être obligé* ou bien d'écrire un fatras dont l'ineptie est évidente, ou bien d'y substituer un sens communiste ; cette dernière façon est celle de nos amis comme de nos ennemis. C'est ce que j'ai été obligé de faire moi-même pour une traduction destinée à nos amis espagnols.

L'activité du Comité directeur est, comme j'ai pu le voir, peu satisfaisante. D'abord, la décision contre vos écrits et contre ceux de B. Becker [69] ; ce West

---

69 BECKER, Bernard (1826-1882) : Ami intime de Lassalle après la mort duquel il devint, conformément au testament de celui-ci, président de l'Association générale des ouvriers allemands. En 1865, soupçonné d'appartenir à la police, il dut abandonner ses fonctions. Auteur d'un ouvrage sur la mort de Lassalle et d'un autre sur la Commune de Paris contenant un grand nombre d'attaques contre cette dernière.

Il est fait ici allusion à la proposition du Comité d'enlever de la liste de la littérature du Parti les ouvrages anti-lassalliens de B. Becker : Révélations sur la mort tragique de Ferdinand Lassalle (1868), Histoire de la propagande de Lassalle parmi la classe ouvrière (1874), et de W. Bracke : Les Propositions lassalliennes (1873).

pas la faute du Comité si cela n'a pas passé. Ensuite, Sonnemann [70] que Marx a rencontré au cours de son voyage, a raconté qu'il avait proposé à Vahlteich [71] le poste de correspondant pour la *Frankfurter Zeitung*, mais que le Comité directeur avait *interdit* à Vahlteich d'accepter cette offre ! Mais voilà qui dépasse les bornes, et je ne comprends pas comment Vahlteich a pu se soumettre à une telle interdiction. Au surplus, quelle maladresse ! Ils auraient dû plutôt veiller à ce que la *Frankfurter Zeitung* soit renseignée partout en Allemagne par les nôtres ! Enfin, la conduite des membres lassalliens lors de la fondation de l'imprimerie coopérative de Berlin me semble peu nette. Après que nos hommes ont, en toute confiance, nommé le Comité directeur comme conseil d'administration de l'imprimerie de Leipzig, il a fallu *contraindre* ceux de Berlin à accepter cette nomination. Mais je ne connais pas assez tous les détails de cette affaire.

En attendant, il est bon que le Comité directeur ne déploie pas une grande activité et se borne, comme dit K. Hirsch [72] (il était ici dernièrement), à végéter comme bureau de correspondance, et d'information. Toute intervention de sa part ne ferait que précipiter la crise, et les gens semblent comprendre cela.

Et quelle faiblesse d'accepter pour le Comité directeur trois lassalliens et deux des nôtres [73] !

Tout bien considéré, il semble malgré tout qu'on l'a échappé belle, bien que quelque peu malmené. Espérons qu'on en restera là et qu'entre-temps, la

---

70 SONNEMANN, Léopold (1831-1909) : Politicien et publiciste allemand. Un des fonctionnaires du Parti national. Éditeur de la Frankfurter Zeitung. Son opposition à la politique de Bismarck le rapproche des eisenachiens sur une série de questions.

71 VAHLTEICH, Julius (1839-1915) : Socialiste allemand, un des fondateurs de l'Association générale des ouvriers allemands, dont il fut expulsé pour s'être opposé à la dictature de Lassalle. Député au Reichstag en 1878. Pendant le régime des lois d'exception contre les socialistes, il émigra en Amérique et se fixa à Chicago.

72 HIRSCH, Karl (1841-1900) : Publiciste allemand. Membre de l'Association générale des ouvriers allemands (lassallienne). Sortit de l'Association par suite de divergences avec Schweitzer, qui en était devenu président en 1867. Publia, avec W. Liebknecht, en 1868, le Demokratisches Wochenblatt. Après l'arrestation de Bebel et de Liebknecht, en 1870, fut rédacteur du Volksstaat, organe de la fraction d'Eisenach, et comme tel arrêté. Collabora par la suite à plusieurs journaux démocratiques.

73 Le comité comprenait trois lassalliens : Hasenclever, Hasselmann, Derossi et deux membres de la tendance d'Eisenach : Geib et Auer.

propagande parmi les lassalliens fera sentir ses effets. Si l'on arrive ainsi jusqu'aux nouvelles élections au Reichstag, ce sera bien. En attendant, Stieber [74] et Tessendorf [75] feront de leur mieux, et c'est avec le temps seulement qu'on verra de quoi on a hérité avec Hasselmann et Hasenclever.

Marx est revenu de Karlsbad tout à fait changé : robuste, allègre, vif et en bonne santé, et il pouffa donc très prochainement se remettre au travail. Lui et moi, nous vous saluons cordialement. Écrivez-nous à l'occasion pour nous faire savoir comment va l'affaire. Les gens de Leipzig [76] sont trop dans le bain pour nous dire toute la vérité, et il est tout à fait opportun que l'histoire *intérieure du* Parti ne vienne pas précisément à l'heure actuelle devant l'opinion publique.

Sincèrement,

Votre F. E.

---

74 STIEBER, W. (né. en 1818) : Agent de la police allemande, commença son activité dans les organismes judiciaires et policiers avant la révolution de 1848. Se spécialisa dans les poursuites politiques. Fut l'organisateur du procès des communistes de Cologne (1851), participa activement aux poursuites contre les socialistes après 1860.

75 TESSENDORF : Procureur général en Prusse. Acquit une grande réputation vers 1860-1880 dans les procès politiques contre les socialistes.

76 C'est-à-dire Liebknecht, Bebel et autres membres de la rédaction *du Volksstaat.*

III. LETTRE A BEBEL.

. ←

Londres, le 12 octobre *1875*.

Mon cher Bebel,

Votre lettre vient tout à fait confirmer notre opinion, à savoir que la fusion était de notre part prématurée et qu'elle porte en elle le germe d'une scission proche. Si nous parvenons à éviter la scission avant les élections prochaines au Reichstag, nous pourrons déjà nous estimer heureux...

Le programme tel qu'il est conçu actuellement se compose de trois parties :

1. Les propositions et mots d'ordre de Lassalle dont l'acceptation restera une honte pour notre Parti. Lorsque deux fractions font l'unité sur un programme commun, elles essayent d'ordinaire de faire entrer dans ce programme les choses sur lesquelles elles sont d'accord et ne touchent pas à celles où elles ne le sont pas. L'aide de l'État de Lasalle figurait bien au programme d'Eisenach [77], mais comme *une* des nombreuses *mesures provisoires*, et d'après ce qu'on m'a dit, s'il n'avait pas été question de fusion, elle n'aurait pas manqué d'être définitivement écartée par une motion de Bracke au congrès de cette année. Et voilà qu'elle y figure maintenant comme le remède unique et universel de tous les maux sociaux. En se laissant imposer la « loi d'airain des salaires » et autres phrases de Lassalle, notre Parti a subi une terrible défaite morale. Il s'est converti à la fois lassallienne. Cela est désormais indéniable. Cette partie du programme, ce sont les fourches caudines, sous lesquelles notre parti a passé pour la plus grande gloire de saint Lassalle.

---

77 Le dernier point des « revendications immédiates » dans le programme du Parti ouvrier social-démocrate (eisenachien) est libellé comme suit : « Appui donné par l'État au mouvement coopératif, crédits spéciaux affectés par l'État aux associations libres de production, sous certaines garanties démocratiques ». (Voir plus loin, p. 147)

2. Des revendications démocratiques, qui sont rédigées tout à fait dans l'esprit et dans le style du Parti populaire.

3. Des revendications à « l'État *actuel » qui* sont très confuses et illogiques, (encore qu'on ne sache pas à qui les autres « revendications » peuvent bien être posées).

4. Des propositions générales, empruntées pour la plupart au *Manifeste communiste* et aux statuts de l'Internationale, mais qui ont été tellement remaniées qu'elles sont ou bien *absolument fausses, ou* bien *tout à fait ineptes,* ainsi que Marx l'a prouvé en détail, dans l'écrit que vous savez [78].

Le tout est au plus haut point désordonné, confus, incohérent, illogique et blâmable [79]. Si dans la presse bourgeoise il y avait eu un seul esprit critique, il se serait saisi de ce programme, l'aurait examiné phrase à phrase, de façon à réduire chacune d'elles à son vrai contenu, et aurait mis en évidence tous les illogismes, toutes les contradictions et bévues commises sur le terrain économique (par exemple le passage où il est dit que les instruments de travail sont aujourd'hui le « monopole de la classe capitaliste », comme s'il n'y avait pas de propriétaires fonciers ; ensuite tout le bavardage sur « l'affranchissement du *travail »*, alors qu'il ne peut être question que de l'affranchissement de la classe ouvrière 'actuelles ment le travail, lui, est précisément bien *trop libre),* il n'aurait pas eu de peine à faire sombrer notre Parti dans le ridicule. Au lieu de cela, ces ânes que sont les journalistes bourgeois ont pris ce programme tout à fait au sérieux, ils y ont lu ce qui n'y était pas et l'ont interprété comme étant communiste. Les ouvriers semblent faire la même chose. C'est *cette*

78 Engels se réfère ici à la *Critique du programme de Gotha,* de Marx. Mais il se trompe en pensant que Bebel connaissait la *Critique.* Quand la *Critique* fut publiée par Engels, en 1891, on apprit que W. Liebknecht, en dépit de la demande expresse de Marx (voir sa lettre à Bracke, p. 16) n'avait pas communiqué ce document à Bebel. En mai et juin 1875, écrit Engels, ce document fut caché délibérément et ne fut pas mis en circulation (voit sa lettre à Kautsky du 11 février 189 1, p. 71 et suivantes) ; Bebel ne l'apprit qu'en 1891, alors que la *Critique était déjà* publiée dans la *Neue Zeit.* Nous devons ajouter qu'ayant lu la *Critique* avant qu'elle sortît des presses, Bebel essaya d'en arrêter la publication et envoya même un télégramme à cet effet, mais il était déjà trop tard (voir *Vorwaerts* du 26 février 1891).

79 Dans une lettre à J. Ph. Becker, du Il janvier 1878, Engels qualifie le programme de Gotha de tissu d'absurdités élaboré en Allemagne à l'occasion de l'unité (ENGELS : Vergessene Briefe [Lettres oubliées]).

circonstance seule qui nous permet, à Marx et à moi, de ne pas nous désolidariser publiquement d'un pareil programme. Tant que nos adversaires et aussi les ouvriers substitueront malgré tout nos intentions à ce programme, il nous est permis de nous taire.

Si vous êtes content du résultat quant à la question de personnes, c'est une preuve que nos exigences ont sensiblement diminué. Deux des nôtres et trois lassalliens ! Ainsi donc, dans cette question-là, les nôtres ne sont pas traités en alliés jouissant des mêmes droits, mais en vaincus qui se trouveront d'emblée en minorité. L'action du comité, pour ce que nous en connaissons jusqu'ici, n'est pas non plus édifiante : 1. Décision de *ne pas mettre* sur la liste des écrits du Parti deux écrits de Bracke et de B. Becker sur Lassalle ; si elle a été révoquée ce n'est pas la faute du comité, pas plus que celle de Liebknecht. 2. Défense faite à Vahlteich d'accepter le poste de correspondant de la *Frankfurter Zeitung* qui lui avait été offert par Sonnemann. C'est Sonnemann lui-même qui a raconté le fait à Marx, à son passage en Allemagne. Ce qui m'étonne encore plus que l'arrogance du comité et la complaisance avec laquelle Vahlteich s'y est soumis au lieu de s'en moquer, c'est la bêtise monumentale de cette décision. Le comité devrait avoir à cœur qu'un journal comme la *Frankfurter Zeitung* soit renseigné partout *uniquement* par nos gens.

... Vous avez cependant raison de dire que toute l'affaire nous servira d'expérience par les enseignements que nous en tirerons, et qu'elle promet, même dans les circonstances qui l'accompagnent, d'avoir un bon résultat. La fusion en soi est un très grand pas de fait, si, toutefois, elle tient deux ans. Mais on aurait pu, sans aucun doute, l'obtenir à bien meilleur marché.

F. E.

IV. LETTRES À KAUTSKY [80]

. ←

Londres, le 7 janvier 1891.

Cher Kautsky,

Je t'ai envoyé hier, par *lettre recommandée*, le manuscrit de Marx auquel tu auras certainement trouvé du plaisir [81]. Je doute qu'il puisse paraître *tel quel* dans le Saint Empire allemand. Examine-le de ce point de vue et chaque fois que c'est possible, laisse de côté les passages sujets à caution et remplace-les par des points. Là où la suite des idées ne le permet pas, sois assez bon pour me signaler les passages sur l'épreuve et pour m'indiquer en deux lignes les *motifs* de difficulté ; je ferai alors mon possible. Je pourrais mettre les modifications entre parenthèses et dans ma préface je dirais que ce sont des passages *modifiés.* Donc épreuve, s'il te plaît !

Il se pourrait d'ailleurs que d'autres personnes encore prennent ombrage de cette publication, outre les hautes sphères de la police. Si tu croyais nécessaire

---

80 KAUTSKY, Karl (1854-1938) : Social-démocrate allemand, théoricien éminent de l'époque de la Ile Internationale, économiste et historien. Kautsky commença son activité scientifique sous la direction d'Engels. Depuis 1883, rédacteur à l'organe théorique de la social-démocratie allemande la Neue Zeit (le Temps nouveau), où il combattit le révisionnisme. Vers 1910, époque où commencèrent les discussions avec la gauche (Luxemburg, Mehring, Zetkin), Kautsky devint « centriste ».

Au début de la guerre impérialiste, il hésita d'abord, puis devint purement réformiste. Lutta avec acharnement contre le soulèvement révolutionnaire en Russie et le pouvoir soviétique, qu'il couvrit d'injures et de calomnies. Principaux ouvrages (écrits alors que Kautsky était encore révolutionnaire) : Le Programme socialiste (1892) [programme d'Erfurt], La Question agraire (1899), Le Marxisme et son critique Bernstein (1900), La Révolution sociale (1902), Parlementarisme et socialisme, Le chemin du pouvoir (1909).

81 La Critique du programme de Gotha.

d'avoir des égards sous ce rapport, je te prierais d'envoyer le manuscrit en *recommandé* à Adler. Là-bas, à Vienne, il pourra probablement être imprimé dans sa totalité (à l'exception, hélas, du magnifique passage sur les besoins religieux) ; *et imprimé, il le sera de toute façon.* Mais j'inclinerais à penser que ce dessein *bien arrêté* qui est le mien et que je te communique ici, te couvre entièrement contre toute lamentation possible, car comme vous ne pouvez tout de même pas empêcher l'impression du manuscrit, il est bien préférable qu'il paraisse en Allemagne même et dans l'organe du Parti spécialement créé pour des publications de ce genre, la *Neue Zeit.*

J'ai interrompu mon travail sur Brentano [82] pour mettre ceci au point pour toi ; il faut en effet que j'y utilise les passages relatifs à la loi d'airain des salaires et pendant que j'y étais, autant préparer immédiatement ce texte pour l'impression.

Je pensais en finir cette semaine avec Brentano, mais il y a eu tant de dérangements et de courrier que la chose ne sera guère possible.

Donc, s'il y avait des obstacles, sois assez bon pour me tenir au courant.

Ton

F. ENGELS

Londres, le 15 janvier 1891.

Cher baron,

Tu verras d'après les épreuves ci-jointes, que je ne suis pas un monstre et que j'ai même versé dans mon introduction une légère dose de morphine et de bromure de potassium en guise de calmant, ce qui ne manquera pas de produire un effet sédatif suffisant sur l'humeur élégiaque de notre ami Dietz. J'écrirai

82 Allusion au travail d'ENGELS : Dans l'affaire Brentano contre Marx au sujet de soi-disant falsifications de citations. Histoire et documents. Ce travail a paru sous forme de brochure en 1891 à Hambourg.

aujourd'hui encore à Bebel. Je ne lui ai rien dit de l'affaire auparavant, parce que je n'ai pas voulu le mettre dans une fausse position vis-à-vis de Liebknecht. Il aurait été dans *l'obligation* de lui en parler, et Liebknecht qui avait fait des emprunts au manuscrit, - son discours de Halle [83] sur le programme du Parti est là pour le prouver, - aurait remué ciel et terre pour en empêcher l'impression.

Si le passage « pour satisfaire leurs besoins religieux *et corporels* » ne peut subsister sans inconvénients, raye les deux mots soulignés et remplace-les par des points. L'allusion n'en sera que plus subtile tout en restant suffisamment intelligible. J'espère qu'il n'y aura plus alors de difficultés.

Par ailleurs, j'ai fait tout ce que vous m'avez demandé, Dietz et toi, pour vous être agréable ; j'ai même fait davantage, comme tu vois...

Ton

F. E.

83 C'est-à-dire le rapport de W. Liebknecht sur le programme du Parti à l'occasion du congrès du Parti social-démocrate allemand à Halle le 15 octobre 1890.

Londres, le 5 février 1891.

Mon cher Kautsky,

Tu crois qu'ici nous sommes bombardés de lettres à cause de l'article de Marx [84]. C'est tout le contraire : nous n'entendons rien, nous ne voyons rien.

Samedi [85] *la Neue Zeit* n'étant pas venue, j'ai tout de suite pensé qu'il était encore arrivé quelque chose. Dimanche, Ede [86] est venu et il m'a communiqué ta lettre. J'ai pensé alors que le coup de la suppression avait tout de même réussi. Enfin, le numéro est arrivé lundi et quelque temps après j'ai aussi découvert la reproduction dans le *Vorwaerts* [87].

Du moment que les mesures vexatoires de la loi contre les socialistes ont échoué, ce bond audacieux était ce que les gens pouvaient faire de mieux. Il a en outre ceci de bon qu'il comble une bonne part de cet abîme difficile à franchir dont August [88] parle dans sa première frayeur. En tout cas, cette crainte reposait essentiellement sur le souci de savoir : quel parti nos adversaires vont-ils en tirer ? En imprimant la chose dans l'organe officiel, on coupe court à l'exploitation par l'adversaire et l'on se met à même de pouvoir dire : voyez comme nous faisons notre propre critique ; nous sommes le seul parti qui puisse se le permettre ; essayez donc d'en faire autant ! Et c'est là le point de vue juste que les gens auraient dû adopter d'emblée.

De ce fait, il sera également difficile de mettre en train des mesures contre toi. En te demandant d'envoyer éventuellement le tout à Adler, d'une part, j'ai voulu faire pression sur Dietz, mais, d'autre part, j'ai voulu aussi couvrir ta responsabilité en te mettant en quelque sorte dans une situation de contrainte. J'ai également écrit à August que je prenais toute la responsabilité sur moi.

---

84 Il s'agit de la Critique du programme de Gotha.

85 Le 31 janvier 1801.

86 Édouard Bernstein.

87 Le no 18 de la Neue Zeit contenant la Critique de Marx parut le 31 janvier 1891. L'impression dans le Vorwaerts se fit dans les numéros du 1er et du 3 février 1891.

88 August Bebel.

S'il doit y avoir encore quelque autre responsable, c'est Dietz. Il sait que dans ce genre d'affaire, je me suis toujours montré très coulant à son égard, j'ai non seulement exaucé tous ses désirs d'atténuation, mais j'ai encore adouci au delà de ce qu'il souhaitait. S'il avait marqué davantage de passages, il en aurait été aussi tenu compte. Mais pourquoi n'allais-je pas laisser passer ce qui ne choquait pas Dietz ?

D'ailleurs, à part Liebknecht, une fois la première frayeur passée, la plupart me seront reconnaissants d'avoir publié cette chose. Elle rendra impossible toute insuffisance et toute phraséologie dans le prochain programme et elle fournit des arguments irrésistibles que la plupart d'entre eux n'auraient peut-être pas eu le courage de présenter de leur propre initiative. Qu'ils n'aient pas changé ce mauvais programme sous le régime de la loi contre les socialistes, parce qu'ils ne pouvaient pas, n'est pas un reproche à leur faire. Maintenant, ils l'ont abandonné d'eux-mêmes. Et que, lors de l'unification, il y a 15 ans, ils se soient conduits comme des empotés et se soient laissé rouler par Hasselmann, etc,, à présent ils peuvent vraiment l'avouer sans aucune gêne. En tout cas, les trois éléments constitutifs du programme :

1° le lassalisme spécifique ; 2° la démocratie vulgaire à la *Volkspartei ;* 3° l'absurdité, n'ont rien gagné à être conservés pendant quinze ans dans le vinaigre comme programme officiel du Parti, et si l'on ne peut pas proclamer cela ouvertement aujourd'hui, quand le pourra-t-on ?

Si tu apprends du nouveau, fais-le nous savoir je te prie. Salutations.

Ton

F. E.

Londres, 11 février 1891.

Cher Kautsky,

Je te remercie de tes deux lettres. Je te retourne ci-joint celles de Bebel et de Sch [89].

Les Berlinois n'ont pas encore cessé de me boycotter ; je ne reçois pas de lettres ; ils n'ont certainement pas encore pris parti. Dans *l'Hamburger Echo* par contre, il y avait un article de fond très convenable si l'on songe que ces gens-là ont encore une forte teinture lassallienne et même qu'ils jurent par le *Système des droits acquis* [90]. Ce journal ainsi que la *Frankfurter Zeitung*, m'ont fait voir que l'assaut de la presse adverse bat son plein, s'il n'est pas épuisé déjà. Dès qu'il sera passé - et dans la mesure où j'ai pu en juger il a été très modéré jusqu'à présent - nos gens se remettront de leur première frayeur.

Par contre, le correspondant berlinois d'Adler (A. Braun ?), me remercie expressément d'avoir fait cette publication. Que quelques voix de ce genre s'élèvent encore et la résistance ,cessera.

Que l'on ait intentionnellement caché et soustrait cette pièce [91] à Bebel en mai-juin 1875, je m'en suis vite rendu compte lorsqu'il m'a fait part de la date de sa sortie de prison, le 1er avril ; c'est pourquoi je lui ai écrit qu'il *devait* l'avoir vue s'il ne « s'était rien passé d'irrégulier ». Si besoin est, je lui demanderai en temps utile de me répondre à ce sujet. Le document a été longtemps entre les mains de Liebknecht ; ce n'est qu'à grand'peine que Bracke put le récupérer : Liebknecht voulait le garder pour lui tout seul, afin de l'utiliser lors de la rédaction définitive du programme. De quelle façon, on le voit !

Envoie-moi sous bande l'article de Lafargue comme manuscrit recommandé ; je me charge bien d'arranger l'affaire. D'ailleurs, son article sur

---

89 Il s'agit manifestement de Max Schippel.

90 Engels parle ici du livre de Lassalle paru en 1891 : Le Système des droits acquis.

91 La Critique du programme de Gotha.

Padlewsky [92] était très bon et très utile, en face des déformations de la politique française dans le *Vorwaerts*. En somme, Wilhelm [93] joue ici de malchance. Partout, il prône la République française et le correspondant qu'il a engagé spécialement lui-même, Guesde, la « démolit » partout.

La déclaration du groupe parlementaire [94] annoncée par Sch. m'est totalement indifférente. S'ils le désirent, je suis prêt à leur confirmer que je n'ai pas l'habitude de leur demander de permission. Que cette publication leur convienne ou non, c'est la même chose. Je leur accorde volontiers le droit de donner leur avis défavorable sur tel ou tel sujet. Je ne songe pas le moins du monde à leur répondre, à moins que l'histoire ne prenne une tournure telle que je sois absolument obligé d'intervenir. Donc, attendons.

Je n'écrirai pas non plus à Bebel à ce sujet : premièrement il faudra d'abord qu'il me dise ce qu'il en pense en définitive ; deuxièmement, chaque résolution du groupe est signée par tous, qu'ils l'aient voté ou non. Au reste, Bebel se trompe s'il croit que je me laisserai entraîner dans une polémique grosse d'amertume. Pour cela, il faudrait d'abord qu'ils fassent usage de contre-vérités que je ne pourrais pas laisser passer. Je suis, au contraire, bel et bien intoxiqué par l'esprit de conciliation, je n'ai aucune raison de me fâcher et je brûle du désir de jeter par-dessus l'abîme ou le gouffre possible pressenti dans le lointain par Bebel, tous les ponts qu'on voudra, ponton, pont en bois, en pierre, en fer, en or même.

Bizarre ! Voilà que Sch. parle dans sa lettre des nombreux « vieux lassalliens » qui sont fiers de leur « lassallerie », - lorsqu'ils étaient ici, tout le monde affirmait : il n'y a plus de « lassalliens » en Allemagne ! C'est précisément une raison capitale qui a fait disparaître chez moi mainte hésitation. Et voilà que Bebel lui aussi trouve qu'un grand nombre de camarades, et des meilleurs, sont gravement blessés. Bien sûr, mais alors il aurait fallu me présenter les choses telles qu'elles étaient.

---

92 Engels veut dire l'article « Der Schusz, Padlewskys » paru dans la Neue Zeit, no 19-1891.

93 Wilhelm Liebknecht.

94 Il s'agit du groupe social-démocrate au Reichstag.

D'ailleurs, si maintenant, quinze ans après, on n'a pas le droit de parler ouvertement des théories absurdes et du prophétisme de Lassalle, quand pourra-t-on le faire ?

Le Parti lui-même, la direction, le groupe parlementaire et *tutti quanti* sont, du fait de la loi contre les socialistes, à l'abri de tout reproche, sinon celui d'avoir accepté un tel programme (et celui-là, ils ne peuvent l'éluder).

Tant que celle-ci était en vigueur, toute révision était impossible. Dès qu'elle est abrogée, ils mettent la révision à l'ordre du jour. Que veut-on donc encore ?

Que les gens cessent une fois pour toutes de mettre toujours des gants devant les fonctionnaires du Parti, - leurs propres serviteurs ! Qu'ils renoncent à cette attitude soumise qu'ils adoptent devant eux, comme s'ils avaient affaire à des bureaucrates infaillibles ! Qu'ils les critiquent ! Cela est nécessaire aussi.

Ton

F. E.

V. EXTRAIT D'UNE LETTRE À FRIEDRICH ALBERT SORGE

. ←

Londres, le 11 février 1891.

Mon cher Sorge,

Reçu ta lettre du 16 janvier...

Tu as lu l'article [95] de Marx dans la *Neue Zeit.* Au début, il a provoqué chez les pontifes socialistes en Allemagne une grande colère ; mais elle commence déjà à se calmer quelque peu. Par contre, dans le Parti même - à l'exception des vieux lassalliens - il a causé une très grande joie. Le correspondant berlinois du journal viennois *Arbeiter Zeitung,* qui te parviendra par le *prochain* courrier, me remercie expressément pour le service que j'ai rendu au Parti (je suppose qu'il s'agit d'Adolf Braun, le beau-frère de Victor Adler et rédacteur adjoint de Liebknecht au *Vorwaerts* [96]). Liebknecht naturellement est furieux parce que c'est lui qui est visé tout spécialement par la critique et c'est lui le père qui, avec le pédéraste Hasselmann, a engendré ce mauvais programme. Je conçois l'épouvante initiale des gens, qui jusqu'ici tenaient à ne se laisser aborder par les « camarades » qu'avec d'extrêmes ménagements, lorsqu'ils se voient maintenant traiter à ce point sans façon et que leur programme est démasqué comme une pure absurdité. K. Kautsky, qui a eu une attitude très courageuse dans toute l'affaire, m'écrit qu'on a l'intention de lancer une déclaration du groupe parlementaire disant que la publication a été faite à son insu et qu'il la

---

95 La Critique du programme de Gotha.

96 Dans ce qu'on a appelé Sorge-Briefwechsel (Stuttgart 1906 et éditions ultérieures) ce passage est remplacé par « je pense que c'est August Bebel ». Cette modification faussant le texte d'Engels était faite manifestement dans le but de rendre service à Bebel et de lui attribuer une attitude positive à l'égard de la Critique du programme de Gotha publiée par Engels, tandis qu'en réalité il était hostile à la publication.

désapprouve. Ce plaisir ils peuvent se l'offrir. Mais il n'en sera peut-être rien non plus, si les approbations émanant du Parti se multiplient et qu'ils se rendent compte que le tapage fait autour de « cette arme contre nous-mêmes mise ainsi entre les mains de nos adversaires » ne vaut pas cher.

En attendant, ces messieurs me boycottent, ce qui ne me déplaît pas, car cela m'épargne mainte perte de temps. Toutefois, cela ne durera pas très longtemps...

Ton

F. E.

VI. LETTRE À KAUTSKY

. ←

Londres, 23 février *1891*.

Mon cher Kautsky.

Tu as sans doute reçu déjà mes vives félicitations d'avant-hier. Aussi, revenons à nos affaires, c'est-à-dire à la lettre de Marx [97].

La crainte qu'elle puisse fournir une arme à nos adversaires n'était pas fondée. Des insinuations malveillantes, on en fait à propos de tout ; mais, dans l'ensemble, l'effet produit sur nos adversaires a été celui d'un complet désarroi devant une autocritique aussi impitoyable, et ils ont senti quelle force interne doit avoir un parti qui peut se permettre cela ! Cela ressort de la lecture des journaux d'opposition que tu m'as envoyés (ce dont je te remercie) et de ceux que j'ai eu la possibilité de consulter. Et, pour être franc, c'est aussi dans cette intention que j'ai publié le document. Que cela pût produire d'abord, de ci de là, une impression très désagréable, je le savais bien, mais c'était inévitable, et les matériaux importants contenus dans ce document compensaient amplement, selon moi, cet inconvénient. Je savais, par ailleurs, que le Parti était bien assez fort pour supporter la publication de ce document, et je l'estimais capable de digérer, aujourd'hui, le franc parler tenu quinze ans auparavant. J'estimais que cette épreuve de notre force serait considérée avec une légitime fierté et que l'on dirait : quel est le Parti qui pourrait se permettre pareille audace... Mais on a laissé ce soin à *l'Arbeiter Zeitung* de Saxe et de Vienne et à la *Zürcher Zeitung.*

C'est très aimable à toi d'assumer, dans le numéro 21 de la *Nette Zeit*, la responsabilité de la publication, mais n'oublie pas que je suis à l'origine de cette initiative et qu'en outre, je ne t'ai guère laissé la possibilité d'agir autrement. Aussi, je revendique la principale responsabilité pour moi-même. Il peut, bien entendu, y avoir des divergences d'opinion sur les détails. J'ai supprimé et

97 C'est-à-dire la Critique du programme de Gotha.

changé tout ce que Dietz et toi désapprouviez et si Dietz avait noté d'autres passages encore, je me serai montré là encore aussi complaisant que possible : je vous ai toujours donné des preuves de ma bonne volonté. Mais l'affaire essentielle, c'était *l'obligation morale où j'étais* de publier la chose immédiatement du moment que le programme était mis en discussion. Cette publication devint plus impérieuse encore après le discours de Liebknecht au congrès de Halle, dans lequel il s'approprie comme sa chose propre une partie des extraits qu'il a faits du document, et critique le reste sans mentionner celui-ci. Marx aurait certainement opposé l'original à cette version, et c'était mon devoir de faire lamé me chose à sa place. Malheureusement, je n'étais pas alors en possession de ce document, et je ne l'ai découvert que beaucoup plus tard après de longues recherches.

Tu dis que Bebel t'écrit que la façon dont Marx a traité Lassalle a échauffé la bile des vieux lassalliens. C'est possible. Jusqu'à présent, il est vrai, les gens n'ont aucune idée de l'histoire réelle et, en outre, rien n'a été fait pour les éclairer [98]. Ce n'est pas ma faute si ces gens ne savent pas que toute la célébrité de Lassalle vient de ce que, des années durant, il a pu, avec la permission de Marx, se parer des résultats des recherches de ce dernier comme si elles étaient les siennes propres, au risque de les fausser, étant donné sa compétence insuffisante en économie. Mais je suis l'exécuteur testamentaire littéraire de Marx et, comme tel, j'ai mes responsabilités.

---

98 Ce reproche est, en premier lieu, dirigé contre Kautsky. Essayant de tempérer l'impression produite dans les sphères dirigeantes de la social-démocratie allemande par la publication des critiques de Marx sur le lassallisme, Kautsky, dans le no 21 de la *Neue Zeit,* écrivit un article « Nos programmes » dans lequel il faisait tout pour diminuer l'importance pratique des critiques de Marx, s'en désolidarisant et vantant les grands « services » rendus par Lassalle. Dans cet article Kautsky écrivait : « L'attitude prise par Marx envers Lassalle est différente de l'attitude de la social-démocratie allemande... dont l'appréciation sur Lassalle n'est pas celle de Marx... Pourrions-nous jamais oublier un homme dont les Oeuvres - pour nous, vieux membres du Parti et aussi pour l'immense majorité des jeunes membres - guidèrent nos débuts dans notre étude du socialisme et excitèrent nos premiers enthousiasmes pour le socialisme ? Nous lisons attentivement et méditons tout ce que Marx a dit de son élève Lassalle, mais nous ne devons pas oublier que Lassalle fut aussi un de nos maîtres et un de nos meilleurs combattants. » (Neue *Zeit*, février 1891, p. 680.) Ce fut précisément cette fausse appréciation opportuniste de Lassalle qui poussa Engels à sa sévère appréciation de Lassalle agitateur et de Lassalle leader.

Lassalle appartient à l'histoire depuis vingt-six ans. Si pendant un certain temps, en raison de la loi d'exception contre les socialistes, la critique historique a fait le silence autour de lui, il est enfin grand temps que la critique fasse valoir ses droits et que la lumière soit faite sur la position de Lassalle par rapport à Marx. Non, la légende qui déguise et porte aux nues la véritable figure de Lassalle ne peut pas devenir un article de foi du Parti. Si haut que l'on puisse estimer les services rendus par Lassalle au mouvement, son rôle historique reste équivoque. Le socialiste Lassalle est accompagné pas à pas par le démagogue Lassalle. Dans Lassalle organisateur et agitateur apparaît le dirigeant du procès de Haltzfeld [99], facilement reconnaissable au même cynisme dans le choix de ses moyens, au même goût de s'entourer de gens corrompus, sans foi ni loi, d'en user comme de simples instruments et de les rejeter ensuite. Jusqu'en 1862, il fut très nettement un démocrate vulgaire marqué par son origine prussienne avec, dans la pratique, de fortes tendances bonapartistes (je viens de parcourir ses lettres à Marx) ; il évolua ensuite brusquement pour dés raisons strictement personnelles et commença son agitation ; et deux ans ne s'étaient pas écoulés, qu'il affirmait que les ouvriers devaient s'unir au Parti royaliste contre la bourgeoisie et qu'il intriguait avec Bismarck, dont le caractère ressemblait au sien d'une façon qui l'aurait conduit à une véritable trahison du Parti s'il n'avait pas, heureusement pour lui, été tué. Dans la propagande écrite de Lassalle, les vérités qu'il empruntait à Marx sont mêlées de façon si constante et si intime à ses fausses déductions personnelles qu'il est difficile d'en séparer la vérité de l'erreur. Ceux des travailleurs qui se sentent blessés par le jugement de Marx ne connaissent que les deux années d'agitation de la vie de Lassalle, et, d'ailleurs, ils ne les voient qu'à travers des lunettes de couleur. Mais la critique historique ne peut pas s'arrêter respectueusement et pour toujours devant de tels préjugés. La tâche m'a été dévolue de déblayer le terrain entre Marx et Lassalle. Je l'ai fait. Pour le moment, je puis me borner à cela. J'ai d'ailleurs autre chose à faire maintenant. La publication du sévère jugement de Marx sur Lassalle produira automatiquement ses effets, et donnera à d'autres le courage de parler franchement. Mais si j'étais forcé de le faire moi-même, alors il n'y pas à hésiter : il faudrait que je dissipe la légende de Lassalle, une fois pour toutes.

L'opinion hautement exprimée dans le groupe parlementaire qu'une censure doit être imposée à la Neue Zeit est heureuse. Est-elle due au souvenir de l'autocratie de la fraction socialiste du Reichstag au temps de la loi d'exception

99 Lassalle fut l'avocat de la comtesse de Haltzfeld plaidant en divorce contre son mari.

(qui fût après tout nécessaire et excellemment conduite [100]) ou au souvenir de l'organisation jadis fortement centralisée de Schweitzer [101] ? C'est en fait une brillante idée de placer la science socialiste allemande, libérée de la loi contre les socialistes de Bismarck, sous une nouvelle loi socialiste conçue et appliquée par les fonctionnaires mêmes du Parti social-démocrate ! Au reste, il est certain que les désirs ne deviendront pas des réalités.

L'article du Vorwaerts ne me trouble pas beaucoup [102]. J'attendrai que Liebknecht écrive l'histoire de cette affaire [103], et alors je répondrai à tous deux

---

100 Durant la période de la loi d'exception contre les socialistes (1879-1891), quand toutes les organisations légales de la classe ouvrière étaient interdites, la fraction social-démocrate au Reichstag était l'organisme directeur du Parti. En dépit du fait que la fraction comprenait un nombre considérable d'opportunistes, c'était Bebel qui en avait le contrôle grâce à l'appui qu'il recevait de la base du Parti et de l'organe central illégal du Parti le *Sozial-Demokrat*, qui fut publié d'abord à Zurich et ensuite à Londres, et fut édité tout le temps sous la surveillance d'Engels.

101 SCHWEITZER, J.-B. (1833-1875) : Leader des lassalliens dans le mouvement ouvrier allemand vers 1860. Après la mort de Lassalle, en 1864, dirigea le *Sozial-Demokrat*, organe central du Parti. Soutint la politique de Bismarck d'unification de l'Allemagne sous l'hégémonie des junkers prussiens, ce qui détermina Marx et Engels à rompre avec lui. En 1867, prit la direction de l'Association générale des ouvriers allemands fondée par Lassalle. Jouissant dans l'Association de pouvoirs dictatoriaux - qu'il maya même d'étendre aux syndicats - il mena une lutte opiniâtre contre le parti d'Eisenach dirigé par Bebel et Liebknecht. La fusion des deux tendances de la social-démocratie allemande ne devint possible qu'après que Schweitzer out été écarté de la direction. En 1871, Schweitzer cessa de participer au mouvement ouvrier.

102 Un article éditorial du *Vorwaerts*, l'organe central de la social-démocratie allemande, fixait l'attitude officielle du Bureau administratif du Parti sur la publication de la *Critique*. L'article s'opposait avec sévérité à l'opinion de Marx sur Lassalle, et indiquait que l'on devait porter au crédit du Parti le fait que, en dépit des opinions de Marx, il avait accepté le projet du programme de Gotha. Plus loin, J'article affirmait que le développement ultérieur du Parti démontrait que Marx s'était trompé et que la fraction social-démocrate du Reichstag et le Bureau administratif du Parti auraient voulu n'avoir jamais donné leur consentement à la publication de la *Critique*. L'article contenait aussi cette déclaration que « les social-démocrates allemands n'étaient ni marxistes, ni lassalliens, qu'ils étaient social-démocrates ».

103 Liebknecht avait l'intention d'écrire un article spécial pour la Neue Zeit, donnant l'histoire du programme de Gotha. Cet article, indiquait Kautsky, « devait donner en général l'histoire du programme de notre Parti et, en particulier, un récit des circonstances qui, en 1875, permirent au programme de Gotha de servir à exprimer la conscience théorique de la majorité du Parti ». En « supplément », Kautsky écrivit dans

de la manière la plus amicale possible. Il y a tout juste quelques erreurs à rectifier dans l'article du Vorwaerts (que nous ne désirions pas l'union, par exemple ; que les événements prouvent que Marx s'est trompé, etc.), et quelques points qui demandent évidemment confirmation. J'espère avec ma réponse clore les débats, en ce qui me concerne, à moins que je ne sois forcé de me défendre une fois de plus contre de nouvelles attaques ou de fausses affirmations.

Dis à Dietz que je travaille à l'édition de l'Origine [de la famille de la propriété privée et de l'État]. Mais voilà que Fischer [104] m'a écrit aujourd'hui et qu'il me demande trois nouvelles préfaces [105] !

Ton F. E.

son article sur « Nos programmes » que la critique de Marx est nécessaire et qu' « Engels n'est pas capable de la donner ».

104 FISCHER, Richard (1855-1926) : Membre de la Commission administrative de la social-démocratie allemande et administrateur de la maison d'édition du Parti.

105 En 1891, Engels écrivit des introductions pour une nouvelle édition des ouvrages suivants : La Guerre civile en France ; Travail salarié et Capital ; Le Développement du socialisme, de l'utopie à la science (toutes trois publiées par la maison d'édition de Berlin du Parti social-démocrate.) C'est cette année-là également que parut, chez Dietz, la 4e édition de L'Origine de la famille.

VII. EXTRAIT D'UNE LETTRE À FRIEDRICH ALBERT SORGE.

. ←

Londres, le *4* mars 1891.

Cher Sorge,

Reçu ta lettre du 19 février. Depuis tu as eu certainement d'autres échos de la grande indignation du groupe social-démocrate au sujet de la publication dans la *Neue Zeit* de la lettre de Marx sur le programme. L'affaire continue. En attendant, je laisse les gens se couvrir de discrédit et Liebknecht y a bien réussi dans le *Vorwaerts.* Je répondrai naturellement en temps utile, sans chercher querelle inutilement, mais je ne crois pas que cela se passe sans une légère pointe d'ironie. Tous les gens qui, au point de vue théorique, ont quelque poids sont naturellement de mon côté, je ne fais une exception que pour Bebel, qui en fait, n'a pas tout à fait tort de se sentir vexé pour moi, mais c'était inévitable. Je n'ai pu lire la *Volkszeitung* [106] depuis quatre semaines, parce que je suis surchargé de travail ; je ne sais donc si en Amérique il y a eu des répercussions fulgurantes ; en Europe les restes « lassalliens » écument, et de ceux-là, vous, vous n'en manquez pas...

Ton
F. E.

106 C'est-à-dire le journal New Yorker Volkszeitung fondé en 1878 par Sorge.

VIII. EXTRAIT D'UNE LETTRE À AUGUST BEBEL.

. ←

Londres, le 1er mai 1891 [107]

Cher Bebel,

Je réponds aujourd'hui à tes deux lettres du 30 mars et du 25 avril. C'est avec joie que j'ai appris que vos noces d'argent se sont si bien passées et qu'elles vous ont donné envie de fêter vos futures noces d'or. Je souhaite de tout cœur que vous puissiez le faire. Nous aurons besoin de toi encore longtemps, après que, - comme on dit dans le *Vieux Dessauer*, - *le* diable m'aura emporté.

Il me faut revenir - et j'espère que ce sera pour la dernière fois - sur la critique du programme par Marx. Je suis obligé de contester que « personne n'aurait protesté contre la publication elle-même ». Jamais Liebknecht n'aurait donné son assentiment de bon cœur et il aurait tout mis en oeuvre pour empêcher l'impression. Depuis 1875, il a si mai digéré cette critique qu'il y pense dès qu'il est question de « programme ». Tout son discours de Halle tourne autour d'elle. Son article ronflant du *Vorwaerts* n'est que l'expression de sa mauvaise conscience à cause de cette même critique. En effet, elle est dirigée en premier lieu contre lui. Nous l'avons considéré et je le considère toujours comme le père de ce qu'il y a de pourri dans le programme d'unification. Et ce fut la raison qui m'a décidé à agir unilatéralement. Si j'avais pu discuter de l'affaire à fond avec toi seul, puis envoyer la chose à Kautsky pour l'impression, en deux heures nous nous serions mis d'accord. Mais j'ai estimé que, - du point de vue personnel et du point de vue du Parti, - tu étais tenu d'en délibérer aussi avec Liebknecht. Et je savais alors ce qui allait arriver. C'était ou bien l'étouffement ou bien la querelle ouverte, du moins pour un certain temps,

---

107 Dans la copie dactylographiée de cette lettre, conservée à l'Institut Marx-Engels-Lénine à Moscou, cette lettre est datée au début de mai, vers la fin du 2 mai. Comme d'après le contenu de la dernière partie de la lettre, il n'y a aucun doute qu'elle a été écrite le 2 mai, on peut en déduire que la première partie a été écrite le 1er mai.

même avec toi, si je passais outre. La preuve que je n'avais pas tort, la voici : du moment que tu es sorti de prison le 1er avril et que le document n'est que du 5 mai, il est évident, - jusqu'à plus ample informé, - que c'est à *dessein qu'on t'a caché* la chose et qu'en vérité *nul autre que Liebknecht* ne peut l'avoir fait. Mais, par amour de la paix, tu le laisses mentir et proclamer que c'est parce que tu étais sous les verrous que tu n'as pas pu voir le document. Dans ces conditions, même avant l'impression, tu aurais eu des égards pour lui, afin d'éviter un scandale au Comité directeur. Je comprends très bien cela, mais j'espère qu'à ton tour tu comprendras que j'ai tenu compte du fait que selon toute probabilité on aurait agi de la sorte.

Je viens de relire la *Critique*. Possible qu'on ait pu supprimer encore certains passages sans nuire à l'ensemble. Pas *beaucoup* en tout cas. Quelle était la situation ? Nous savions aussi bien que vous et que la *Frankfurter Zeitung* du 9 mars 1875, par exemple, que j'ai retrouvée, que *l'affaire était tranchée* dès l'instant que ceux qui avaient plein pouvoir pour mettre le projet sur pied l'avaient accepté. C'est pourquoi Marx a écrit la *Critique* et il a ajouté *« dixi et salvavi animan meam* [108] » : c'est la preuve qu'il l'a écrite pour sauver sa conscience et sans aucun espoir de succès. Et la forfanterie de Liebknecht avec son « non » [109] catégorique n'est donc que pâle vantardise et il le sait aussi. Si donc vous avez fait une gaffe en choisissant vos représentants et que pour ne pas gâcher toute l'unification vous avez été obligés d'avaler le programme, vous ne pouvez vraiment pas voir d'inconvénients à ce qu'on publie maintenant au *bout de quinze ans*, l'avertissement qui vous a été adressé avant l'ultime décision. Vous ne passerez pour autant ni pour des imbéciles, ni pour des tricheurs, à moins que vous ne revendiquiez pour vous l'infaillibilité dans vos actes officiels.

De toute façon, tu n'as pas lu l'avertissement. Ce fait aussi a été publié. Ainsi, tu tiens une position exceptionnellement favorable par rapport à d'autres qui l'ont lu et qui cependant se sont accommodés du projet.

---

108 J'ai parlé et j'ai sauvé mon âme.

109 Dans l'article de fond du Vorwaerts du 13 février 1891, on a insisté avec quelque forfanterie sur le fait que les chefs du groupe d'Eisenach, auxquels la lettre de Marx était adressée, avaient opposé aux conseils d'une autorité telle que Marx un « non catégorique ».

J'estime que la lettre d'envoi est très importante, car on y expose la seule politique juste. Mener une action parallèle pendant une période d'essai, voilà l'unique chose qui eût pu vous sauver du marchandage sur les principes. Mais Liebknecht ne voulait à aucun prix se voir privé de la gloire d'avoir réalisé l'unité, et dans ces conditions, il est encore étonnant qu'il ne soit pas allé plus loin dans ses concessions. Il a rapporté de la démocratie bourgeoise une véritable frénésie d'unification et il l'a toujours conservée.

Les lassalliens sont venus parce qu'ils y étaient obligés, parce que tout leur parti s'en allait en morceaux, parce que leurs dirigeants étaient ou des gredins ou des ânes que les masses ne voulaient plus suivre : voilà ce qu'on peut dire aujourd'hui en se servant des termes modérés qu'on a choisis. Leur « organisation robuste » finissait tout naturellement par la décomposition complète. Liebknecht se couvre donc de ridicule lorsqu'il excuse l'acceptation *en bloc* [110] des articles de foi lassalliens en prétendant que les lassalliens ont sacrifié leur « organisation robuste ». Il n'y avait plus rien à sacrifier !

Tu es curieux de savoir d'où viennent les phrases obscures et confuses du programme ? Mais elles sont toutes l'incarnation de Liebknecht lui-même ; c'est à cause d'elles que nous nous disputons depuis des années avec lui et c'est devant elles qu'il est en extase. Au point de vue théorique, il a toujours eu des idées confuses et notre façon vigoureuse de formuler les choses reste pour lui une abomination. Comme ancien membre du Parti populaire, il aime aujourd'hui encore les phrases ronflantes qui permettent de penser ce qu'on veut, ou même de ne rien penser, du tout. Si, à cette époque, des Français, des Anglais, des Américains à l'esprit confus parlaient de la « libération du travail » au lieu de la libération de la *classe* ouvrière, parce qu'ils n'en savaient pas plus long, si même dans les documents de l'Internationale il fallait employer par ci, par là le langage de ces gens-là, Liebknecht y voyait une raison suffisante pour ramener de force la manière de s'exprimer du Parti allemand à ce même point de vue dépassé. Et, en aucune façon, on ne peut affirmer qu'il l'ait fait « en sachant que c'était faux », car, en fait, il n'en savait pas plus long et je me demande si ce n'est pas encore le cas à présent. En tous cas, aujourd'hui encore, il replonge à pleines mains dans cette vieille façon confuse de s'exprimer ; il faut reconnaître qu'on peut en tirer de meilleurs effets de rhétorique. Et comme il tenait aux revendications démocratiques fondamentales, qu'il croyait comprendre, au moins autant qu'aux principes économiques, qui n'étaient pas

110 En français dans le texte.

nets dans son esprit, il était certainement honnête quand il a cru avoir fait une affaire brillante en troquant les articles de l'arsenal démocratique contre les dogmes lassalliens.

En ce qui concerne les attaques contre Lassalle, elles étaient pour moi l'essentiel, comme je vous l'ai dit. En acceptant toute la phraséologie et les revendications économiques essentiellement lassalliennes, ceux d'Eisenach *étaient de fait devenus des lassalliens*, du moins d'après le programme.

Les lassalliens n'avaient rien sacrifié, mais rien du tout de ce qu'ils auraient pu tenir. Pour compléter leur victoire, vous avez adopté comme chant du Parti les phrases creuses, rimées et moralisantes où Audorf célèbre [111] Lassalle. Et pendant les quinze années que dura la loi contre les socialistes il n'y avait à vrai dire aucune possibilité de réagir dans le cadre du Parti contre le culte de Lassalle. Il fallait y mettre fin et c'est ce que j'ai provoqué. Je ne permettrai plus que la fausse gloire de Lassalle se maintienne *aux dépens de Marx* et qu'elle soit prêchée à nouveau. Les gens qui ont encore connu personnellement Lassalle et qui l'ont adoré sont clairsemés, chez tous les autres le culte de Lassalle est *purement fabriqué*, entretenu par notre tolérance tacite, bien que nous sachions qu'il est faux ; il ne se justifie donc même pas par le dévouement personnel. On a eu assez d'égards pour ceux qui ne sont pas au courant, et pour les nouveaux adhérents, en publiant la chose dans la *Neue Zeit.* Mais je ne veux pas du tout admettre que sur de pareils sujets la vérité historique soit obligée - après quinze années de patience et de douceur - de céder le pas aux convenances de quelques-uns ou au danger de choquer certains dans le Parti. Il est inévitable que dans ce genre d'affaires on vexe à chaque fois de braves gens. Il est inévitable aussi qu'ils grognent. Et s'ils disent alors que Marx a été jaloux de Lassalle et s'il y a des journaux allemands, et même (! !) le *Chicagoer Vorbote* (qui écrit pour davantage de gens spécifiquement lassalliens à Chicago qu'il n'en existe dans toute l'Allemagne) pour se joindre à leur voix, j'y suis moins sensible qu'à la piqûre d'une puce. On nous a fait bien d'autres reproches et nous avons passé à l'ordre du jour. L'exemple est là : Marx a rudoyé saint Ferdinand Lassalle et cela suffit en attendant.

Encore un mot. Depuis que vous avez essayé d'empêcher par la force la publication de l'article et que vous avez fait parvenir un avertissement à la *Neue Zeit* la menaçant, en cas de récidive, d'une étatisation possible par le Parti et de la censure, il est inévitable que la prise de possession de toute votre presse par

111 Allusion au prologue composé par Audorf à l'occasion du service funèbre de Ferdinand Lassalle le 4 septembre 1876.

le Parti m'apparaisse sous un jour bien singulier. En quoi vous distinguez-vous de Puttkamer [112] si vous introduisez une loi contre les socialistes dans vos propres rangs ? A moi personnellement, cela m'est assez indifférent ; aucun Parti dans aucun pays ne peut me condamner au silence, si je suis décidé à parler. Je vous invite à réfléchir cependant et à vous demander si vous ne feriez pas mieux d'être un peu moins susceptibles et de vous montrer dans vos actes un peu moins... Prussiens. Vous, le Parti, vous avez *besoin* de la science socialiste et celle-ci ne peut pas vivre sans la liberté du mouvement. il faut alors accepter les inconvénients par-dessus le marché et le mieux est de le faire décemment, sans broncher.

Une tension, même faible, à plus forte raison une fissure entre le Parti allemand et la science socialiste allemande seraient tout de même un malheur et un discrédit sans pareil. Il est évident que le comité, c'est-à-dire toi personnellement, vous avez et devez avoir une influence morale importante sur la *Neue Zeit* et sur toutes les autres publications. Mais cela doit et peut vous suffire. Dans le *Vorwaerts* on vante toujours la liberté sacrée de la discussion, mais on ne s'en aperçoit guère. Vous ne savez pas à quel point une telle tendance à vouloir réglementer par la force vous inspire des sentiments singuliers ici, à l'étranger, où on a l'habitude de voir les vieux chefs des partis dûment appelés à rendre des comptes à l'intérieur de leur parti (par ex. le gouvernement tory par lord Randolph Churchill). Et puis, il ne faut pas non plus oublier que la discipline ne peut pas être aussi stricte dans un grand parti que dans une petite secte, et que la loi socialiste, qui a eu pour résultat la fusion en un seul bloc des lassalliens avec ceux d'Eisenach (à en croire Liebknecht, c'est son magnifique programme qui a eu cet effet !) et a entraîné la nécessité de se serrer les coudes, n'existe plus.

Ouf ! me voilà débarrassé de ces vieilles histoires ; parlons d'autre chose maintenant...

Présente mes respects à ta femme ; salue de ma part Paul [113], Fischer, Liebknecht et *tutti quanti*.

F. E.

112 Bismarck.

113 C'est-à-dire Paul Singer.

III

Friedrich ENGELS

CRITIQUE DU PROGRAMME D'ERFURT

LETTRE A KAUTSKY

. ←

29 juin 1891.

Mon cher Kautsky,

Je me suis réfugié pour quelques jours ici chez P ... ; c'était à n'y plus tenir, avec tous les travaux qui m'assaillaient. Alors que j'étais heureux et content, au milieu du mariage par groupe [114], voilà que, tout à coup, le programme du Parti me tombe sur le dos et je ne pouvais pas ne pas l'étudier. Je voulais d'abord essayer de rédiger d'une façon un peu plus concise les considérants préliminaires ; mais je n'ai pu y arriver faute de temps. Et puis, il m'a semblé qu'il était plus important d'exposer les défauts, en partie évitables et en partie inévitables, du programme politique, puisque j'y ai trouvé l'occasion de taper sur le paisible opportunisme... et sur le « passage » sans façon (*das frisch - fromm - fröhlichfreie « Hineinwachsen »*) du vieux gâchis « à la société socialiste ». Depuis, j'ai appris que tu leur as proposé une nouvelle introduction ; tant mieux ! [115]

---

114 A cette époque, Engels travaillait -à la 4e édition de L'Origine de la fa mille... C'est à cela qu'il est fait allusion ici.

115 Le congrès d'Erfurt (1891) vota le projet du programme de Kautsky au lieu du projet du Comité directeur, critiqué par Engels. Dans une lettre à Sorge, Engels écrit, le 24 octobre 1891 : « Le projet de programme soutenu par Kaustky, Bebel et moi-même a

CRITIQUE DU PROJET DE PROGRAMME SOCIAL-DÉMOCRATE DE 1891

. ←

Le projet actuel se distingue très avantageusement de l'ancien programme. Les nombreux restes d'une tradition vieillie, - soit spécifiquement lassallienne, soit socialiste vulgaire, - sont en grande partie éliminés ; au point de vue théorique, le projet se tient dans son ensemble sur le terrain de la science actuelle, et il est possible de le discuter en se plaçant sur ce terrain.

Il se divise en trois parties : 1. exposé des motifs ; 2. revendications politiques ; 3. revendications concernant la protection des ouvriers.

1. - Exposé des motifs en dix paragraphes.

D'une façon générale, ces considérations préliminaires ont souffert de ce qu'on a tenté de réunir deux choses inconciliables : on a voulu en faire un programme et, en même temps, les commentaires de ce programme. On craint de n'être pas assez clair en choisissant des formules brèves et frappantes ; aussi, ajoute-t-on des commentaires qui traînent la chose en longueur. A mon avis, le programme doit être aussi court et précis que possible. Il importe même peu qu'il s'y trouve par hasard un mot ou une phrase dont il est impossible, à première vue, de saisir toute la portée. Dans ce cas, la lecture publique dans les réunions, l'explication écrite dans la presse feront le nécessaire ; et alors la phrase courte et frappante, une fois comprise, se fixe dans la mémoire et devient un mot d'ordre, ce qui n'arrive jamais pour une explication plus longue. Il ne faut pas faire trop de concessions au souci de la popularité ; il ne faut pas sous-estimer les facultés intellectuelles et le degré de culture de nos ouvriers. Ils ont compris des choses bien plus difficiles que celles que pourra leur présenter le

servi de base pour la partie politique du programme. Nous avons eu la satisfaction de voir la critique marxiste du programme triompher complètement. » (Sorge-Briefwechsel, p. 370.)

programme le plus concis et le plus court ; et bien que l'époque de la législation anti-socialiste ait rendu plus difficile et même ait totalement empêché par endroits l'entier développement de la conscience dans les masses nouvellement conquises, sous la direction des anciens il sera facile de rattraper tout cela, maintenant que l'on peut de nouveau conserver et lire librement nos écrits de propagande.

Je vais essayer de rédiger d'une façon plus brève tout ce passage, et si je réussis, je le joindrai à ma lettre ou je l'enverrai plus tard, J'aborde maintenant, un à un, les articles numérotés de 1 à 10. Dans la feuille supplémentaire 1, vous trouverez le projet de rédaction de mes propositions [116].

Paragraphe 1. - La « séparation » etc. « B*ergwerke, Gruben, Minen »*, trois mots pour désigner une seule et même chose ; il faudrait en supprimer deux. Pour ma part, je laisserais *Bergwerke*, puisque ce terme est usité chez nous même dans la plaine la plus plate, et je désignerais le tout par l'expression usuelle. Par contre, j'ajouterais : « chemins de fer et autres moyens de communication » [117].

Paragraphe 2. - *Ici* je mettrais : « Dans les mains de *leurs accapareurs* (ou de *leurs possesseurs),* les moyens de travail de la société, sont devenus... » ; et de même, plus loin, « dépendance... des possesseurs (ou accapareurs) des moyens de travail », etc.

L'affirmation que ces messieurs ont fait de ces choses leur propriété exclusive figure déjà à l'article premier, et ne peut constituer ici qu'une répétition, si l'on tient absolument à y introduire le mot « monopoliste ». Ni l'un

---

116 Malheureusement, cette pièce est restée introuvable. (Note de la rédaction de la Neue Zeit.)

117 Voici comment était rédigé le paragraphe en question dans le projet du Comité directeur du Parti, projet publié peu de jours après l'arrivée du jugement d'Engels ; on y verra dans quelle mesure ses propositions furent prises en considération. Le paragraphe 1 était ainsi conçu :

« Le fait que les moyens de travailler la terre et le sol, les mines, les carrières, les machines et les instruments de travail, les moyens de communication sont séparés de l'ouvrier et sont devenus la propriété exclusive d'une partie des membres de la société, a eu pour effet la division de la société en deux classes : celle qui travaille et celle qui possède. » (Note de la Neue Zeit.)

ni l'autre de ces deux mots n'ajoute la moindre des choses au sens. Or, tout ce qui est superflu dans un programme ne peut que l'affaiblir.

« Les moyens de travail nécessaires à l'existence de la société » : ce sont, à chaque époque, ceux qui existent à ce moment-là. Avant l'invention de la machine à vapeur, on pouvait s'en passer ; maintenant on ne le pourrait plus. Comme aujourd'hui, les moyens de travail, directement ou indirectement, - soit par leur nature technique, soit par suite de la division sociale du travail, - sont tous des moyens de travail sociaux, ces derniers mots expriment suffisamment, d'une façon claire et sans équivoque, ce qui existe à chaque moment.

Si la fin se rattache à l'exposé des motifs des statuts internationaux [118], je préférerais que l'on s'y tînt entièrement : « la misère sociale (ceci, c'est le no 1), le dépérissement intellectuel et la dépendance politique ». Le dépérissement physique est compris dans la misère sociale et la dépendance politique est un fait, tandis que la privation des droits politiques n'est qu'une phrase déclamatoire d'une valeur toute relative, dont la place n'est pas dans un programme [119].

Paragraphe 3. - A mon avis, la première phrase est à modifier. « Sous la domination des possesseurs exclusifs. » Premièrement, ce qui suit est un fait économique qu'il faut expliquer du point de vue économique. Or, l'expression domination des possesseurs exclusifs ferait croire faussement que c'est un effet de la domination politique de cette bande de brigands. Deuxièmement, les possesseurs exclusifs ne comprennent pas seulement « les capitalistes et les grands propriétaires fonciers » (que viennent faire ici les bourgeois ? constituent-ils une troisième catégorie de possesseurs exclusifs ? les grands propriétaires fonciers sont-ils aussi des « bourgeois » ? faut-il donc, lorsque, par hasard, il est question de grands propriétaires fonciers, passer sous silence les restes colossaux de féodalité, qui donnent à tout notre gâchis politique en Allemagne son caractère particulièrement réactionnaire ?). Les paysans et les

---

118 Statuts de l'A. I. T.

119 Le paragraphe 2 fut rédigé ainsi

« Dans les mains de leurs accapareurs les moyens de travail sociaux sont devenus des moyens d'exploitation. L'asservissement économique ainsi déterminé des ouvriers aux possesseurs des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de vie, est la base de l'esclavage sous toutes us formes, de la misère sociale, du dépérissement intellectuel, de la dépendance politique. » (Note de la Neue Zeit.)

petits bourgeois sont aussi des « possesseurs exclusifs », du moins aujourd'hui encore ; mais ils ne figurent pas dans tout le programme ; c'est pourquoi il faut s'exprimer de telle façon qu'ils ne soient pas compris du tout dans la catégorie de possesseurs exclusifs dont on parle.

« L'accumulation des moyens de travail et de la richesse produite par les exploités. » La « richesse » se compose : 1. de moyens de production ; 2. de moyens de consommation. Il est donc contraire à la grammaire et à la logique de parler d'abord d'une partie de la richesse, et ensuite, non pas de l'autre partie, mais de l'ensemble de la richesse, et de réunir les deux par *et*.

« Augmente... entre les mains des capitalistes avec une vitesse toujours croissante. » Et les « grands propriétaires fonciers » et les « bourgeois » de tout à l'heure, qu'en faites-vous ? Si les capitalistes suffisent ici, ils auraient également dû suffire plus haut. Mais si l'on veut préciser, détailler, alors ils ne suffisent pas du tout.

Le nombre des prolétaires et leur misère s'accroissent de plus en plus. Cela, affirmé d'une façon aussi absolue, n'est pas exact. Il est possible que l'organisation des travailleurs, leur résistance toujours croissante opposent une certaine digue à l'accroissement de la *misère*. Mais ce qui grandit certainement, c'est *l'incertitude de l'existence*. Voilà ce que j'ajouterais [120].

Paragraphe 4. - « L'absence de plan, qui a son fondement dans-le caractère même de la production capitaliste privée ». demande une forte correction. Je connais une production capitaliste comme forme de société, comme phase économique, et une production capitaliste *privée* comme un phénomène qui se présente de manière ou d'autre pendant la durée de cette phase. Que signifie donc production capitaliste privée ? Production par l'entrepreneur particulier, isolé ? et une telle production ne devient-elle pas déjà de plus en plus une

120 Voici le paragraphe 3 dans la rédaction définitive que lui donna le Comité directeur :
« Sous l'empire de cette exploitation, l'accumulation de la richesse produite par des exploités entre les mains des exploiteurs - capitalistes et grands propriétaires fonciers - augmente avec une vitesse toujours croissante. Toujours plus inégale devient la répartition des produits du travail entre exploiteurs et exploités, toujours plus grand le nombre des prolétaires, et toujours incertaine leur condition, de plus en plus formidable l'armée des ouvriers superflus, et de plus en plus aiguë l'opposition des classes, qui divise la société moderne en deux camps ennemis et constitue la marque commune de tous les pays industriels. » (Note de la Neue Zeit.)

exception ? La production capitaliste des *sociétés par actions* n'est déjà plus une production *privée,* mais une production pour le compte d'un grand nombre d'associés. Et si nous passons des *sociétés par actions* aux trusts qui se soumettent et monopolisent des branches entières de l'industrie, alors ce n'est pas seulement la fin de la *production privée,* mais encore la cessation de *l'absence de plan* [121]. Qu'on biffe « privée », et la phrase pourra passer à la rigueur.

« La ruine de vastes couches de la population... » Au lieu de cette phrase déclamatoire qui a l'air de faire croire que nous regrettons encore la ruine des bourgeois et des petits bourgeois, je raconterais le fait tout simple : « qui, par la ruine des classes moyennes urbaines et rurales, des petits bourgeois et des petits paysans, élargissent ou approfondissent l'abîme existant entre les possédants et les non-possédants »…

Les deux phrases finales disent deux fois la même chose. Je donne dans la pièce supplémentaire I un projet de changement [122].

Paragraphe 5. - *Au* lieu « des causes », il faut mettre « de ses causes » ; c'est sans doute un lapsus [123].

Paragraphe 6. - *« Bergwerke, Minen, Gruben » ; voir* plus haut, no 1. - « Production privée » : voir plus haut au no 4. - Je mettrais : « transformation de

---

121 Reproduisant cette phrase dans L'État et la révolution, Lénine ajoute : « Nous avons ici l'essentiel d'une appréciation théorique du capitalisme moderne c'est-à-dire de l'impérialisme : que le capitalisme se transforme en capitalisme monopoliste ».

122 Paragraphe 4 dans le projet du Comité directeur :

« L'absence de plan qui a son fondement dans le caractère même de la production capitaliste, produit ces crises et ces arrêts du travail toujours plus longs qui ne peuvent qu'aggraver la condition des travailleurs, qui, par la ruine des classes moyennes, urbaines et rurales - des petits bourgeois et des petits paysans - élargissent l'abîme existant entre les possédants et les non possédants, qui érigent en état normal de la société l'insécurité générale et fournissent la preuve que la classe des accapareurs des moyens de travail sociaux a perdu, en même temps que sa mission, l'aptitude à la suprématie économique et politique. » (Note de la Neue Zeit.)

123 Paragraphe 5 :

« Mettre un terme à cet état, qui devient de jour en jour plus insupportable, par la suppression de ses causes, et obtenir l'émancipation de la classe ouvrière, voilà le but et le devoir de la classe ouvrière. » (Note de la Neue Zeit.)

la production capitaliste actuelle, pour le compte de particuliers ou de sociétés par actions, en production socialiste pour le compte de la société entière et d'après un plan établi d'avance, transformation... par laquelle seule se réalisera l'émancipation de la classe ouvrière et, par là, l'émancipation de tous les membres de la société sans exception [124] ».

Paragraphe 7. - Je mettrais ce qui se trouve dans la pièce supplémentaire I [125].

Paragraphe 8. - Au lieu de « conscients de classes » (klassen bewusst), abréviation qui dans nos milieux évidemment est facile à comprendre, je dirais, pour que l'expression puisse être comprise par tous et traduite facilement dans les langues étrangères : « avec les ouvriers parvenus à la conscience de leur situation de classe », ou quelque chose dans ce genre [126].

---

124 Paragraphe 6 :

« Le Parti social-démocrate d'Allemagne travaille en conséquence à la transformation des moyens de travail - la terre et le sol, les mines, les machines et les instruments de travail, les moyens de communication - en propriété commune de la société, et à la transformation de la production capitaliste en producion socialiste ; transformation pour laquelle la société capitaliste a créé elle-même et ne cesse de créer les conditions matérielles et intellectuelles, et par laquelle seule se réalisera l'émancipation de la classe ouvrière et, avec elle, l'émancipation de tous les membres de la société sans exception. » (Note de la Nette Zeit.)

125 Le paragraphe 7 a été déplacé. Dans le projet du Comité directeur qui a été publié, l'ancien paragraphe 9 est devenu la paragraphe 7. lx paragraphe publié comme no 8 était sans doute le no 7 dans le premier projet, connu d'Engels. En voici la rédaction définitive :

« L'émancipation de la classe ouvrière ne peut être l'œuvre que de la classe ouvrière elle-même, parce que toutes les autres classes et tous les autres partis se tiennent sur le terrain du capitalisme et que, malgré les rivalités d'intérêts entre eux, ils ont cependant un but commun, la conservation et la consolidation des bases de la société actuelle. » (Note de la Nette Zeit.)

126 Voici ce paragraphe, no 9 dans le projet publié

« Les intérêts de la classe ouvrière sont les mêmes dans tous les pays à production capitaliste ; avec l'extension du trafic mondial et de la production pour le marché mondial la condition des travailleurs de chaque pays devient de plus en plus dépendante de la condition des travailleurs dans les autres pays ; l'émancipation de la classe ouvrière n'est donc pas une tâche nationale, mais une tâche sociale, à laquelle participent, d'une façon égale, les travailleurs de tous les pays civilisés. Dans cet esprit, le Parti social-démocrate d'Allemagne se sent et se déclare uni avec les travailleurs conscients de tous les autres pays. » (Note de la Nette Zeit.)

Paragraphe 9. - Phrase finale : « ... et qui par là réunit en une seule main la puissance de l'exploitation économique et de l'oppression politique » [127].

Paragraphe 10. - Après « de la domination de classe » il manque « et des classes elles-mêmes ». La suppression des classes est notre revendication fondamentale, sans laquelle la suppression de la domination de classe est un non-sens au point de vue économique. Au lieu de « pour le droit égal de tous », je propose : « pour les droits égaux et les devoirs égaux de tous », etc. Les devoirs égaux sont pour nous un complément essentiel des droits égaux démocrates-bourgeois et leur enlèvent leur sens spécifiquement bourgeois.

Quant à la phrase finale : « Dans leur lutte... », je la supprimerais volontiers. Dans sa teneur vague : « qui sont propres à améliorer la condition du peuple en général » (qui veut-on désigner ?) elle peut embrasser tout, droits douaniers protecteurs et libre-échange, associations corporatives et liberté des métiers, crédit foncier, banques d'échange, vaccination obligatoire, alcoolisme et anti-alcoolisme, etc. Ce qu'elle veut dire se trouve déjà dans la phrase précédente ; est-il bien nécessaire de dire expressément que, lorsqu'on veut le tout, on prend également chaque partie ; à mon sens, cela affaiblit l'effet. Maintenant, si la phrase doit servir de transition aux revendications particulières, on pourrait dire à peu près ceci : « La social-démocratie défend toutes les revendications qui peuvent la rapprocher de ce but ». (« Mesures et institutions » est à supprimer comme répétition.) Ou alors, ce qui serait encore mieux, on n'a qu'à dire franchement ce dont il s'agit, c'est-à-dire qu'il faut rattraper le temps perdu par la bourgeoisie.

Dans la pièce supplémentaire I, j'ai ajouté dans ce sens une phrase finale, que je considère comme très importante à cause des remarques que j'ai formulées dans le chapitre suivant [128].

---

127 Ce paragraphe se trouve dans le projet du Comité directeur en 7e lieu, et est ainsi conçu :

« Le Parti social-démocrate n'a rien de commun avec ce qu'on appelle le socialisme d'État, avec le système des exploitations par l'État dans un but fiscal, système qui substitue l'État à l'entrepreneur particulier et qui, par là, réunit en une seule main la puissance de l'exploitation économique et de l'oppression politique. » (Note de la Neue Zeit.)

128 Paragraphe 10 :

II. - Revendications politiques.

. ←

Les revendications politiques du projet ont un grand défaut. Ce que justement il eût fallu dire, *ne s'y trouve pas. Si* ces dix revendications étaient toutes accordées, nous aurions, il est vrai, divers moyens de plus pour faire aboutir la revendication politique principale, mais nous n'aurions absolument pas cette revendication principale elle-même. La constitution du Reich est, en ce qui concerne la limitation des droits reconnus au peuple et à ses représentants, une copie pure et simple de la constitution prussienne de 1850, constitution où la rédaction la plus extrême trouve son expression dans des paragraphes, où le gouvernement possède tout pouvoir effectif et où les Chambres n'ont pas même le droit de refuser les impôts ; constitution qui, pendant la période de conflit, a prouvé que le gouvernement pouvait en faire ce qu'il voulait. Les droits du Reichstag sont exactement les mêmes que ceux de la Chambre prussienne, et c'est pourquoi Liebknecht a appelé ce Reichstag la feuille de vigne de l'absolutisme [129]. Vouloir, sur la base d'une alliance entre la Prusse et Reuss-Greiz-Schleiz-Lobenstein, États dont l'un couvre autant de lieues carrées que l'autre couvre de pouces carrés, vouloir sur une telle base réaliser la « transformation des moyens de travail en propriété commune » est manifestement absurde.

Y toucher serait dangereux. Mais, de toute façon, les choses doivent être poussées en avant. Combien cela est nécessaire, c'est ce que prouve précisément aujourd'hui l'opportunisme qui commence à se propager dans une grande partie de la presse social-démocrate. Dans la crainte d'un renouvellement de la loi

---

« Le Parti social-démocrate ne combat point en faveur de nouveaux privilèges de classe ni en faveur de nouvelles prérogatives ; il lutte pour la suppression de la domination de classe et des classes elles-mêmes, pour les droits égaux et les devoirs égaux de tous sans distinction de sexe ni d'origine. Dans cette lutte émancipatrice, la social-démocratie, en défendant non seulement les salariés, mais encore tous les exploités et les opprimés en général, soutient toutes les revendications, mesures et institutions qui sont propres à améliorer la condition du peuple en général et de la classe ouvrière en particulier. » (Note de la Neue Zeit.)

129 Wilhelm Liebknecht dans son premier discours au Reichstag en 1867.

contre les socialistes ou se souvenant de certaines opinions émises prématurément du temps où cette loi était en vigueur, on veut maintenant que le Parti reconnaisse l'ordre légal actuel en Allemagne comme pouvant suffire à faire réaliser toutes ses revendications par la voie pacifique. On fait accroire à soi-même et au Parti que « la société actuelle en se développant passe peu à peu au socialisme », saris se demander si par là elle n'est pas obligée de sortir de sa vie Ile constitution sociale, de faire sauter cette vieille enveloppe avec autant de violence que l'écrevisse crevant la sienne ; comme si, en Allemagne, elle n'avait pas en outre à rompre les entraves de l'ordre politique encore à demi absolutiste et, par-dessus encore, indiciblement embrouillé. On peut concevoir que la vieille société pourra évoluer pacifiquement vers la nouvelle dans les pays où la représentation populaire concentre en elle tout le pouvoir, où, selon la constitution, on peut faire ce qu'on veut, du moment qu'on a derrière soi la majorité de la nation ; dans des républiques démocratiques comme la France et l'Amérique, dans des monarchies comme l'Angleterre, où le rachat imminent de la dynastie est débattu tous les jours dans la presse, et où cette dynastie est impuissante contre la volonté du peuple. Mais en Allemagne, où le gouvernement est presque tout-puissant, où le Reichstag et les autres corps représentatifs sont sans pouvoir effectif, proclamer de telles choses en Allemagne, et encore sans nécessité, c'est enlever sa feuille de vigne à l'absolutisme et en couvrir la nudité par son propre corps.

Une pareille politique ne peut, à la longue, qu'entraîner le Parti dans une voie fausse. On met au premier plan des questions politiques générales, abstraites, et l'on cache par là les questions concrètes les plus pressantes, qui, aux premiers événements importants, à la première crise politique, viennent d'elles-mêmes s'inscrire à l'ordre du jour. Que peut-il en résulter, sinon ceci que, tout à coup, au moment décisif, le Parti sera pris au dépourvu et que sur les points décisifs il régnera la confusion et l'absence d'unité, parce que ces questions n'auront jamais été discutées ? Allons-nous revoir ce qui est arrivé en son temps pour la question des droits de douane [130], que l'on déclara alors ne concerner que la bourgeoisie et ne pas toucher le moins du monde les travailleurs, et dans laquelle par conséquent, chacun pouvait voter comme il

---

130 La question des droits de douane avait provoqué une scission au sein de la fraction social-démocrate du Reichstag (9 députés social-démocrates avaient été élus en 1878). Le député Kayser * avait voté pour l'élévation des droits de douane sur le fer.

* KAYSER, Max (1853-1888) : Social-démocrate de la fraction d'Eisenach. Rédacteur du Volksboten (le Messager populaire), membre du Reichstag.

voulait, tandis qu'aujourd'hui plus d'un tombe dans l'extrême opposé et, par opposition avec les bourgeois devenus protectionnistes, réédite les absurdités économiques de Cobden [131] et Bright [132], et prêche comme le plus pur socialisme - le plus pur manchestérianisme [133] ?

Cet oubli des grandes considérations essentielles devant les intérêts passagers du jour, cette course aux succès éphémères et la lutte qui se livre tout autour, sans se préoccuper des conséquences ultérieures, cet abandon de l'avenir du mouvement que l'on sacrifie au présent, tout cela a peut-être des mobiles honnêtes. Mais cela est et reste de l'opportunisme. Or, l'opportunisme « honnête » est peut-être le plus dangereux de tous. Quels sont maintenant ces points délicats, mais essentiels ?

Premièrement. - *Une* chose absolument certaine, c'est que notre Parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la domination que sous la forme de la république. démocratique. Cette dernière est même la forme spécifique de la dictature du prolétariat, comme l'a déjà montré la grande Révolution française [134]. N'est-il pas, en effet, inconcevable que nos meilleurs hommes doivent devenir ministres sous un empereur, comme, par exemple, Mique] [135] ?

Or, il semble légalement impossible de poser directement dans le programme la revendication de la république, - et pourtant cela a pu se faire même sous Louis-Philippe, en France, aussi bien qu'en Italie aujourd'hui. Mais le fait qu'il n'est pas même permis d'établir en Allemagne un programme de parti ouvertement républicain, prouve combien formidable est l'illusion qu'on

---

131 COBDEN, Richard (1804-1865) : Homme d'État anglais. Économiste, assura par sa victoire sur les grands propriétaires ruraux, le succès des idées libre-échangistes.

132 BRIGHT, J. (1811-1889) : Homme politique anglais, dirigeant du parti manchestérien ou libre-échangiste.

133 Manchestérianisme, mouvement pour le libre-échange dans la première moitié du XIXe siècle. Les partisans de ce mouvement créèrent une ligue contre les droits de douane sur le blé, dont le siège était à Manchester (d'où manchestérianisme) et dont les représentants les plus célèbres étaient Cobden et Bright.

134 Voir les commentaires de Lénine sur ce passage dans l'État et la révolution, édition citée, pp. 496 et suiv.

135 MIQUEL (1829-1901) ; Homme d'État allemand. Participa à la révolution de 1848. Vers 1850, il fut communiste. Après 1860, adhéra au Parti national libéral. Fut ministre des Finances de Prusse.

pourra, par une voie bonnement pacifique, y organiser la république, et pas seulement la république, mais encore la société communiste.

Cependant, on peut encore à la rigueur esquiver la question de la république. Mais ce qui, à mon avis, devrait et pourrait figurer au programme, c'est la revendication de la *concentration de tout le pouvoir politique dans les mains de la représentation du peuple.* Et cela suffirait, en attendant, si l'on ne peut pas aller plus loin.

Deuxièmement. - La reconstitution de l'Allemagne. D'une part, il faut abolir la subdivision en petits États ; - allez donc révolutionner la société, tant qu'il existera des droits particuliers à la Bavière et au Wurtemberg, tant que la carte de la Thuringe, par exemple, aura l'aspect lamentable de maintenant ! D'autre part, il faut que la Prusse cesse d'exister, qu'elle se décompose en provinces autonomes, afin que l'esprit spécifiquement prussien cesse de peser sur , l'Allemagne. Subdivision en petits États, esprit spécifiquement prussien, voilà les deux côtés de la contradiction où l'Allemagne est enfermée aujourd'hui et dont l'un des côtés doit toujours servir d'excuse et de justification à l'autre. Que faut-il mettre à la place ? A mon avis, le prolétariat ne peut utiliser que la forme de la république une et indivisible. En somme, sur le territoire immense des États-Unis, la république fédérative est aujourd'hui encore une nécessité, bien qu'elle commence d'ores et déjà à être un obstacle dans l'Est. Elle constituerait un progrès en Angleterre, où dans deux îles habitent quatre nations et où, malgré un Parlement unique, existent côte à côte, encore aujourd'hui, trois législations différentes. Dans la petite Suisse, il y a longtemps qu'elle constitue un obstacle tolérable seulement parce que la Suisse se contente d'être un membre purement passif dans le système d'États européen. Pour l'Allemagne, une organisation fédéraliste à la manière suisse serait un recul considérable. Deux points distinguent un État fédéral d'un État unitaire ; c'est d'abord, que chaque État fédéré, chaque canton possède sa propre législation civile et pénale, sa propre organisation judiciaire ; c'est ensuite qu'à côté de la Chambre du peuple, il y a une Chambre des représentants des États, où chaque canton, petit ou grand, vote comme tel. Quant au premier point, nous l'avons dépassé heureusement et nous n'allons pas être assez naïfs pour l'introduire à nouveau. Quant au second, nous l'avons sous la forme du Conseil fédéral et nous pourrions fort bien nous en passer, - d'autant plus que notre « État fédéral » forme déjà la transition vers l'État unitaire. Et il ne nous appartient pas de faire rétrograder la révolution d'en haut, faite en 1866 et 1870 ; au contraire, nous

avons à y apporter le complément et l'amélioration nécessaires par un mouvement d'en bas.

Ainsi donc, république unitaire. Mais pas dans le sens de la République française d'aujourd'hui, qui n'est pas autre chose que l'Empire sans empereur fondé en 1798. De 1792 à 1798, chaque département français, chaque commune eut sa complète autonomie administrative, sur le modèle américain, et c'est ce qu'il nous faut avoir de même. Comment organiser cette autonomie et comment on peut se passer de la bureaucratie, c'est ce que nous ont démontré l'Amérique et la première République française ; et c'est ce que nous montrent encore aujourd'hui l'Australie, le Canada et les autres colonies anglaises. Une semblable autonomie provinciale et communale est beaucoup plus libre que le fédéralisme suisse par exemple, où le canton est, il est vrai, très indépendant à l'égard de la Confédération, mais où il l'est également à l'égard du district *(Bezirk)* et de la commune. Les gouvernements cantonaux nomment des gouverneurs de districts *(Bezirksstatthalter)* et des préfets, dont on ne sait rien dans les pays de langue anglaise et dont, à l'avenir, nous devons nous débarrasser aussi résolument que des conseillers provinciaux et gouvernementaux *(Landrat* et *Regierungsrat)* prussiens.

De toute cela on ne pourra pas mettre grand'chose dans le programme. Si j'en parle, c'est surtout pour marquer le caractère de la situation en Allemagne, où il n'est pas permis de dire de telles choses, et aussi pour montrer en même temps combien s'illusionnent ceux qui veulent, par la voie légale, transférer pareil état de choses dans la société communiste. Et c'est aussi pour rappeler au Comité directeur du Parti qu'il existe encore d'autres questions politiques importantes que la législation directe par le peuple et la justice gratuite, sans laquelle, en fin de compte, nous avancerons tout de même. Vu l'état d'insécurité générale, ces questions peuvent devenir brûlantes du jour au lendemain, et qu'adviendrait-il alors si nous ne les avons pas discutées, si nous ne nous sommes pas mis d'accord à leur sujet ?

Mais ce qui cependant peut entrer dans le programme et qui, d'une façon indirecte au moins, peut servir d'indication pour ce qu'il est impossible de dire, c'est cette revendication :

« Administration autonome complète dans la province, le district et la commune par des fonctionnaires élus au suffrage universel. Suppression de toutes les autorités locales et provinciales nommées par l'État. »

Quant à savoir si en dehors de cela, il serait possible de formuler, en ce qui concerne les points que je viens de discuter, d'autres revendications dans le programme, je ne puis en juger ici aussi bien que vous, là-bas. Mais il est désirable que ces questions soient débattues au sein du Parti, avant qu'il soit trop tard.

1. Je ne saisis pas la différence qu'on établit entre « droit d'élection et droit de vote, respectivement élections et votes ». Si une distinction est nécessaire, il faudrait en tout cas l'exprimer plus clairement ou l'expliquer dans un commentaire qui accompagnerait le projet.

2. « Droit de proposition et de veto du peuple. » Pour *quoi ?* Il faudrait ajouter : pour toutes les lois ou résolutions de la représentation nationale.

5. Séparation complète de l'Église et de l'État. Toutes les communautés religieuses sans exception seront traitées par l'État comme des sociétés privées. Elles perdent toute subvention provenant des deniers publics et toute influence sur les écoles publiques. (On ne peut tout de même pas leur défendre de fonder, par leurs propres moyens, des écoles, *qui leur appartiennent en propre*, et d'y enseigner leurs bêtises !)

6. « Laïcité de l'école » tombe alors, sa place est dans le paragraphe précédent.

8. et 9. Ici, je voudrais attirer l'attention sur ceci : Ces points exigent l' « étatisation » 1. *des avocats,* 2. des *médecins, 3. des pharmaciens, dentistes, sages-femmes, infirmiers, etc.* En outre, on demande pour plus tard l'étatisation totale de l'assurance ouvrière. Est-ce que tout cela pourra être confié à M. de Caprivi [136], et est-ce que tout cela concorde bien avec la déclaration faite précédemment, lorsqu'on s'est prononcé contre tout socialisme d'État ?

10. Ici je mettrais : « Impôts... progressifs pour faire face à toutes les dépenses dans l'État, les districts et la commune, dans la mesure où les impôts seront nécessaires. Suppression de tous les impôts indirects soit de l'État, soit

136 CAPRIVI (1831-1899) : Général et homme d'État prussien. En 1890, il succéda au prince de Bismarck en qualité de chancelier de l'Empire allemand.

locaux. des droits, etc. » Le reste est superflu et n'est qu'un commentaire ou un exposé des motifs ; cela ne peut qu'affaiblir.

III. - Revendications économiques.

. ←

Paragraphe 2. - Nulle part plus qu'en Allemagne le droit de coalition n'a besoin d'une garantie vis-à-vis de l'État. La phrase finale « pour réglementer... » serait à ajouter comme article 4 et à rédiger en conséquence. Ici, il serait à remarquer qu'avec les Chambres de travail composées moitié par des ouvriers et moitié par des patrons, nous serions floués. Avec ce système, les majorités seront pendant des années toujours du côté des patrons, à qui suffirait la présence d'un « mouton noir » parmi les ouvriers. Si l'on ne stipule pas qu'en cas de litige *les deux moitiés* émettront leur opinion *séparément*, il serait de beaucoup préférable d'avoir une Chambre de patrons, et à côté, *une Chambre indépendante d'ouvriers.*

J'exprime le vœu, qu'avant la clôture, on compare encore une fois le programme français [137], où il y aurait, me semble-t-il, beaucoup à prendre, précisément pour le no III. Quant au programme espagnol, je ne puis pas, malheureusement, faute de temps, le rechercher : il est très bon aussi sous beaucoup de rapports.

137 Le programme du Parti ouvrier français, adopté par le congrès national tenu au Havre du 16 au 22 novembre 1880. Les considérants sont de Marx.

IV

Karl MARX et Friedrich ENGELS

LA LUTTE POUR LE PARTI DU PROLÉTARIAT

(Extraits de la correspondance)

I. EXTRAIT D'UNE LETTRE DE MARX À LUDWIG KUGELMANN

. ←

23 février 1865.

Modena Villa, Maitland Park,
Haverstock Hill, London.

Cher ami [138],

J'ai reçu hier votre lettre qui m'a vivement intéressé, et je veux répondre à ses différents points.

Tout d'abord permettez-moi de vous exposer brièvement mes rapports avec Lassalle. Pendant toute son agitation nos relations furent suspendues : 1. à cause de ses fanfaronnades et de ses vantardises doublées du plagiat le plus honteux de mes oeuvres ; 2. parce que je *condamnais* sa tactique *politique ;* et 3. parce que je lui avais déclaré et « démontré », *avant même* qu'il eût commencé son agitation dans le pays, que c'était un non sens de croire que l' « État prussien » pourrait exercer une action *socialiste* directe [139]. Dans les lettres qu'il m'adressa, de 1848 à 1863, ainsi que dans nos entrevues personnelles, il s'était toujours prononcé pour le Parti que je représente. Mais dès qu'il se fût convaincu à Londres (fin 1862) qu'il ne pourrait poursuivre son petit jeu *avec* moi, il décida de se poser en « dictateur ouvrier » contre moi et contre le vieux Parti. Malgré

138 Karl Marx écrivit cette lettre où il s'exprime sans réserve et d'une façon détaillée sur Lassalle, environ six mois après la mort de ce dernier. Les éditeurs de la *Neue Zeit*, lors de la publication des lettres en 1902, détournèrent cette lettre, sans même faire la moindre allusion au fait que la collection des lettres était incomplète. Deux jours après l'envoi de cette lettre à Kugelmann, Marx écrivit à Engels : « Je ne lui ai pas mâché la vérité » (sur Lassalle).

139 Lassalle était persuadé que Bismarck, dans sa lutte contre le particularisme de la petite bourgeoisie, pour l'unification de l'Empire allemand sous l'égide de la Prusse, avait besoin de s'appuyer sur les masses. Il voulait influencer Bismarck dans ce sens, et croyait que l'État prussien, en retour, serait obligé de prendre des mesures socialistes.

tout, je reconnus ses mérites d'agitateur quoique, vers la fin de sa courte carrière, son agitation m'apparût sous un jour de plus en plus équivoque. Sa mort subite, notre vieille amitié, les lettres de deuil de la comtesse de Hatzfeld, ma répugnance pour *l'insolence poltronne* des feuilles bourgeoises envers celui qu'elles avaient tant redouté de son vivant, tout cela me détermina à publier une courte déclaration contre ce misérable de Blind ; mais cette déclaration ne se rapportait pas à l'action même de Lassalle (la Hatzfeld envoya la déclaration à la *Nordstern).* Pour ces mêmes raisons, et dans l'espoir de pouvoir éloigner ainsi des éléments qui me semblaient dangereux, je promis, ainsi qu'Engels, de collaborer au *Sozial-Demokrat* (cet organe avait publié une traduction de *l'Adresse* [140]). Quant à moi, sur son désir, j'envoyai à la mort de Proudhon un article sur ce dernier et je permis à la rédaction de nous considérer comme ses collaborateurs, après que Schweitzer nous eût envoyé un *Programme satisfaisant.* Et, enfin, le fait que *W. Liebknecht* était membre officieux de la rédaction nous fut également une garantie. Cependant, il s'avéra très vite - nous en reçûmes bientôt la preuve - que Lassalle, en fait, avait *trahi* le Parti. Il avait conclu un véritable contrat avec Bismarck (et naturellement sans recevoir aucune garantie de son côté). Il devait se rendre à la fin de septembre 1864 à Hambourg et là (avec le fou Schramm [141] et l'espion de police prussien Marr) *« forcer »* Bismarck à annexer le Schleswig-Holstein, c'est-à-dire proclamer cette annexion au nom des « ouvriers ». En compensation, Bismark avait promis le suffrage universel et quelques charlataneries socialistes. Dommage que Lassalle n'ait pu jouer cette comédie jusqu'au bout ! Elle l'aurait rudement ridiculisé et aurait montré combien il avait été mystifié. Toute autre tentative de ce genre eût été rendue impossible à jamais [142] ?

---

140 L'Adresse inaugurale.

141 Il est question ici de Rudolf Schramm.

142 De certains débats au Reichstag, après 1870, il ressort que Bismarck et Lassalle avaient échangé quelques lettres et eu ensemble des pourparlers. Jusqu'à ces derniers temps, on ne disposa d'aucun document sur le contenu de ces lettres, mais il y a quelques années, on découvrit dans une armoire secrète du ministère de l'Intérieur de Prusse, la correspondance entre Lassalle et Bismarck. Ces documents montrent que Lassalle prenait très au sérieux la possibilité d'une « royauté sociale » et croyait pouvoir convaincre Bismarck que, sans son aide, il ne réaliserait pas l'unification de l'Empire allemand. L'annexion du Schleswig-Holstein « par les ouvriers » faisait partie de son plan d'alliance politique avec Bismarck.

Lassalle s'est engagé sur cette fausse route parce que, dans le genre de M. Miquel, c'était un *Realpolitiker* [143] mais de plus grande envergure et avec des mobiles plus élevés. *(By the bye* [144]. j'étais depuis si longtemps fixé sur Miquel que je m'expliquais son attitude par le fait que la *National Verein* [145] était une superbe occasion pour cet avocaillon du *Hanovre* de se faire écouter par l'Allemagne en dehors des quatre murs de sa maison. Il voulait aussi, d'une façon rétroactive, faire valoir sa personne dans le Hanovre et jouer le « Mirabeau *hanovrien » sous* la protection *de la Prusse.)* Tout comme Miquel et ses amis actuels s'emparent de l' « ère nouvelle » inaugurée par le prince régent de Prusse pour *nationalzuvereinlern* [146] et se cramponner « au faîte prussien » tout comme ils déployèrent leur « fierté bourgeoise » sous la *protection de la Prusse,* de même Lassalle voulait jouer au marquis Posa [147] du prolétariat avec le Philippe Il d'Uckermarck [148] ; et Bismarck devait servir d'entremetteur entre la royauté prussienne et lui. D'ailleurs, il ne faisait ainsi qu'imiter ces messieurs de la *National Verein.* Mais tandis que ces derniers firent appel à la « réaction » prussienne dans l'intérêt de la classe moyenne, Lassalle serra la main de Bismarck dans l'intérêt du prolétariat. Dans un sens, l'attitude de ces gens était plus justifiée que celle de Lassalle, le bourgeois étant habitué en « réaliste » à ne considérer comme son intérêt le plus immédiat que celui qui se trouve le plus près du bout de son nez. En outre, cette classe a toujours, en fait, conclu un compromis, même avec la féodalité, tandis que la

---

143 Homme politique pour qui seule la « réalité », c'est-à-dire les résultats immédiats, compte.

144 Soit dit en passant.

145 L'Union *nationale : une* association de la grande bourgeoisie créée vers 1860. Parmi ses fondateurs se trouvaient un grand nombre de participants à la révolution de 1848. Les membres de la *National* Verein fondèrent plus tard la Parti national libéral qui conclut le compromis avec Bismarck (et la Prusse).

146 Nationalzuvereinlern, créer une National Verein, conclure un compromis avec Bismarck. Le gouvernement du prince régent de Prusse ayant instauré un régime un peu plus libéral, après dix années de réaction noire, l'ancienne bourgeoisie d'opposition s'empressa de saluer cette « ère nouvelle » et s'accommoda de la domination prussienne, de son militarisme, de sa bureaucratie.

147 Le marquis Posa est le héros d'une pièce de Schiller ; il se fait fort de « persuader » le tyran Philippe II de la justesse de sa cause. Le marquis Pm est devenu le symbole du chef qui croit pouvoir modifier le cours de l'histoire grâce à ses qualités personnelles, son intelligence, etc.

148 Le roi de Prusse.

classe ouvrière, par la nature même des choses, doit être sincèrement révolutionnaire.

Pour une nature théâtralement altière comme celle de Lassalle, que des vétilles telles que postes, titres de bourgmestres, etc., ne pouvaient corrompre, c'était une pensée bien séduisante : une action directe en faveur du prolétariat, réalisée par Ferdinand Lassalle ! En fait, il était trop ignorant des véritables conditions économiques d'une telle action pour pouvoir faire œuvre de critique envers lui-même. Quant aux ouvriers allemands, ils étaient tombés trop bas à la suite de la vile *politique de réalités* par laquelle les bourgeois allemands avaient enduré la réaction de 1849-1859 et toléré l'abrutissement du peuple, pour ne pas acclamer ce sauveur charlatanesque qui leur promettait de les faire passer d'un seul bond en terre sainte !

Reprenons le fil interrompu plus haut : à peine le *Sozial-Demokrat* était-il fondé, qu'on s'aperçut que la vieille Hatzfeld voulait exécuter après coup le « testament » de Lassalle. Elle était en relations avec Bismarck par l'intermédiaire de Wagener, de la *Kreuzzeitung*. Elle mit *l'Arbeiterverein (Allegemeinen Deutschen* [149]), le *Sozial-Demokrat*, etc. à la disposition de ce dernier. L'annexion du Schleswig-Holstein devait être proclamée dans le *Sozial-Demokrat* et Bismarck reconnu patron. Tout ce plan fut *déjoué* par la présence de Liebknecht à Berlin et à la rédaction du *Sozial-Demokrat.* Quoique la rédaction de la feuille nous déplût fort, à Engels et à moi, malgré le culte flagorneur pour Lassalle, la coquetterie occasionnelle avec Bismarck, etc., qui étaient en vigueur, il était naturellement beaucoup plus important pour le moment, de ne pas rompre publiquement avec la feuille, afin de déjouer l'intrigue de la vieille Hatzfeld et d'empêcher que le Parti ouvrier fût complètement compromis. C'est pourquoi nous fîmes *bonne mine à mauvais jeu* [150] tout en écrivant *privatim* au *Sozial-Demokrat* qu'il devait faire front aussi bien à Bismarck qu'aux progressistes. Nous tolérâmes même les *intrigues* de Bernhard Becker (ce vaniteux plein de lui-même qui prenait au sérieux l'importance que Lassalle lui avait léguée par testament) contre *l'International Workingmen's Association* [151].

149 L'Association générale ouvrière allemande.

150 En français dans le texte.

151 L'Association internationale des travailleurs.

Pendant ce temps, les articles de M. Schweitzer dans le Sozial-Demokrat devenaient de plus en plus bismarckiens. Je lui avais écrit auparavant qu'on pouvait intimider les progressistes dans la « question de la coalition », mais que le gouvernement prussien, au grand jamais, n'accepterait la suppression complète de la loi de coalition, car cela signifierait une brèche dans la bureaucratie, mettrait les ouvriers hors de tutelle, entraînerait la suppression du règlement pour les domestiques, l'abolition de la bastonnade à la campagne, etc., ce que Bismarck ne permettrait jamais, et qui est même incompatible avec l'État de fonctionnaires prussien. J'ajoutai même que, si la Chambre rejetait la loi de coalition, le gouvernement, pour la maintenir, se retrancherait derrière de grandes phrases (disant, par exemple, que la question sociale exige des mesures « plus profondes », etc.). Tout cela se confirma. Et que fit M. Schweitzer ? Il écrivit un article en faveur de Bismarck et réserva tout son héroïsme contre des infiniment petits [152] tels que Schulze, Faucher, etc.

Je suis persuadé que Schweitzer et consorts agissent de bonne foi, mais ce sont des Realpolitiker. Ils veulent faire la part des circonstances existantes et ne pas laisser aux Miquel et Cie le privilège de la « politique de réalités ». (Ces derniers semblent vouloir se réserver le droit d'intermixture [153] avec le gouvernement prussien.) Ils savent que les feuilles ouvrières et le mouvement ouvrier en Prusse (et, par conséquent, dans le reste de l'Allemagne) ne se maintiennent que par la grâce de la police [154]. Ils veulent donc Prendre les choses comme elles sont, ne pas provoquer le gouvernement, etc., tout comme nos Realpolitiker républicains sont prêts à accepter un Hohenzollern comme empereur « par-dessus le marché ». Mais, comme je ne suis pas un Realpolitiker, j'ai estimé nécessaire de démissionner avec Engels, du Sozial-Demokrat, en faisant une déclaration publique. (Vous la trouverez bientôt dans quelque journal.)

Vous voyez par là, du même coup, pourquoi je ne peux actuellement rien faire en Prusse. Le gouvernement prussien a refusé catégoriquement de me renationaliser. On ne me permettrait l'agitation en Prusse que si elle revêtait des formes agréables à un M. de Bismarck.

---

152 En français dans le texte.

153 Compromission.

154 En français dans le texte.

J'y préfère cent fois mon agitation ici, dans l'Association internationale. L'influence sur le prolétariat anglais est directe et de la plus haute importance. Nous piochons actuellement la question du suffrage universel qui a ici, naturellement, une tout autre importance qu'en Prusse.

Dans l'ensemble, les progrès de cette Association dépassent toutes les attentes, ici, à Paris, en Belgique, en Suisse, en Italie. Il n'y a qu'en Allemagne que les successeurs de Lassalle, naturellement, s'opposent à moi. D'une part, ils craignent d'une façon insensée d'y perdre leur importance ; d'autre part, ils connaissent mon aversion prononcé contre ce que les Allemands appellent Realpolitik. (Il s'agit de cette sorte de « réalité » qui place l'Allemagne si loin en arrière de tous les pays civilisés.)

Étant donné que toute personne qui achète une carte de 1 shilling peut devenir membre de l'Association, que les Français ont choisi cette forme de l'adhésion individuelle (ainsi que les Belges), car la loi leur interdit de se joindre à nous en tant qu' « Association », et puisque la situation est semblable en Allemagne, je viens de décider d'inviter mes amis d'ici et ceux d'Allemagne à fonder de petites sociétés dans chaque localité, quel que soit le nombre de membres, et où chacun d'eux pourra prendre une card of membership [155]. L'Association anglaise étant publique, rien ne s'oppose à cette façon d'agir, même en France. J'aimerais également que vous entriez de cette manière en relations avec Londres, dans votre proche entourage.

155 Carte d'adhérent.

II. EXTRAIT D'UNE LETTRE DE MARX À BOLTE

. ←

Le 29 novembre 1871.

L'Internationale a été fondée pour remplacer par l'organisation effective de la classe ouvrière pour la lutte, les sectes socialistes ou demi-socialistes. Les statuts primitifs ainsi que l'Adresse inaugurale le révèlent au premier coup d'œil. D'autre part, l'Internationale n'aurait pas pu s'affirmer si la marche de l'histoire n'avait déjà mis en pièces le régime des sectes. Le développement des sectes socialistes et celui du mouvement ouvrier réel, sont constamment en rapport inverse. Tant que ces sectes se justifient (historiquement) la classe ouvrière n'est pas encore mûre pour un mouvement historique autonome. Dès qu'elle atteint cette maturité. toutes les sectes sont réactionnaires par essence. Cependant dans l'histoire de l'Internationale, on a vu se répéter ce que l'histoire montre partout. Ce qui est vieilli cherche à se reconstituer et à se maintenir à l'intérieur même de la forme nouvellement acquise.

Et l'histoire de l'Internationale a été une *lutte continuelle* du *Conseil général* contre les sectes et les tentatives d'amateurs qui, dans le cadre de l'Internationale, cherchaient à s'affirmer contre le mouvement réel de la classe ouvrière. Cette lutte fut menée dans les *congrès,* mais davantage encore dans les négociations privées entre le Conseil général et les différentes sections.

Comme à Paris les proudhoniens (les mutualistes [156]) étaient co-fondateurs de l'Association, il était naturel qu'à Paris ils mènent la barque pendant les premières années. Par la suite, il s'est formé naturellement là-bas des groupes collectivistes, positivistes, etc., s'opposant à eux.

156 Mutualistes : c'est ainsi qu'on appelait les proudhoniens.

En Allemagne, c'était la clique de Lassalle. Moi-même j'ai été en correspondance pendant deux ans avec le trop fameux Schweitzer et je lui ai démontré d'une manière irréfutable que l'organisation de Lassalle n'était qu'une simple organisation de secte et, comme telle, hostile à l'organisation du mouvement ouvrier *réel* que cherchait l'Internationale. Il avait des « raisons » à lui pour ne pas comprendre.

Vers la fin de l'année 1868, le Russe Bakounine adhéra à *l'Internationale* dans le but de créer à l'intérieur de celle-ci *une deuxième Internationale,* dont il serait le chef, sous le nom d' « Alliance *de la démocratie socialiste* ». Dépourvu de toute connaissance théorique, il prétendait représenter dans ce corps particulier la propagande scientifique de l'Internationale et faire de cette propagande le rôle spécifique de cette deuxième Internationale à l'intérieur de l'Internationale.

Son programme était un pêle-mêle superficiel ramassé de droite et de gauche avec comme *point d'aboutissement* du mouvement social *l'égalité des classes (!), l'abolition du droit d'héritage* (une idiotie saint-simonienne), *l'athéisme* prescrit comme *dogme* aux membres, et comme dogme essentiel *(proudhonien) se tenir à l'écart du mouvement politique.*

Cet abécédaire a trouvé un écho (et se maintient dans une certaine mesure) en Italie et en Espagne où les conditions concrètes du mouvement ouvrier sont peu développées encore et parmi quelques doctrinaires vaniteux, ambitieux et vides en Suisse romande et en Belgique.

Pour Monsieur Bakounine, la doctrine (son fatras mendié chez Proudhon, Saint-Simon, etc.) était et est chose accessoire ; ce n'est qu'un moyen destiné à le mettre personnellement en valeur. Comme théoricien il est nul ; mais comme intrigant il est dans son élément.

Le Conseil général eut à lutter pendant des années contre cette conspiration (soutenue jusqu'à un certain point par les proudhoniens français, notamment dans le Midi de la France). Il a finalement porté le coup préparé de longue main par les décisions 1, 2 et 3, IX, XVI et XVII de la conférence [157].

---

157 Marx fait allusion à la conférence de la ire Internationale à Londres (septembre 1871) qui s'est occupée spécialement du problème de l'organisation politique de la classe ouvrière. Les résolutions mentionnées par Marx se rapportent aux problèmes suivants : 1, 2, 3 : Consolidation de l'Internationale. Renforcement de la centralisation et du rôle directeur du Conseil général. IX : Nécessité d'un parti politique autonome du prolétariat

Il va de soi que le Conseil général ne soutient pas en Amérique ce qu'il combat en Europe. Les décisions 1, 2, 3 et IX donnent les armes légales au Comité de New York pour en finir avec les sectes et tous les groupes d'amateurs, et les exclure, si besoin est.

Le but final du political movement [mouvement politique] de la classe ouvrière est naturellement la conquête du political power [pouvoir politique] ; à cet effet, il faut naturellement une previous organisation de la working class [organisation préalable de la classe ouvrière] développée jusqu'à un certain point, issue elle-même de ses propres luttes économiques.

Mais, d'autre part, tout mouvement qui oppose la classe ouvrière en tant que classe à la classe au pouvoir et cherche à la vaincre par une pressure from out [pression de l'extérieur] est un political movement [mouvement politique]. Par exemple, la tentative faite dans une usine particulière ou bien encore dans un corps de métier pris à part, pour forcer certains capitalistes par des grèves, etc. à réduire la durée du travail, est un mouvement purement économique, par contre, le mouvement qui essaye d'arracher une loi sur la journée de huit heures, etc. est un mouvement politique. C'est ainsi que partout un mouvement politique naît de tous ces mouvements économiques isolés des ouvriers, c'est-à-dire un mouvement de la classe pour faire triompher ses intérêts sous une forme générale, sous une forme qui a une force générale socialement efficace. Si ces mouvements supposent une certaine organisation préalable, ils sont, pour leur part et dans la même mesure, des moyens de développer cette organisation.

Là où la classe ouvrière n'est pas suffisamment organisée pour mener une campagne décisive contre le pouvoir collectif, c'est-à-dire contre le pouvoir politique des classes dominantes, il faut, en tout cas, l'y entraîner par l'agitation continuelle contre l'attitude adoptée en politique par les classes dominantes, attitude qui nous est hostile. Dans le cas contraire, elle reste un jouet entre leurs mains, la révolution de septembre en France nous en a donné la preuve : de même que, dans une certaine mesure, le jeu qui réussit jusqu'à présent en Angleterre à Monsieur Gladstone et Cie [158].

---

et de la liaison la plus étroite entre la lutte politique et économique. XVI et XVII : Liquidation du groupement fractionnel de Bakounine (Alliance).

158 Au sujet de la révolution du 4 septembre 1870 en France, voir *La Guerre civile en France*. Par « le jeu de Gladstone », Marx fait allusion à l'influence des libéraux, parti bourgeois (leur chef était Gladstone) sur les chefs des trade-unions.

III. EXTRAIT D'UNE LETTRE D'ENGELS

. ←

À FRIEDRICH CUNO

Londres le 24 janvier 1872.

... Bakounine, qui, jusqu'en 1868, avait intrigué contre elle, adhéra à l'Internationale après avoir fait fiasco au congrès de la paix à Berne [159] et commença aussitôt à conspirer de l'intérieur contre le Conseil général. Bakounine a une théorie très particulière, un salmigondis de proudhonisme et de communisme, dans lequel l'essentiel en premier lieu est que pour lui le principal mal à éliminer n'est pas le capital, et par suite l'opposition de classe entre capitalistes et salariés qui résulte de l'évolution sociale, mais l'État. Tandis que la grande masse des ouvriers social-démocrates considère avec nous que le pouvoir de l'État n'est rien d'autre que l'organisation que les classes dominantes - propriétaires fonciers et capitalistes - se sont donnée pour défendre leurs privilèges sociaux, Bakounine prétend que *l'État* a créé le capital, que le capitaliste ne détient son capital *que* par la *grâce* de l'État. En conséquence, comme le mal principal est pour lui l'État, il faudrait avant tout supprimer l'État et le capital s'en irait alors de lui-même au diable. A l'opposé, nous disons, nous : abolissez le capital, l'appropriation de l'ensemble des moyens de production entre les mains de quelques-uns, alors l'État s'effondrera de lui-même. La différence est essentielle : l'abolition de l'État sans révolution sociale préalable est une absurdité, l'abolition du capital constitue précisément la révolution sociale et renferme en soi une transformation de l'ensemble des moyens de production. Or, comme pour Bakounine l'État est le mal fondamental, on ne doit rien faire qui puisse maintenir en vie l'État, c'est-à-dire n'importe quel État, qu'il soit république, monarchie ou autre. En conséquence, il faut *rester entièrement à l'écart de toute politique.* Commettre un acte politique, et, en particulier, participer à une élection, serait trahir les principes.

159 Le congrès de la « Ligue pour la paix », association pacifiste bourgeoise, eut lieu à Berne en septembre 1868. Bakounine y participa.

Il faut faire de la propagande, déblatérer contre l'État, s'organiser, et, quand on a *tous* les travailleurs de son côté, donc la majorité, on dépose toutes les autorités, on abolit l'État et on le remplace par l'organisation de l'Internationale. Ce haut fait, par quoi commence le royaume millénaire, s'appelle la liquidation sociale.

Tout cela rend un son extrêmement radical, et c'est si simple qu'on peut l'apprendre par cœur en cinq minutes ; c'est aussi pourquoi, en Italie et en Espagne, cette théorie bakouniniste a rapidement trouvé un écho auprès de jeunes avocats, de docteurs et d'autres doctrinaires. Mais la masse des travailleurs ne se laissera jamais mettre dans la tête que les affaires publiques de son pays ne sont pas en même temps ses propres affaires ; les travailleurs sont *politiques par* nature, et celui qui leur raconte qu'ils doivent laisser la politique de côté, ils le laissent finalement en plan. Prêcher aux ouvriers de s'abstenir de la politique en toutes circonstances, c'est les pousser dans les bras des curés ou des républicains bourgeois.

Or, comme, d'après Bakounine, l'Internationale ne doit pas être créée pour la lutte politique, mais pour pouvoir immédiatement, lors de la liquidation sociale, remplacer l'ancienne organisation de l'État, son devoir est de se rapprocher le plus possible de l'idéal bakouniniste de la société de l'avenir. Dans cette société, il n'existe avant tout aucune *autorité*, car l'autorité... c'est l'État... cela ne vaut absolument rien (comment les gens veulent faire tourner une usine, rouler un train, conduire un navire sans une volonté qui décide en dernière instance, cela ils ne nous le disent certes pas). Même l'autorité de la majorité sur la minorité cesse. Chaque individu, chaque commune sont autonomes ; mais comment une société, fût-elle de deux hommes seulement, serait possible sans que chacun abandonne une parcelle de son autonomie, là-dessus Bakounine est également muet. Donc l'Internationale doit, elle aussi, être organisée d'après ce modèle. Chaque section est autonome, et dans chaque section, chaque individu. Au diable les *résolutions de Bâle* [160], qui confèrent au Conseil général une autorité pernicieuse et qui le démoralisent lui-même ! Même si cette autorité est conférée *volontairement*, elle doit cesser, précisément *parce* qu'elle est autorité !

Tels sont, en bref, les points principaux de la charlatanerie...

---

160 Engels pense aux résolutions du congrès de la ire internationale à Bâle (septembre 1869) qui élargissaient les pouvoirs du Conseil général. Les bakouninistes menèrent une campagne acharnée pour faire annuler ces résolutions.

IV. EXTRAIT D'UNE LETTRE D'ENGELS À FRIEDRICH ALBERT SORGE

. ←

Londres, le *12* septembre 1874.

Au surplus, avec ta démission, la *vieille* Internationale est complètement finie et elle cesse d'exister. Et c'est bien ainsi. Elle appartenait à la période du Second Empire où la pression qui régnait dans toute l'Europe prescrivait au mouvement ouvrier en plein réveil de s'unir et de s'abstenir de toute polémique intérieure. C'était le moment où les intérêts cosmopolites communs du prolétariat pouvaient passer au premier plan. L'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, le Danemark venaient tout juste d'entrer dans le mouvement ou y entraient. Dans toute l'Europe, c'est-à-dire dans les masses, le caractère théorique du mouvement lui-même était en réalité très obscur encore en 1864 ; le communisme allemand n'existait pas encore en tant que parti ouvrier ; le proudhonisme était trop faible pour pouvoir faire parader ses marottes particulières, le nouveau bric-à-brac de Bakounine n'existait même pas encore dans sa propre tête, les chefs des trade-unions anglaises eux-mêmes croyaient pouvoir entrer dans le mouvement sur la base du programme énoncé dans les Considérants des statuts [161]. Le premier grand succès devait faire éclater cette collaboration naïve des fractions. Ce succès a été la Commune, qui était absolument, quant à l'esprit, l'enfant de l'Internationale, bien que l'Internationale n'ait pas remué le petit doigt pour la provoquer et qu'elle en ait été de plein droit rendue responsable. Dès que, avec la Commune, l'Internationale fut devenue une puissance morale en Europe, la querelle commença. Chaque orientation voulut exploiter le succès pour elle-même. L'immanquable décadence arriva. Jaloux de la puissance grandissante des seuls gens qui étaient effectivement prêts à continuer à travailler sur la base du vieux programme large - les communistes allemands, - les proudhoniens belges se jetèrent dans les bras des aventuriers bakouninistes. En fait, avec le congrès de la Haye c'en fut fini, et à vrai dire pour les deux partis. Le seul pays où l'on pût encore faire quelque

161 Cf. l'Adresse inaugurale.

chose au nom de l'Internationale était l'Amérique et un heureux instinct y transféra la direction suprême. Maintenant, le prestige est épuisé là-bas aussi, et tout effort ultérieur pour lui insuffler une vie nouvelle serait folie et gaspillage de force. L'Intemationale a d'un côté - du côté où est l'avenir - dominé dix ans de l'histoire de l'Europe et elle peut jeter un regard de fierté sur son travail passé. Mais, sous sa forme ancienne, elle s'est survécue à elle-même. Pour provoquer une nouvelle Internationale à la manière de l'ancienne, une alliance des partis prolétariens de tous les pays, il faudrait un abattement général du mouvement ouvrier, tel qu'il a prédominé de 1849 à 1864. Pour cela le monde du prolétariat a trop grandi, il a pris trop d'ampleur. Je crois que la prochaine Internationale, - après quelques années d'influence des œuvres de Marx, - sera directement communiste et que ce sont nos principes qu'elle arborera...

V. EXTRAIT D'UNE LETTRE DE MARX À FRIEDRICH ALBERT SORGE

. ←

19 octobre 1877.

En Allemagne, un esprit « pourri » a prévalu dans notre Parti, non point tant dans la masse que parmi les chefs (supérieurs et « ouvriers »). Le compromis avec les lassalliens [162] a mené au compromis avec d'autres médiocrités : à Berlin (par l'intermédiaire de *Most)* avec Dühring et ses « admirateurs », mais, en outre, avec toute une bande d'étudiants sans maturité et de docteurs trop savants qui veulent donner au socialisme une tournure « idéale plus haute », c'est-à-dire remplacer la base matérialiste (qui exige une étude sérieuse et objective quand on veut opérer sur elle) par la mythologie moderne avec ses déesses de justice, liberté, égalité et *fraternité.* Le docteur Hochberg, qui édite la *Zukunft* est un représentant de cette tendance et il s'est « acheté sa place dans le Parti », avec les intentions « les plus nobles », je suppose, mais je me moque des « intentions ». Il est rare qu'ait vu le jour quelque chose de plus misérable que son programme de la *Zukunft* avec plus de « suffisance modeste ».

Les travailleurs eux-mêmes, lorsque, comme M. Most et consorts, ils abandonnent le travail pour devenir des *hommes de lettres de profession*, causent toujours des désastres « au point de vue théorique » et ils sont toujours prêts à s'associer à des cerveaux confus de la caste soi-disant « cultivée ». C'est surtout ce qu'il a fallu tant de travail et de peine pour balayer des esprits des ouvriers allemands et leur a donné la supériorité théorique (et par suite pratique) sur les Français et les Anglais, - le socialisme utopique, les continuels jeux d'imagination sur la structure de la société future, - c'est cela qui fait fureur et sous une forme bien plus vide encore, non seulement en comparaison des grands utopistes français et anglais, mais même de... Weitling. Il est naturel que l'utopisme, qui *avant* le temps du socialisme matérialiste critique contenait celui-ci en germe, ne puisse plus être que niais, maintenant où il vient *après coup*, niais, fade et foncièrement réactionnaire...

---

162 Allusion à l'unification à Gotha des lassalliens et de « ceux d'Eisenach ».

V

V. I. LÉNINE

SUR LA CRITIQUE DU PROGRAMME DE GOTHA [163]

LETTRE D'ENGELS À BEBEL

. ←

D'une *extrême* importance pour la question de l'État est la lettre d'Engels à Bebel du *18/28. III.* 1875.

(BEBEL, *Aus meinem Leben, IVe* partie, p. *318* et suivantes, Stuttgart 1911. - Préface du 2. IX. 1911.)

Voici le passage le plus important au complet :

... L'État populaire est devenu un État libre. D'après le sens grammatical de ces termes, un État libre est un État qui est libre à l'égard de ses citoyens, c'est-à-dire un État à gouvernement despotique. Il conviendrait d'abandonner tout ce bavardage sur l'État surtout *après la Commune qui* n'était plus un État au sens propre. Les anarchistes nous ont assez jeté à la tête l' « *État populaire* » bien que déjà le livre de Marx contre Proudhon, et puis le *Manifeste communiste* disent

N.B.

N. B.

163 Extrait du cahier « Le Marxisme au sujet de l'État » (janvier-février 1917.)

explicitement *qu'avec l'instauration du régime socialiste* l'État se dissout de lui-même et disparaît. L'État n'étant qu'une institution temporaire dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer par la force ses adversaires, il est absolument absurde de parler d'un État populaire libre : tant que le prolétariat a encore *besoin* [souligné par Engels] de l'État, *ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires.*

N. B.

Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'État cesse d'exister comme tel. Aussi proposerions-nous de mettre partout à la place du mot *État* [souligné par Engels] le mot « communauté », excellent vieux mot allemand répondant au mot français « commune ».

C'est sans doute chez Marx et Engels le passage le plus parfait et certainement le plus incisif, pour ainsi dire, *contre* l'État.

1. « Il conviendrait d'abandonner tout ce bavardage sur l'État. »

2. La Commune n'était plus un État au sens propre. » (Quoi donc alors ? Manifestement la forme de transition de l'État au Non-État !)

3. Les anarchistes nous ont assez « jeté à la tête » l' « État populaire ». (Marx et Engels avaient donc honte de cette erreur manifeste de leurs amis allemands ; toutefois, ils la tenaient, et à juste raison dans les *conditions d'alors,* pour une erreur incomparablement moins importante que l'erreur des anarchistes. Cela N. B. !)

4. L'État « se décompose de lui-même « (se dissout »), *Notabene* et disparaît » (Cf. plus tard « dépérit ») « avec l'instauration du régime social socialiste »...

5. L'État est une « institution temporaire », dont on se sert « dans la lutte, dans la Révolution »... (dont bien entendu le *prolétariat* se sert)...

6. On se sert de l'État *non point pour la liberté,* mais pour *réprimer (?* réprimer n'est pas opprimer au sens propre, mais empêcher de restaurer, tenir en sujétion) les *ennemis* du *prolétariat.*

7. Et quand il y aura liberté il n'y aura pas d'État.

Habituellement on tient les notions de « liberté » et de « démocratie » pour identiques et l'on emploie fréquemment l'une pour l'autre. C'est justement ainsi qu'en jugent les marxistes vulgaires (et à leur tête Kautsky, Plékhanov et Cie). En réalité, la démocratie exclut la liberté. La dialectique (la marche) du développement est la suivante : de l'absolutisme à la démocratie bourgeoise ; de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne ; de la démocratie prolétarienne à pas de démocratie.

8. « Nous » (c'est-à-dire Engels et *Marx)* proposerions de mettre *partout* (dans le programme) à la place du mot « État » « communauté », « commune » ! ! !

N.B. ! ! !

Cela montre clairement que Marx et Engels ont été abêtis et souillés non seulement par les opportunistes, mais aussi par Kautsky.

De ces 8 pensées d'une richesse extraordinaire, les opportunistes n'en ont *pas* compris *une seule ! !*

Ils n'ont pris *que* la nécessité pratique du présent : l'utilisation de la lutte politique, l'utilisation de l'État *actuel* pour former, éduquer le prolétariat, pour « obtenir

des concessions ».

C'est juste (contre les anarchistes), mais ce n'est qu'1/100 du marxisme, si l'on peut s'exprimer de façon aussi mathématique.

Dans son activité de propagandiste et de publiciste en général, Kautsky a complètement étouffé (ou oublié ? ou pas compris ?) les points 1, 2, 5, 6, 7, 8 ainsi que la « mise en pièces » de Marx (dans la polémique contre Pannekoek, en 1912 ou 13 [voir plus bas pp. 45-47]. Kautsky était déjà dans cette question tout à fait tombé dans l'opportunisme).

Des anarchistes nous sépare [...] l'utilisation de l'État *maintenant* et [...] pendant la *révolution* du prolétariat « (dictature du prolétariat ») questions de la plus haute importance pour la pratique dès maintenant (c'est précisément elles que Boukharine a *oubliées !).*

Des opportunistes nous séparent les vérités plus profondes « plus impérissables » [...] du caractère « temporaire » de l'État, [...] de la *nocivité* du « bavardage » sur l'État à présent, [...] du caractère non entièrement étatique de la dictature du prolétariat, [...] de la contradiction entre l'État et la liberté, [...] de l'idée plus exacte (de la notion, terme du programme) de « communauté » au lieu d'État, [...] de la mise en pièces » de la machine bureaucratico-militaire. Il ne faut pas non plus oublier que si la *dictature du prolétariat* est repoussé directement par les opportunistes avérés d'Allemagne (Bernstein, Kolb entre autres) elle l'est *indirectement* par le programme officiel et par Kautsky, du fait qu'on la passe sous silence dans l'agitation de chaque jour et qu'on *supporte* l'activité de renégat des Kolb et consorts.

En août *1916, il* a été écrit à Boukharine :

« Laisse *mûrir* tes idées sur l'État ». Mais lui ne les *a pas laissé* mûrir, il s'est glissé dans la presse comme « N*otabene » et* il l'a fait de telle sorte qu'au lieu de démasquer les partisans de Kautsky, il leur est *venu en aide* par ses fautes. Dans le fond, cependant, Boukharine est plus près de la vérité que Kautsky.

MARX.
CRITIQUE DU PROGRAMME DE GOTHA

. ←

Lettre de Engels à Bebel, écrite le 18/28. III. 1875.

Lettre de Marx à Bracke avec *Critique du programme de Gotha* écrite plus d'un mois après : le 5. V. 1875. (Neue Zeit IX. I. 1891.) (1890-1891 no 18.)

À première vue, Marx semble être dans cette lettre bien plus « étatiste » qu'Engels, s'il est permis d'employer cette expression triviale de nos ennemis.

Engels propose (1) en général de ne pas parler de l'État ; (2) de remplacer ce mot par lé mot « commune » ; (3) s'il déclare même de la Commune (c'est-à-dire de la « dictature du prolétariat qu'elle « n'était plus un État au sens propre », Marx ne dit pas un mot de tout cela, mais, au contraire, il parle même « de l'État futur dans la société communiste » ! ! (Neue Zeit, IX. 1. p. 573.)

À première vue, on pourrait avoir l'impression d'une contradiction banale, d'une confusion ou d'une divergence ! Mais, à première vue seulement !

Voici dans son texte complet le passage décisif (sur cette question) dans la lettre de Marx :

La « société actuelle », c'est la société capitaliste qui existe dans tous les pays civilisés, plus ou moins expurgée des éléments moyenâgeux, plus ou moins modifiée par l'évolution historique particulière à chaque pays, plus ou moins développée. L' « État actuel », au contraire, change avec la frontière. Il est dans l'Empire prusso-allemand autre qu'en Suisse, en Angleterre autre qu'aux États-Unis. L' « État actuel » est donc une fiction.

Cependant, les divers États des divers pays civilisés, nonobstant la multiple diversité de leurs formes, ont tous ceci de commun qu'ils reposent sur le terrain de la société bourgeoise moderne plus ou moins développée au point de vue capitaliste. C'est ce qui fait que certains caractères essentiels leur sont communs. En ce sens, l'on peut parler d' « État actuel » pris comme expression générique, par contraste avec l'avenir où la société bourgeoise, qui lui sert à présent de racine aura cessé d'exister.

Dès lors, la question se pose : quelle transformation subira *l'État dans une société communiste ?* Autrement dit . quelles fonctions *sociales s'y maintiendront analogues aux fonctions actuelles de l'État ?* Seule, la science peut répondre à cette question ; et ce n'est Pas en accouplant de mille manières le mot « Peuple » avec le mot « État » qu'on fera avancer le problème d'un saut de puce. N.B.

Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de

transition politique où l'État ne saurait être autre chose que la *dictature révolutionnaire du Prolétariat* [souligné par Marx].

Le programme n'a pas à s'occuper pour l'instant, ni de cette dernière, ni *de l'État futur dans la société communiste.*

> Il est évident que c'est là un reproche ; cela ressort de la phrase suivante : le programme a « à s'occuper » de la vieille litanie démocratique, *mais non* des questions de la dictature révolutionnaire du prolétariat et de l'État dans la société communiste...

Les revendications politiques ne contiennent rien de plus que la vieille litanie démocratique comme de tout le monde : suffrage universel, législation directe, droit du peuple, milice populaire, etc. Elles sont simplement l'écho du Parti populaire bourgeois de la Ligue de la paix et de la liberté... (p. 573)

(Ces revendications seraient déjà « réalisées », toutefois nullement à l'intérieur des frontières de l'État allemand, mais dans d'autres, en Suisse, aux États-Unis. Ces revendications ne seraient à leur place *que dans une République démocratique.* Le programme ne réclamerait pas la République, comme le faisaient, sous Louis-Philippe et Louis-Napoléon, les ouvriers français dans leur programme, cela est impossible en Allemagne, en conséquence cela n'aurait aucun sens de réclamer du despotisme militaire des choses qui ne seraient à leur place que dans une république démocratique... même la démocratie vulgaire

est encore à cent coudées au-dessus d'un démocratisme de cette sorte, confiné dans les limites de ce qui est autorisé par la police et prohibée par la logique.)

Très bien (et très important).

En ces termes, Marx a pour ainsi dire prévu toute la trivialité du kautskysme : discours doucereux sur toutes sortes de bonnes choses qui aboutissent à embellir la réalité, car en y étouffe ou on y laisse dans l'ombre l'inconciliabilité de la paix démocratique et de l'impérialisme, de la démocratie et de la monarchie, etc.

Donc, la dictature du prolétariat est une « période de transition politique » ; il est évident que *l'État de cette période* est, lui aussi, une transition entre l'État et le non-État ; c'est-à-dire « n'est plus un État au sens propre ». Par suite, il n'existe absolument aucune contradiction entre Marx et Engels sur cette question.

Mais Marx continue à parler de « l'État futur dans la société communiste » ! ! Donc, il y aura un État même dans « la société communiste » ! ! N'y a-t-il pas là une contradiction ? Non.

I. - Dans la société capitaliste État au sens propre. — La bourgeoisie a besoin de l'État.

II. - Transition (dictature du prolétariat). État du type de transition (n'est plus un État au sens propre). — Le prolétariat a besoin de l'État.

III. - Société communiste : dépérissement de l'État. — On n'a pas besoin de l'État, il dépérit.

Conséquence logique et clarté absolues ! ! Autrement dit :

I. - La démocratie est purement exceptionnelle, elle n'est jamais complète.	I. - Démocratie seulement pour les riches et pour une petite couche du prolétariat. [Les pauvres, elle les laisse froids !]
II. - Démocratie presque complète, limitée seulement par la *répression* de la résistance de la bourgeoisie.	II. - Démocratie pour les pauvres, pour 9/10 de la population, répression par force de la résistance des riches.
III. - Démocratie réellement complète qui devient l'habitude et *de ce* fait dépérit... La démocratie complète n'est identique à aucune démocratie d'aucun sorte.	III. - Démocratie complète qui devient l'habitude et de ce fait dépérit, qui fait place au principe « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. »

La question de l'État est aussi traitée dans un passage essentiel de la *Critique du programme de Gotha, où* est donnée une analyse *économique* de la société future.

Marx critique ici (pp. 565-567) l'idée de Lassalle du « produit intégral du travail », montre la nécessité de défalquer le fonds destiné à remplacer les moyens de production usagés, le fonds de réserve, les dépenses pour l'administration, les écoles, les installations sanitaires, etc. *et il continue :*

Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est à une société communiste, non pas telle qu'elle s'est *développée* sur les bases qui lui sont propres, mais, au contraire, telle qu'elle vient de *sortir* de la société capitaliste ; une société, par conséquent, qui sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel porte encore les

N.B.

N.B.

stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue. Le producteur reçoit donc individuellement - les défalcations une fois faites - l'équivalent exact de ce qu'il a donné à la société. Ce qu'il lui a donné, c'est son *quantum* individuel de travail. Par exemple, la journée sociale de travail représente la somme des heures de travail individuel ; le temps de travail individuel de chaque producteur est la portion qu'il a fournie de la journée sociale de travail, la part qu'il y a prise. Il reçoit de la société un bon constatant qu'il a fourni tant de travail (défalcation faite du travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire des stocks sociaux d'objets de consommation autant que coûte une quantité égale de travail. Le même *quantum* de travail qu'il a fourni à la société sous une forme, il le reçoit d'elle en retour sous une autre forme (p. 566).

Rien ne peut entrer dans la propriété de l'individu que des objets de consommation individuelle. Mais pour ce qui est du partage de ces objets entre producteurs p-ris individuellement, le principe directeur est le même que pour l'échange de marchandises équivalentes, une même quantité de travail sous une forme s'échange contre une même quantité de travail sous une autre forme (p. 567).

Ce droit égal suppose *l'inégalité,* l'inégalité effective, *l'inégalité* des hommes, car l'un est fort et l'autre faible, etc. (les individus « ne seraient pas des individus distincts, s'ils n'étaient pas inégaux ») (p. 567), l'un recevra plus que l'autre.

Mais ces défauts sont inévitables dans la première Phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond.

Donc :

I.

Long et douloureux enfantement.

II.

Première phase de la société communiste.

III.

Phase supérieure de la société communiste.

Dans une *phase supérieure* de la société commu*niste*, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel, quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital ; quand avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon **borné du droit bourgeois** pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! » (p. 567.)

N.B.

On distingue donc ici d'une façon claire, nette, précise deux phases de la société communiste :

La phase *inférieure* « (première ») répartition des objets de consommation « proportionnellement » *au quantum* de travail que chacun fournit à la société. L'inégalité de la répartition est encore grande. L' « horizon borné du droit bourgeois » n'est pas *encore entièrement* dépassé. Cela *N. B. ! !* Avec le droit (à demi-bourgeois) l'État (à demi-bourgeois) également n'a manifestement pas encore entièrement disparu. Cela *Notabene ! !*

Également une forme de la contrainte : « qui ne travaille pas, ne mange pas »

N.B.

La phase « supérieure ». « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Quand cela est-il possible ? Quand 1º l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel a disparu ; 2º le travail devient *le premier besoin vital* (N. B. : l'habitude de travailler devient la règle, sans contrainte !) ; 3º les forces productives se seront accrues prodigieusement, etc. Il est évident que le dépérissement *complet* de l'État n'est possible qu'à ce stade supérieur. Cela N. B.

Le travail est devenu un besoin, il ne subsiste aucune espèce de contrainte.

LETTRE D'ENGELS. 1875

La lettre d'Engels à Bebel du 18/28. III. *1875* contient encore des passages particulièrement instructifs qui éclairent mieux certains aspects du marxisme que nulle part ailleurs :

1) ... On commence [dans le programme de Gotha] par accepter la phrase suivante de Lassalle qui, bien que ronflante, est historiquement fausse : vis-à-vis de la classe ouvrière toutes les autres classes ne forment *qu'une seule* masse *réactionnaire. Cette phrase n'est vraie que dans quelques cas exceptionnels,* par exemple, *dans une révolution du prolétariat comme la Commune ou dans un pays où* ce n'est pas la bourgeoisie *seule qui a modelé* l'État et la société *à son image, mais où, après elle,* la petite bourgeoisie *démocratique* a achevé cette transformation *jusque dans ses dernières conséquences (p. 319).*

N.B.

(comme en Suisse)

(En Allemagne vous avez marché « pendant des années », la main dans la main avec le Parti populaire et vous posez *7* revendications politiques, « dont il n'est pas une qui ne soit *bourgeoise* [souligné par Engels] démocrate ».)

N.B.

2) ... En cinquième lieu [cinquième objection

d'Engels] il n'est même pas question de l'organisation de la classe ouvrière en tant que classe par le moyen des *syndicats.* Et c'est là un point tout à fait essentiel, car il s'agit *à proprement parler, de l'organisation de classe du prolétariat,* au sein de laquelle celui-ci mène ses luttes quotidiennes contre le capital et se forme à la discipline, organisation qui aujourd'hui, même au milieu de la plus redoutable des réactions (comme c'est le cas en ce moment à Paris), ne peut absolument plus être détruite. Étant donné l'importance prise par cette organisation aussi en Allemagne, il serait, à notre avis, absolument nécessaire de la prendre en considération dans le programme et de lui donner si possible une place dans l'organisation du Parti (p. 321).

Tiens !

N.B.

3) ... De même, il manque [dans le programme] la première condition de toute liberté, à savoir que vis-à-vis de chaque citoyen, chaque fonctionnaire soit responsable de chacun des actes qu'il accomplit pendant l'exercice de ses fonctions, devant les tribunaux ordinaires et selon la loi commune (p. 321).

N.B.

4) ... L'expression « destruction de toute inégalité sociale et politique » au lieu de « abolition de toutes les différences de classe » est également très suspecte. D'un pays à l'autre, d'une province à l'autre, voire d'un endroit à l'autre, il y aura toujours une *certaine* inégalité dans les conditions d'existence, inégalité que l'on pourra bien réduire au minimum, mais non faire disparaître complètement. Les habitants des Alpes auront toujours d'autres conditions de vie que les habitants des plaines. Se représenter la société socialiste comme l'Empire de *l'égalité* est une conception française trop étroite et qui s'appuie sur la vieille devise : Liberté, Égalité, Fraternité, conception qui, en ses temps et lieu, a eu sa raison d'être parce qu'elle correspondait *à une phase d'évolution,* mais qui, comme toutes les conceptions trop étroites des écoles socialistes qui nous ont précédés, devrait à

N.B.

présent être dépassée, puisqu'elle ne crée que la confusion dans les esprits et puisqu'elle a été remplacée par des conceptions plus précises et répondant mieux aux réalités (p. 322).

5) Bakounine dans son livre *Politique et anarchie* nous rend responsables de chaque « parole inconsidérée » de Liebknecht (pp. 322-323).

« Parole inconsidérée » de Liebknecht

6) En général, il est vrai, *le programme officiel d'un Parti importe bien moins que ses actes.* Mais un *nouveau* programme est comme un étendard qu'on vient d'arborer au regard de tous, et c'est d'après lui que l'on juge le Parti (p. 323).

Bebel a répondu, entre autres à Engels le 21. *IX. 1875 :*

N.B.
Ah ! Ah !

Je suis parfaitement d'accord avec le jugement que vous portez sur le projet de programme ainsi que le démontrent aussi des lettres que j'ai écrites à Bracke. J'ai aussi fait de vifs reproches à Liebknecht sur sa mollesse..., mais une fois que le malheur est arrivé... le tout est une question d'éducation.

Bebel lui-même partageait peu de temps auparavant toutes ces opinions confuses sur l' « État populaire », ainsi que le prouve sa brochure Nos Bats (9e édition 1886, Sozialdemokratische Bibliotek, réimpression sans modification de la 3e édition de 1872) p. 14 : « D'État reposant sur la domination de classe, l'État doit donc être transformé en État populaire... et dans cet État... la production coopérative doit remplacer... les entreprises privées »... Et, précisément, page 44, il recommande aussi bien Marx que Lassalle ! ! ! L'un à côté de l'autre ! ! A l'époque, Bebel ne voyait pas la différence entre eux dans la question de l'État.

ANNEXES

. ←

I. PRÉAMBULE ET STATUTS DE LA Ire INTERNATIONALE

PRÉAMBULE

. ←

Considérant,

Que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l’œuvre des travailleurs eux-mêmes ;

Que la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour l'établissement de droits et de devoirs égaux et pour l'abolition de tout régime de classe ;

Que l'assujettissement économique du travailleur aux détenteurs des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de la vie est la cause première de la servitude dans toutes ses formes, misère sociale, avilissement intellectuel et dépendance politique ;

Que, par conséquent, l'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen, que tous les efforts tendant à ce but ont jusqu'ici échoué faute de solidarité entre les travailleurs de différentes professions dans le même pays et d'une union fraternelle entre les classes ouvrières des divers pays ;

Que l'émancipation du travail, n'étant pas un problème local ou national, mais un problème social, embrasse tous les pays dans lesquels existe la société moderne et nécessite, poux sa solution, le concours théorique et pratique des pays les plus avancés ;

Que le mouvement qui vient de renaître parmi les ouvriers des pays les plus industrieux de l'Europe, tout en réveillant de nouvelles espérances, donne un

solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs et de combiner le plus tôt possible les efforts encore isolés.

Pour ces raisons,
l'Association internationale des travailleurs a été fondée.

Elle déclare :

Que toutes les sociétés et tous les individus y adhérant reconnaîtront comme devant être la base de leur conduite envers tous les hommes sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité, la Vérité, la *Justice* et la *Morale.*

Pas de devoirs sans droits, pas de droits Sam devoirs.
C'est dans cet esprit que les statuts suivants ont été conçus

STATUTS

. ←

ART. PREMIER. - L'Association est établie pour créer un point central de communication et de coopération entre les sociétés ouvrières des différents pays aspirant au même but, savoir, le concours mutuel, le progrès et le complet affranchissement de la classe ouvrière.

ART. 2. - Le nom de cette association sera *Association internationale des travailleurs.*

ART. 3. - Tous les ans aura lieu un congrès ouvrier général composé des délégués des branches de l'Association. Ce congrès proclamera les aspirations communes de la classe ouvrière, prendra l'initiative des mesures nécessaires pour le succès de l'œuvre de l'Association internationale et en nommera le Conseil général.

ART. 4. - Chaque congrès fixera la date et le siège de la réunion du congrès suivant. Les délégués se réuniront en plein droit aux lieu et jour désignés, sans

qu'une commission spéciale soit nécessaire. En cas d'urgence le Conseil général pourra changer le lieu du congrès sans en remettre toutefois la date.

Tous les ans, le congrès réuni indiquera le siège du Conseil général et en nommera les membres. Le Conseil général ainsi élu aura le droit de s'adjoindre de nouveaux membres.

À chaque congrès annuel, le Conseil général fera un rapport public de ses travaux. Il pourra, en cas de besoin, convoquer le congrès avant le terme fixé.

ART. 5 - Le Conseil général se composera de travailleurs appartenant aux différentes nations représentées dans l'Association internationale. Il choisira dans son sein les membres du bureau nécessaires pour la gestion des affaires, tels que trésorier, secrétaire général, secrétaires particuliers pour les différents pays, etc.

ART. 6. - Le Conseil général fonctionnera comme agent international entre les différents groupes nationaux et locaux, de telle sorte que des ouvriers de chaque pays soient constamment au courant des mouvements de leur classe dans les autres pays ; qu'une enquête sur l'état social soit faite simultanément et dans un même esprit ; que les questions d'intérêt général proposées par une société soient examinées par toutes les autres, et que, l'action immédiate étant réclamée, comme dans les cas de querelles internationales, tous les groupes de l'Association puissent agir simultanément et d'une manière uniforme.

Suivant qu'il jugera opportun, le Conseil général prendra l'initiative des propositions à soumettre aux sociétés locales et nationales.

Pour faciliter ses communications, il publiera un bulletin périodique.

ART. 7. - Puisque le succès du mouvement ouvrier dans chaque pays ne peut être assuré que par la force résultant de l'union et de l'association, que, d'autre part, l'action du Conseil général sera plus efficace si, au lieu de correspondre avec une foule de petites sociétés locales, isolées les unes des autres, il peut se mettre en rapport avec quelques grands centres nationaux des sociétés ouvrières : pour ces raisons les membres de l'Association internationale devront faire tout leur possible pour réunir les sociétés ouvrières, encore isolées, de leurs pays respectifs en associations nationales représentées par des organes centraux.

Il va sans dire que l'application de cet article est subordonnée aux lois particulières à chaque pays, et qu'abstraction faite d'obstacles légaux chaque société locale indépendante aura le droit de correspondre directement avec le Conseil général.

ART. 8 - Chaque section a le droit de nommer ses secrétaires avec le correspondant au Conseil général.

ART. 9 - Quiconque adopte et défend les principes de l'Association internationale des travailleurs peut en être reçu membre. Chaque section est responsable pour l'intégralité de ses membres.

ART. 10. - Chaque membre de l'Association internationale, en changeant de pays, recevra l'appui fraternel des membres de l'Association.

ART. 11. - Quoique réunies par un lien fraternel de solidarité et de coopération, toutes les sociétés ouvrières adhérant à l'Association internationale conservent intacte leur organisation particulière.

ART. 12. - La révision des présents statuts peut être, faite à chaque congrès sur la demande des deux tiers des délégués présents.

ART. 13. - Tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts sera déterminé par des règlements spéciaux que chaque congrès pourra réviser.

II. LES PROGRAMMES SUCCESSIFS DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ALLEMANDE

1. Programme des lassalliens (Leipzig, mai 1863)

. ←

Sous le nom d'Association générale des ouvriers allemands *(Allgemeiner deutscher Arbeiterverein),* les soussignés fondent, dans les États confédérés allemands, une association qui, partant de la conviction que, seul, le suffrage universel égal et direct peut assurer une représentation convenable des intérêt sociaux de la classe laborieuse allemande, ainsi que l'élimination des antagonismes de classes, poursuit le but d'agir, par la voie pacifique et légale et particulièrement en gagnant à lui l'opinion publique, pour l'établissement du suffrage universel égal et direct.

2. Programme des marxistes (Eisenach, août 1869)

. ←

I. - Le Parti ouvrier social-démocrate poursuit l'établissement de l'État populaire libre.

II. - Tout membre du Parti ouvrier social-démocrate s'engage à défendre de toutes ses forces les principes suivants :

1. Les conditions politiques et sociales présentes sont au plus haut degré injustes ; il convient donc de les combattre avec la plus grande énergie.

2. La lutte pour l'émancipation des classes laborieuses n'est pas une lutte en vue de privilèges et de monopoles, mais une lutte pour l'égalité des droits et des devoirs et pour la suppression de toute domination de classe.

3. La dépendance économique vis-à-vis du capitalisme constitue, pour le travailleur, la base de la servitude sous toutes ses formes, et la social-démocratie cherche à donner à chaque travailleur le produit intégral de son travail, par l'abolition du mode actuel de production (salariat) et par l'organisation du travail sur une base coopérative.

4. La liberté politique est la condition la plus indispensable de l'émancipation économique des classes laborieuses. La question sociale est donc inséparable de la question politique, la solution de la première est liée à la solution de la seconde, et elle n'est possible que dans un État démocratique.

5. Considérant que l'émancipation politique et économique de la classe ouvrière n'est possible que si celle-ci engage solidairement et unitairement la lutte, le Parti ouvrier social-démocrate se donne une organisation uniforme, mais laisse à tous et à chacun la liberté de faire valoir son influence pour le bien de la communauté.

6. Considérant que l'émancipation du travail n'est ni un problème local ni un problème national, mais un problème social embrassant tous les pays civilisés, le Parti social-démocrate déclare former, autant que les lois sur les associations le permettent, une branche de l'Association internationale des travailleurs, et déclare poursuivre le même but que celle-ci.

III. - Au nombre des revendications les plus urgentes dont le Parti ouvrier social-démocrate doit faire l'objet d'une vive agitation, il faut citer les suivantes :

1. Suffrage universel, égal, direct et secret accordé à tous les hommes de vingt ans, pour les élections au Parlement, aux landtags, aux assemblées provinciales et municipales et à tous les autres corps représentatifs. Les représentants élus recevront des émoluments suffisants.

2. Législation directe (c'est-à-dire attribution au peuple du droit de proposer et de rejeter les lois).

3. Suppression de tous les privilèges de classe, de propriété, de naissance et de culte.

4. Substitution d'une milice populaire à l'armée permanente.

5. Séparation de l'Église et de l'État, et séparation de l'École et de l'Église.

6. Instruction obligatoire dans les écoles populaires et instruction gratuite dans tous les établissements d'instruction publique.

7. Indépendance des tribunaux, création du jury et de juridictions professionnelles pour chaque branche d'industrie, procédure publique et verbale ; gratuité de la justice.

8. Abrogation de toutes les lois sur la presse, sur le droit de réunion et de coalition ; introduction de la journée de travail normale ; limitation du travail des femmes, interdiction du travail des enfants.

9. Suppression des impôts indirects ; impôt direct unique et progressif sur le revenu et sur les héritages.

10. Appui donné par l'État au mouvement coopératif, crédits spéciaux affectés par l'État aux associations libres de production, sous certaines garanties démocratiques.

3. Programme de Goth a (mai 1875)

. ←

I. - Le travail est la source de toute richesse et de toute culture, et comme en général le travail productif n'est possible que par la société, son produit intégral appartient à la société, c'est-à-dire à tous les membres de celle-ci, tous devant participer au travail, et cela en vertu d'un droit égal, chacun recevant selon ses besoins raisonnables.

Dans la société actuelle, les moyens de travail sont le monopole de la classe capitaliste ; l'état de dépendance qui en résulte pour la classe ouvrière est la cause de la misère et de la servitude sous toutes ses formes.

L'affranchissement du travail exige la transformation des instruments de travail en patrimoine commun de la société et la réglementation, par la communauté, du travail collectif, avec affectation d'une partie du produit aux besoins généraux et partage équitable du reste.

L'affranchissement du travail doit être l'œuvre de la classe ouvrière, en face de laquelle toutes les autres classes ne forment qu'une masse réactionnaire.

II. - Partant de ces principes, le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne s'efforce, par tous les moyens légaux, de fonder l'État libre et la société socialiste, de briser la loi d'airain des salaires par la destruction du système du travail salarié, d'abolir l'exploitation sous toutes ses formes, d'éliminer toute inégalité sociale et politique.

Le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne, bien qu'il agisse tout d'abord dans le cadre national, a conscience du caractère international du mouvement ouvrier, et il est résolu à remplir tous les devoirs qui s'imposent de ce fait aux travailleurs en vue de réaliser la fraternité de tous les hommes.

Le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne réclame, pour préparer les voles à la solution de la question sociale, l'établissement de sociétés ouvrières de production avec l'aide de l'État, sous le contrôle démocratique du peuple travailleur. Les sociétés de production doivent être suscitées dans l'industrie et

l'agriculture avec une telle ampleur que l'organisation socialiste de l'ensemble du travail en résulte.

Le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne réclame comme base de l'État :

1. Suffrage universel égal, direct, secret et obligatoire pour tous les citoyens âgés d'au moins vingt ans et pour toutes les élections générales et communales. Le jour de l'élection sera un dimanche ou un jour férié.

2. Législation directe par le peuple. La guerre et la paix votées par le peuple.

3. Service militaire pour tous. Substitution de la milice populaire à l'armée permanente.

4. Suppression des lois d'exception, notamment des lois sur la presse, sur les réunions et les coalitions, et en général de toutes les lois restreignant la libre manifestation des opinions la liberté de la pensée et de l'étude.

5. Justice rendue par le peuple. Gratuité de la justice.

6. Éducation générale et égale du peuple par l'État. Obligation scolaire. Gratuité de l'instruction dans tous les établissements scolaires. La religion déclarée chose privée.

Le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne réclame, sous le régime social actuel :

1. La plus grande extension possible des droits et des libertés politiques dans le sens des revendications précitées.

2. Un impôt unique et progressif sur le revenu pour l'État et les communes, à la place de tous les impôts indirects, spécialement de ceux qui pèsent sur le peuple.

3. Droit illimité de coalition.

4. Journée de travail normale en rapport avec les besoins de la société. Défense de travailler le dimanche.

5. Interdiction du travail des enfants, ainsi que du travail des femmes qui porte préjudice à la santé et à la moralité.

6. Loi de protection de la vie et de la santé des travailleurs. Contrôle sanitaire des logements ouvriers. Surveillance du travail dans les usines, les fabriques et les ateliers, ainsi que du travail à domicile, par des fonctionnaires élus par les ouvriers. Loi punissant les infractions.

7. Réglementation du travail pénitentiaire.

8. Administration pleinement autonome de toutes les caisses ouvrières d'assistance et de secours mutuel.

4. Programme d'Erfurt (1891)

. ←

L'évolution économique de la société bourgeoise conduit, avec la nécessité des lois de la nature, à la ruine de la petite exploitation, dont le fondement est la propriété privée que le travailleur possède de ses instruments de production. Elle sépare le travailleur de ses moyens de production et le transforme en un prolétaire ne possédant rien ; les moyens de production deviennent le monopole d'un nombre relativement petit de capitalistes et de grands propriétaires.

A cette monopolisation des moyens de production sont intimement liés l'élimination, par des exploitations colossales, des petites exploitations morcelées, la transformation de l'outil en machine, enfin un prodigieux accroissement du travail humain. Mais tous les avantages de cette transformation sont monopolisés par les capitalistes et les grands propriétaires fonciers. Pour le prolétariat et les couches intermédiaires submergées - petits bourgeois, paysans - elle signifie une augmentation croissante de l'insécurité de leur existence, de misère, d'oppression, d'asservissement, d'abaissement, d'exploitation.

Toujours plus grand devient le nombre des prolétaires, toujours plus considérable l'armée des ouvriers superflus, toujours plus profonde, l'opposition des exploiteurs et des exploités, toujours plus exaspérée la lutte de classe de la

bourgeoisie et du prolétariat, lutte qui sépare la société moderne en deux camps hostiles et qui est la caractéristique commune de tous les pays industriels.

L'abîme qui sépare les possédants et les non-possédants est encore élargi par les crises qui ont leur principe dans l'essence du mode de production capitaliste, crises qui deviennent toujours plus étendues et plus dévastatrices, qui font de l'insécurité générale l'état normal de la société et fournissent la preuve que les forces productives de la société actuelle ont trop grandi pour cette société, que la propriété privée des moyens de production est devenue inconciliable avec un sage emploi et avec le plein développement de ces moyens de production.

La propriété privée des moyens de production, qui servait autrefois à assurer au producteur la propriété de son produit, sert aujourd'hui à exproprier les paysans, les artisans et les petits commerçants et à mettre les non-travailleurs, - capitalistes, grands propriétaires, - en possession du produit des travailleurs. Il n'y a que la transformation de la propriété privée capitaliste des moyens de production, - sol, mines, matières premières, outils, machines, moyens de transport, - en propriété sociale, et la transformation de la production de marchandises en production socialiste, en production effectuée pour et par la société, qui puisse faire que la grande exploitation et la productivité, constamment croissante du travail social deviennent, pour les classes jusqu'ici exploitées, de sources de misère et d'oppression qu'elles sont aujourd'hui, sources du plus grand bien-être et d'un perfectionnement harmonieux et universel.

Cette transformation sociale signifie l'émancipation non seulement du prolétariat, mais de l'ensemble du genre humain qui souffre de l'état présent. Mais elle ne peut être que l'œuvre de la classe ouvrière, parce que toutes les autres classes, malgré les querelles d'intérêt qui les divisent, sont placées sur le terrain de la propriété privée des moyens de production et ont pour but commun le maintien des fondements de la société actuelle.

La lutte de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste est nécessairement une lutte politique. La classe ouvrière ne peut pas mener ses luttes économiques et ne peut pas développer son organisation économique sans droits politiques. Elle ne peut pas réaliser le passage des moyens de production en la possession de la collectivité sans être entrée en possession de la puissance politique.

Rendre cette lutte de la classe ouvrière consciente et unitaire et lui montrer son but nécessaire, telle est la tâche du Parti social-démocrate.

Les intérêts de la classe ouvrière sont les mêmes dans tous les pays où existe le mode de production capitaliste. A mesure que s'étend le commerce international et que se développe la production pour le marché du monde, la situation des ouvriers d'un pays dépend toujours davantage de la situation des ouvriers des autres pays. L'émancipation de la classe ouvrière est donc une oeuvre à laquelle sont également intéressés les ouvriers de tous les pays civilisés. En connaissance de ce fait, le Parti social-démocrate d'Allemagne se déclare en parfaite union avec les ouvriers de tous les autres pays qui ont conscience de leur classe.

Le Parti social-démocrate d'Allemagne ne lutte donc pas pour de nouveaux privilèges de classe, mais pour la suppression de la domination de classe et des classes elles-mêmes, et pour des droits égaux et des devoirs égaux de tous sans exception de sexe ni de race. Partant de ces idées, il combat dans la société présente non seulement l'exploitation et l'oppression des travailleurs salariés, mais toute espèce d'exploitation et d'oppression, qu'elle soit dirigée contre une classe, un parti, un sexe ou une race.

Partant de ces principes, le Parti social-démocrate d'Allemagne réclame tout d'abord :

1. Le suffrage universel égal, direct et le scrutin secret pour tous les membres de l'Empire âgés de plus de 20 ans, sans distinction de sexe, dans toutes les élections et tous les votes. Système de représentation proportionnelle et, jusqu'à ce qu'il soit établi, nouveau remaniement légal des circonscriptions électorales après chaque recensement. Périodes législatives d'une durée de deux ans. Jours d'élections et de votes fixés au jour de repos légal. Indemnité pour les représentants élus. Suppression de toute limitation des droits politiques, sauf pour les personnes frappés d'interdiction.

2. La législation par le peuple au moyen du droit d'initiative et de veto. Autonomie administrative du peuple dans l'Empire, l'État, la province et la commune. Élection des fonctionnaires par le peuple ; responsabilité pénale de ces derniers.

3. Éducation pour le service militaire pour tous. Milices à la place des armées permanentes. La représentation populaire seule appelée à décider de la guerre et de la paix. Règlement de tous les conflits internationaux par voie d'arbitrage.

4. Abolition de toutes les lois qui limitent ou suppriment la libre expression de l'opinion et le droit d'association et de réunion.

5. Abolition de toutes les lois qui, au point de vue du droit public et privé, mettent la femme en état d'infériorité vis-à-vis de l'homme.

6. La religion déclarée chose privée. Suppression de toutes les dépenses faites au moyen des fonds publics pour des buts ecclésiastiques et religieux. Les communautés ecclésiastiques et religieuses doivent être considérées comme des associations privées qui règlent leurs affaires en pleine indépendance.

7. Laïcité de l'école. Fréquentation obligatoire des écoles populaires publiques. Gratuité de l'enseignement, des fournitures scolaires et de l'entretien dans les écoles populaires publiques, ainsi que dans les établissements d'instruction supérieure pour ceux des écoliers et des écolières qui, en vertu de leurs capacités, sont jugés propres à recevoir une instruction plus élevée.

8. Gratuité de la justice et de l'assistance judiciaire. Justice rendue par des juges élus par le peuple. Appel en matière pénale. Indemnités pour les personnes accusées, arrêtées et condamnées reconnues innocentes. Suppression de la peine de mort.

9. Gratuité des soins médicaux y compris les accouchements et les remèdes. Gratuité des enterrements.

10. Impôt progressif sur le revenu et la fortune pour couvrir toutes les dépenses publiques, dans la mesure où elles doivent être couvertes par des impôts. Déclaration obligatoire des revenus. Impôt progressif sur les successions, d'après l'importance de l'héritage et d'après le degré de parenté. Abolition de tous les impôts indirects, douanes et autres mesures économiques qui sacrifient les intérêts de la collectivité aux intérêts d'une minorité privilégiée.

Pour la protection de la classe ouvrière, le Parti social-démocrate d'Allemagne réclame tout d'abord :

1. Une législation protectrice du travail efficace, nationale et internationale, sur les bases suivantes :

a) Fixation d'une journée de travail normale de huit heures au maximum.

b) Interdiction du travail industriel pour les enfants au-dessous de quatorze ans.

c) Interdiction du travail de nuit, sauf pour les branches d'industrie qui, en vertu de leur nature, soit pour des raisons techniques, soit pour des raisons de bien-être général, exigent le travail de nuit.

d) Un intervalle de repos ininterrompu d'au moins trente-six heures, une fois par semaine, pour chaque ouvrier.

e) Interdiction du truck-système (payement des ouvriers en marchandises).

2. Surveillance de toutes les exploitations industrielles, enquêtes sur les conditions du travail à la ville et à la campagne, et réglementation des conditions du travail par un office impérial du travail, des offices du travail de district et des chambres de travail ; hygiène industrielle rigoureusement observée.

3. Même situation pour les ouvriers agricoles et les domestiques et pour les travailleurs industriels ; suppression des règlements concernant les domestiques.

4. Le droit de coalition assuré.

5. L'assurance ouvrière tout entière à la charge de l'Empire avec participation déterminante des ouvriers à son administration.